



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/46/46/Add.1
14 février 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 106 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

**Exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies
pour l'exercice biennal 1990-1991**

Rapport du Secrétaire général

ADDITIF

TABLE DES MATIERES

Chapitre	Page
TITRE I. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE	
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	5
TITRE II. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX	
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	26
2B. Affaires de désarmement	39
2C. Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer	44
TITRE III. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION	
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	50

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
TITRE IV. ACTIVITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES	
4. Organes directeurs (Activités économiques et sociales)	62
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	70
5B. Bureau des commissions régionales à New York	75
6. Département des affaires économiques et sociales internationales	78
7. Département de la coopération technique pour le développement ..	84
8. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	91
9. Sociétés transnationales	96
10. Commission économique pour l'Europe	101
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ...	108
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ...	118
13. Commission économique pour l'Afrique	128
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	136
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	143
16. Centre du commerce international	151
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	158
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	163
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	175
20. Contrôle international des drogues	181
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	187
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO)	191

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
23. Droits de l'homme	196
24. Programme ordinaire de coopération technique	204
TITRE V. JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL	
25. Cour internationale de Justice	207
26. Activités juridiques	212
TITRE VI. INFORMATION	
27. Information	221
TITRE VII. SERVICES COMMUNS D'APPUI	
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	231
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances	236
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	242
28D. Bureau des services généraux (Siège)	251
28E. Services de vérification interne des comptes	267
28F. Administration et services communs (Genève)	271
28G. Dépenses diverses	276
28H. Activités administratives financées en commun	281
28I. Division des services administratifs et des services communs (Vienne)	286
28J. Services communs (Nairobi)	293
29. Services de conférence et de bibliothèque	297
TITRE VIII. DEPENSES SPECIALES	

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
TITRE IX. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL	
31. Contributions du personnel	320
TITRE X. DEPENSES D'EQUIPEMENT	
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	322
CHAPITRES DES RECETTES	
1. Recettes provenant des contributions du personnel	331
2. Recettes générales	332
3. Activités productrices de recettes	337

TITRE I. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE
 CHAPITRE 1. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

Tableau 1.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
75 972,3	(320,4)	(415,5)	4 508,8	(930,0)	2 842,9	78 815,2

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

1 346,0	i) D'autres organismes des Nations Unies	1 555,8
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
98,1	Appui à des activités de fond extrabudgétaires	79,6
134,6	Appui aux activités de coopération technique	134,0
645,7	Opérations de maintien de la paix	645,7
<u>2 224,4</u>	Total a)	<u>2 415,1</u>

Tableau 1.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	b) Activités de fond :	
	Fonds d'affectation spéciale pour le programme d'évaluation en matière d'aide alimentaire (Conseil mondial de l'alimentation)	
100,0		150,0
100,0	Total b)	150,0
	c) Projets opérationnels :	
	Fonds d'affectation spéciale pour les secours d'urgence en Afghanistan	
-		75 000,0
106,7	Sources bilatérales	106,7
-	Total c)	75 106,7
2 431,1	Total a), b) et c)	77 671,8
78 403,4	Total 1 et 2	156 487,0

Tableau 1.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs :							
1. Assemblée générale	4 343,0	(41,4)	-	-	726,9	685,5	5 028,5
2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (et son secrétariat)	2 316,3	(20,5)	-	15,4	(33,2)	(38,3)	2 278,0
3. Comité des contributions	367,0	(2,7)	-	-	(92,8)	(95,5)	272,3
4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	3 672,7	(14,9)	-	-	147,1	132,2	3 804,9
5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (et participation de l'ONU aux dépenses de secrétariat de la Caisse commune)	2 006,2	(10,9)	-	22,8	212,4	224,3	2 310,5
6. Conseil mondial de l'alimentation (et son secrétariat)	6 300,6	130,1	(67,9)	-	(255,5)	(193,3)	6 195,3
7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	104,4	(1,0)	-	-	(90,4)	(91,4)	13,0

Tableau 1.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1998-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1998-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
8. Comité du programme et de la coordination (CPC)	524,2	(4,1)	-	-	52,8	48,7	572,9
Total partiel	19 803,2	34,6	(67,9)	38,2	667,3	672,2	20 475,4
B. Direction exécutive et administration :							
1. Le Secrétaire général	1 496,9	(4,1)	-	-	(11,2)	(15,3)	1 481,6
2. Cabinet du Secrétaire général	10 546,8	(15,0)	-	-	56,8	41,8	10 588,6
3. Bureau des affaires politiques, des affaires de l'Assemblée générale et des services de secrétariat :							
a) Bureau du Secrétaire général adjoint (y compris la Division des affaires de l'Assemblée générale)	3 108,3	(5,4)	-	-	(32,3)	(37,7)	3 070,6
b) Division des droits des Palestiniens	3 584,5	(14,1)	-	-	(58,7)	(72,8)	3 511,7
c) Division des affaires du Conseil économique et social et des services de secrétariat	4 043,2	(7,0)	-	-	(91,4)	(98,4)	3 944,8

Tableau 1.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
4. Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales	2 361,1	(3,0)	-	-	(148,0)	(151,0)	2 210,1
5. Bureau de la recherche et de la collecte d'informations	5 629,2	(5,7)	-	-	(56,4)	(62,1)	5 567,1
6. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	3 304,8	58,9	(33,2)	-	536,1	561,8	3 946,6
7. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUJ)	2 131,9	18,5	(2,4)	-	63,7	79,8	2 211,7
8. Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban	528,4	21,5	-	-	(27,6)	(6,1)	522,3
9. Situation en Afghanistan	13 690,6	(42,8)	(312,0)	-	(576,6)	(931,4)	12 767,2
10. Mission d'observation des élections en Haïti	5 378,0	(356,8)	-	-	(1 525,4)	(1 882,2)	3 495,8

Tableau 1.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
1). Autres bons offices du Secrétaire général :							
a) Entretiens directs entre la République islamique d'Iran et l'Iraq sous les auspices du Secrétaire général, concernant l'application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité	15,7	-	-	-	(0,4)	(0,4)	15,3
b) Règlement de la controverse entre le Guyana et le Venezuela	87,2	-	-	-	(38,7)	(38,7)	48,5
c) Mission concernant les élections en El Salvador	15,5	-	-	-	(0,4)	(0,4)	15,1
d) Processus de paix en Amérique centrale - conseils juridiques	70,5	-	-	120,3	-	128,3	198,8
e) Mission concernant les élections en Haïti	68,4	-	-	-	(0,8)	(0,8)	67,6
f) Mission à Tirana	20,1	-	-	-	1,5	1,5	21,6
g) Mission à Bagdad	-	-	-	-	99,5	99,5	99,5
h) Situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq	-	-	-	3 015,0	-	3 015,0	3 015,0

Tableau 1.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles									
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Change	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total	Total	révisé pour	1990-1991
i) Représentant spécial du Secrétaire général au Moyen-Orient	-	-	-	-	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0
j) Situation en El Salvador	-	-	-	-	650,5	-	650,5	650,5	650,5	650,5
k) Envoje personnel du Secrétaire général pour la Yougoslavie	-	-	-	-	409,8	-	409,8	409,8	409,8	409,8
l) Conférence sur le Moyen-Orient	-	-	-	-	-	43,0	43,0	43,0	43,0	43,0
m) Mission dans la République islamique d'Iran et en Arabie saoudite	-	-	-	-	87,0	-	87,0	87,0	87,0	87,0
n) Guatemala	-	-	-	-	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0
o) Libération des otages au Moyen-Orient	-	-	-	-	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total partiel	56 169,1	(355,0)	(347,6)	(1 597,3)	4 470,6	(1 597,3)	2 170,7	58 339,8	58 339,8	58 339,8
Total	75 972,3	(320,4)	(415,5)	(930,0)	4 508,8	(930,0)	2 842,9	78 815,2	78 815,2	78 815,2

Tableau 1.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Imprimerie	Autres	Frais	Fournitures,	Divers	Total
	et dépenses communes de personnel	voyage	contractuels	services	généraux de fonc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel		
A. Organes directeurs :								
1. Assemblée générale	1 097,5	(220,3)	(168,8)	-	(22,9)	-	-	685,5
2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCDAB) (et son secrétariat)	(141,8)	100,7	-	2,8	-	-	-	(38,3)
3. Comité des contributions	-	(95,5)	-	-	-	-	-	(95,5)
4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	122,2	10,0	-	-	-	-	-	132,2
5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (et participation de l'ONU aux dépenses de secrétariat de la Caisse commune)	-	21,2	-	-	-	-	203,1	224,3
6. Conseil mondial de l'alimentation (et son secrétariat)	(214,7)	(49,0)	-	39,0	(53,3)	86,7	(2,0)	(193,3)

Tableau 1.3 (suite)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses communes de personnel	voyage	services contractuels	généraux de fenc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel	
7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	-	(91,4)	-	-	-	(91,4)
8. Comité du programme et de la coordination (CPC)	-	48,7	-	-	-	48,7
Total partiel	863,2	(275,6)	41,8	(76,2)	86,7	672,2
B. Direction exécutive et administration :						
1. Le Secrétaire général	51,2	(72,1)	-	42,3	(36,7)	(15,3)
2. Cabinet du Secrétaire général	(61,6)	(35,0)	-	197,2	(4,3)	41,0
3. Bureau des affaires politiques, des affaires de l'Assemblée générale et des services de secrétariat :						
a) Bureau du Secrétaire général adjoint (y compris la Division des affaires de l'Assemblée générale)	(43,4)	5,7	-	-	-	(37,7)

Tableau L.3 (suite)

PROGRAMMES	Traitements et dépenses communes de personne	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
b) Division des droits des Palestiniens	155,0	(165,4)	3,5	(20,5)	(30,4)	(15,0)	-	(72,8)
c) Division des affaires du Conseil économique et social et des services de secrétariat	(215,3)	133,3	-	(15,9)	(0,5)	-	-	(98,4)
4. Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales	(150,7)	-	-	-	(0,3)	-	-	(151,0)
5. Bureau de la recherche et de la collecte d'informations	(106,0)	30,7	-	-	(0,3)	13,5	-	(62,1)
b. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (OMUG)	568,2	(6,0)	-	-	(0,3)	(0,1)	-	561,8
7. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne (OMUV)	63,0	20,0	-	-	(3,2)	-	-	79,8
8. Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban	55,5	-	-	-	(86,5)	24,9	-	(6,1)

Tableau 1.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
9. Situation en Afghanistan	(751,0)		(17,0)		-	(143,5)		(19,9)		-	(931,4)
10. Mission d'observation des élections en Haïti	(1 652,7)		(27,7)		(32,7)	(192,7)		23,6		-	(1 882,2)
11. Autres bons offices du Secrétaire général :											
a) Entretiens directs entre la République islamique d'Iran et l'Iraq sous les auspices du Secrétaire général, concernant l'application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité	-		0,1		-	(0,5)		-		-	(0,4)
b) Règlement de la controverse entre le Guyana et le Venezuela	(24,4)		(5,3)		-	(9,0)		-		-	(38,7)
c) Mission concernant les élections en El Salvador	(0,4)		-		-	-		-		-	(0,4)
d) Processus de paix en Amérique centrale - conseils juridiques	128,3		-		-	-		-		-	128,3

Tableau 1.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais général de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
e) Mission concernant les élections en Haïti	(0,4)	(1,2)	-	0,8	-	-	0,8
f) Mission à Tirana	-	5,0	-	(3,5)	-	-	1,5
g) Mission à Bagdad	-	89,5	-	10,0	-	-	99,5
h) Situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq	2 141,0	71,0	-	172,0	631,0	-	3 015,0
i) Représentant spécial du Secrétaire général au Moyen-Orient	30,0	30,0	-	10,0	-	-	70,0
j) Situation en El Salvador	106,8	454,2	-	93,5	-	-	650,5
k) Envoyé personnel du Secrétaire général pour la Yougoslavie	54,8	125,0	-	310,0	-	-	489,8
l) Conférence sur le Moyen-Orient	-	38,0	-	5,0	-	-	43,0
m) Mission dans la République islamique d'Iran et en Arabie saoudite	4,0	73,0	-	10,0	-	-	87,0

Tableau 1.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Matrimoine	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
n) Guatemala	30.0	60.0	-	-	10.0	-	-	100.0
o) Libération des otages au Moyen-Orient	-	65.0	-	-	15.0	-	-	100.0
Total partie)	301.9	606.8	(51.0)	(69.1)	405.1	617.0	-	2 170.7
Total	1 245.1	611.2	(219.0)	(27.3)	328.9	703.7	201.1	2 842.9

CHAPITRE 1. POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 2 842 900 dollars)

A. Organes directeurs (Augmentation : 672 200 dollars)

1. Assemblée générale (Augmentation : 685 500 dollars)

1.1 L'augmentation d'ensemble (685 500 dollars) pour les sessions de l'Assemblée générale s'explique comme suit : augmentation importante au titre du personnel temporaire et des heures supplémentaires (1 097 500 dollars), surtout dans le cas du Département de l'information, qui, maintenant, rend compte de tous les travaux de l'Assemblée en français comme en anglais; augmentations moindres à ces titres pour le Bureau des services généraux, en partie à cause du renforcement des dispositions de sécurité lors de la quarante-cinquième session, et pour les services relevant directement du Secrétaire général. Ces augmentations sont partiellement compensées par les réductions ci-après : travaux contractuels d'impression (168 800 dollars) des documents officiels; frais de voyage des représentants des pays les moins avancés se rendant à des sessions de l'Assemblée générale (220 300 dollars); dépenses de représentation (22 900 dollars), au titre des réceptions du Président de l'Assemblée générale.

2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)
(Diminution : 38 300 dollars)

1.2 Les diminutions des traitements et des dépenses communes de personnel (montant net : 141 800 dollars), dues aux écarts par rapport aux coûts standard, sont partiellement contrebalancées par les éléments suivants : ajustement des honoraires (2 800 dollars) et de la pension (1 800 dollars) versée au membre du Comité qui exerce ses fonctions à plein temps; augmentation des frais de voyage des représentants (87 400 dollars), le Comité ayant prolongé ses sessions à cause de l'accroissement de son volume de travail; frais de voyage du personnel (13 300 dollars), le Comité ayant décidé d'allonger la durée de ses sessions hors Siège.

3. Comité des contributions (Diminution : 95 500 dollars)

1.3 La diminution (95 500 dollars) concerne les frais de voyage des représentants, plus de membres du Comité que prévu se trouvant à New York.

4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat) (Augmentation : 132 200 dollars)

1.4 L'augmentation des traitements et dépenses communes de personnel (122 200 dollars) s'explique par le coût d'un surnuméraire (140 100 dollars) en 1990-1991. De plus, il a fallu une augmentation de 10 000 dollars pour couvrir les frais de voyage du secrétariat du Comité à des réunions telles que

celles du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes et de son organe technique et une réunion des représentants de services de vérification interne des comptes des organismes des Nations Unies.

5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (et participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse commune) (Augmentation : 224 300 dollars)

1.5 Il y a eu augmentation des frais de voyage pour se rendre aux sessions du Comité mixte (21 200 dollars), qui a tenu des réunions supplémentaires pour examiner avec la Commission de la fonction publique internationale la rémunération considérée aux fins de la pension, conformément à la résolution 41/208 de l'Assemblée générale et aux résolutions ultérieures sur le régime des pensions. En outre, la part que l'Organisation doit assumer des dépenses du secrétariat central a augmenté de 203 100 dollars, surtout parce que les traitements et dépenses communes de personnel ont été plus élevés que les coûts standard et parce que l'Assemblée générale a approuvé des modifications de l'effectif du Secrétariat à sa quarante-quatrième session, après la présentation du projet de budget-programme pour 1990-1991.

6. Conseil mondial de l'alimentation (et son secrétariat) (Diminution : 193 300 dollars)

1.6 La diminution de 193 300 dollars s'explique par des économies au titre des traitements et dépenses communes de personnel (214 700 dollars), des frais de voyage (49 000 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (53 300 dollars), ces économies étant partiellement contrebalancées par des augmentations au titre des services contractuels (39 000 dollars) et du mobilier et du matériel (86 700 dollars).

1.7 La diminution des traitements et dépenses communes de personnel (214 700 dollars) s'explique par les vacances de postes permanents et par des économies de personnel temporaire qui ont découlé du renvoi d'une consultation régionale du Conseil mondial de l'alimentation, qui devait se tenir à Moscou en 1991.

1.8 La diminution (49 000 dollars) des frais de voyage est aussi due au renvoi de cette consultation régionale.

1.9 L'augmentation (39 000 dollars) des services contractuels concerne l'impression de documents d'information, que le budget-programme ne prévoyait pas.

1.10 Les économies au titre des frais généraux de fonctionnement (53 300 dollars) s'expliquent comme suit : coût moins élevé que prévu de la location des bureaux occupés par le secrétariat du Conseil à Rome; diminution au titre de la location et de l'entretien du matériel, du fait de l'abrogation du contrat d'entretien du matériel Wang; garantie couvrant pendant tout 1991 le matériel nouvellement acheté.

1.11 L'augmentation du mobilier et du matériel (86 700 dollars) est due au fait que l'on a remplacé du matériel Wang obsolète par des ordinateurs individuels en réseau local pour améliorer la bureautique du secrétariat du Conseil.

7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (Diminution : 91 400 dollars)

1.12 La diminution des frais de voyage des représentants (91 400 dollars) est due au fait que les membres du Comité ont moins voyagé pendant l'exercice biennal et que leurs voyages ont été judicieusement planifiés.

8. Comité du programme et de la coordination (Augmentation : 48 700 dollars)

1.13 Le Comité a tenu une session ordinaire et une reprise de session en 1990, ainsi qu'une session ordinaire en 1991. L'augmentation concerne les frais de voyage des représentants (37 300 dollars) et du personnel des commissions régionales (11 400 dollars) pour se rendre aux sessions du Comité. Le coût des voyages des représentants dépend de plusieurs facteurs, notamment du nombre de membres qui font valoir leurs droits, nombre qui a été plus élevé en 1990-1991 qu'en 1988-1989.

B. Direction exécutive et administration (Augmentation : 2 170 700 dollars)

1. Le Secrétaire général (Diminution : 15 300 dollars)

1.14 Les augmentations sont les suivantes : dépenses communes de personnel (47 600 dollars), du fait du départ à la retraite du Secrétaire général; pension (3 600 dollars); location et entretien des locaux (79 900 dollars), à cause d'une étude architecturale et technique concernant la rénovation complète de la résidence du Secrétaire général, prévue pour 1992, et à cause de mesures de sécurité qu'il a fallu prendre pour cette résidence en raison de la crise Iraq-Koweït. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par des diminutions au titre des frais de voyage (72 100 dollars), des dépenses de représentation (37 500 dollars) et de l'acquisition d'un véhicule (36 700 dollars), grâce à des arrangements de prêt pendant l'exercice biennal.

2. Cabinet du Secrétaire général (Augmentation : 41 800 dollars)

1.15 Il y a diminution de 61 600 dollars pour les traitements et dépenses communes de personnel, car les augmentations au titre des surnuméraires (616 000 dollars), du personnel temporaire (142 300 dollars) et des heures supplémentaires (46 300 dollars) sont contrebalancées par des diminutions des traitements afférents aux postes permanents (374 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (492 000 dollars), en raison des vacances de poste et d'écarts par rapport aux coûts standard. D'autres augmentations concernant

les communications commerciales (199 900 dollars), du fait du nombre élevé des communications téléphoniques interurbaines et des transmissions par télécopie, ainsi que le matériel de bureautique (20 000 dollars) sont partiellement compensées par des diminutions au titre des travaux contractuels d'imprimerie (54 500 dollars), des fournitures (24 300 dollars) et des dépenses de représentation (2 700 dollars).

3. Bureau des affaires politiques, des affaires de l'Assemblée générale et des services de secrétariat

a) Bureau du Secrétaire général adjoint (y compris la Division des affaires de l'Assemblée générale) (Diminution : 37 700 dollars)

1.16 La diminution des traitements et dépenses communes de personnel (43 400 dollars) s'explique par les vacances de poste et les écarts entre les coûts standard et les coûts effectifs des postes permanents et temporaires, cette diminution étant partiellement compensée par des augmentations au titre des surnuméraires (46 600 dollars) et du personnel temporaire (51 700 dollars). Il y a aussi augmentation de 5 700 dollars pour les frais de voyage du personnel.

b) Division des Droits des Palestiniens (Diminution : 72 800 dollars)

1.17 L'augmentation des traitements et dépenses communes de personnel (155 000 dollars) s'explique par le coût des surnuméraires (85 500 dollars), par une réduction pour les consultants (13 800 dollars) et par les écarts entre les coûts standard et effectifs des postes. Une diminution des frais de voyage des participants au programme de réunions de la Division (171 600 dollars) est partiellement contrebalancée par une augmentation des frais de voyage du personnel (6 200 dollars). Il y a diminution au titre des travaux contractuels de traduction (20 500 dollars), des frais généraux de fonctionnement (72 700 dollars), des fournitures (15 000 dollars) et des dépenses de représentation (13 800 dollars); en revanche, il y a augmentation des travaux contractuels d'imprimerie (3 500 dollars) et des services divers (56 100 dollars).

c) Division des affaires du Conseil économique et social et des services de secrétariat (Diminution : 98 400 dollars)

1.18 La diminution des traitements et dépenses communes de personnel (215 300 dollars) s'explique par des écarts par rapport aux coûts standard, qu'une augmentation des heures supplémentaires (12 000 dollars) contrebalance partiellement. L'augmentation de 133 300 dollars des frais de voyage du personnel est due au fait que la Division a dû assurer le service technique des réunions dont le projet de convention sur le changement climatique a fait l'objet en 1991 à Washington, Genève et Nairobi.

4. Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales (Diminution : 151 000 dollars)

1.19 Les écarts des traitements et dépenses communes de personnel par rapport aux coûts standard font plus que compenser le coût des surnuméraires (178 400 dollars), d'où une diminution totale de 150 700 dollars sous ces deux rubriques. En outre, il y a diminution de 300 dollars des dépenses de représentation.

5. Bureau de la recherche et de la collecte d'informations (Diminution : 62 100 dollars)

1.20 Les diminutions des traitements et dépenses communes de personnel (106 000 dollars), reflétant des écarts par rapport aux coûts standard, et des dépenses de représentation (300 dollars) sont partiellement contrebalancées par des augmentations des frais de voyage (30 700 dollars) et des services de livres et d'agences de presse (13 500 dollars).

6. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (Augmentation : 561 800 dollars)

1.21 L'augmentation des traitements et dépenses communes de personnel (568 200 dollars) est due au coût des surnuméraires (598 900 dollars); elle est un peu atténuée par une petite diminution nette d'autres dépenses de personnel. Il y a aussi de faibles diminutions des frais de voyage (6 000 dollars), des frais généraux de fonctionnement (300 dollars) et du matériel de bureautique (100 dollars).

7. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne (Augmentation : 79 800 dollars)

1.22 Une augmentation de 60 400 dollars résulte de la désignation du Directeur général comme représentant personnel du Secrétaire général pour encourager la coopération internationale visant à atténuer les conséquences écologiques que la crise Iraq-Koweït a entraînées pour le Koweït et pour d'autres pays de la région; il y a augmentation de 35 200 dollars pour le personnel temporaire, de 10 000 dollars pour les consultants et de 15 200 dollars pour les frais de voyage. En outre, il y a augmentation de 97 200 dollars pour les dépenses communes de personnel; il a fallu faire des versements à la cessation de service de fonctionnaires licenciés du fait de la réduction des postes et il a fallu rapatrier les intéressés, d'où une augmentation partiellement contrebalancée par une réduction des traitements afférents aux postes permanents. Pour les rubriques autres que le personnel, une augmentation de 4 800 dollars des frais de voyage est partiellement compensée par une diminution (3 200 dollars) des réceptions officielles.

8. Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban (Diminution : 6 100 dollars)

1.23 Les augmentations (55 500 dollars) des traitements et des dépenses communes de personnel, reflétant des écarts par rapport aux coûts standard, du matériel de bureautique (22 300 dollars) et des véhicules (2 600 dollars) sont plus que compensées par des diminutions au titre de la location et de l'entretien des locaux (71 400 dollars), le Bureau du Coordonnateur partageant des locaux avec le PNUD et d'autres organismes, ainsi que certains frais généraux de fonctionnement (15 100 dollars).

9. Situation en Afghanistan (Diminution : 931 400 dollars)

1.24 Les diminutions des traitements et dépenses communes de personnel (751 000 dollars), des frais de voyage (17 000 dollars), des frais généraux de fonctionnement (143 500 dollars) et des fournitures (19 900 dollars) reflètent un certain nombre de facteurs, notamment : écarts par rapport aux coûts standard, vacances de poste, dévaluation de la monnaie afghane en 1991, fourniture gratuite de certains services et installations par le Gouvernement afghan. Le document A/C.5/46/38 donne d'autres précisions sur ce sujet.

10. Mission d'observation des élections en Haïti
(Diminution : 1 882 200 dollars)

1.25 La diminution globale est due à des facteurs favorables et à l'application d'un maximum d'économies. Le principal facteur est la diminution des traitements et, plus encore, des dépenses communes de personnel (au total, 1 652 700 dollars), s'expliquant par les raisons suivantes : le montant de l'indemnité de subsistance (missions) a été moins élevé que prévu, de même que celui des frais de voyage à destination et en provenance de la mission; il n'y a pas eu à utiliser le Fonds de réserve pour des demandes d'indemnisation d'observateurs internationaux non couverts par l'appendice D du Règlement du personnel; on n'a eu que très peu recours à des consultants. Les diminutions des frais de voyage (27 700 dollars), des frais généraux de fonctionnement (192 700 dollars), des services d'information (32 700 dollars) et de matériel (6 000 dollars) ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des fournitures (29 600 dollars).

11. Autres bons offices du Secrétaire général
(Augmentation : 4 744 300 dollars)

1.26 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, le Secrétaire général a autorisé des engagements en vertu du pouvoir qui lui est conféré aussi bien qu'avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), en application de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale, concernant les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991. L'Assemblée générale, à sa quarante-cinquième session, a ouvert des crédits sur la base du premier rapport d'exécution du budget. Le montant total requis pour l'exercice biennal est maintenant estimé comme suit :

	<u>Montant</u> <u>révisé des</u> <u>crédits</u> <u>ouverts</u> <u>pour 1990</u>	<u>Montant</u> <u>estimatif des</u> <u>ressources</u> <u>nécessaires</u> <u>pour 1991</u>	<u>Total</u> <u>1990-1991</u>
--	---	---	----------------------------------

(En dollars des Etats-Unis)

a) Entretiens directs entre la République islamique d'Iran et l'Iraq en application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité	15 700	(400)	15 300
b) Règlement de la controverse entre le Guyana et le Venezuela	87 200	(38 700)	48 500
c) Mission concernant les élections en El Salvador	15 500	(400)	15 100
d) Processus de paix en Amérique centrale - conseils juridiques	70 500	128 300	198 800
e) Mission concernant les élections en Haïti	68 400	(800)	67 600
f) Mission à Tirana	20 100	1 500	21 600
g) Mission à Bagdad	-	99 500	99 500
h) Situation entre la République islamique d'Iran et l'Iraq	-	3 015 000	3 015 000
i) Représentant spécial du Secrétaire général au Moyen-Orient	-	70 000	70 000
j) Situation en El Salvador	-	650 500	650 500
k) Envoyé personnel du Secrétaire général pour la Yougoslavie	-	489 800	489 800
l) Conférence sur le Moyen-Orient	-	43 000	43 000
m) Mission dans la République islamique d'Iran et en Arabie saoudite	-	87 000	87 000
n) Guatemala	-	100 000	100 000
o) Libération des otages au Moyen-Orient	-	100 000	100 000
Total	277 400	4 744 300	5 021 700

1.27 Les services relevant directement du Secrétaire général dans la République islamique d'Iran et en Iraq ont été créés par le Secrétaire général conformément à la résolution 598 (1987) et avec l'assentiment du Conseil de sécurité. Le CCQAB a donné son assentiment au Secrétaire général pour qu'il contracte des engagements d'un maximum de 3 millions de dollars pour les dépenses en question.

1.28 Les augmentations concernent aussi les bons offices que le Secrétaire général a offerts et pour lesquels il a autorisé des engagements en vertu du pouvoir que lui confère le paragraphe 1 a) de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale. Une augmentation de 99 500 dollars concerne la mission du Secrétaire général à Bagdad visant à éviter des hostilités entre l'Iraq et le Koweït. Une augmentation de 70 000 dollars s'explique par la décision du Secrétaire général de désigner un représentant spécial au Moyen-Orient pour faciliter un règlement dans cette région. Des augmentations de 128 300 dollars, de 650 500 dollars et de 100 000 dollars concernent respectivement des conseils juridiques pour le processus de paix en Amérique centrale, des bons offices en El Salvador et des bons offices au Guatemala. Toutes ces activités s'inscrivent dans le cadre des efforts que le Secrétaire général fait pour encourager le processus de paix en Amérique centrale, conformément à diverses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Une augmentation de 489 800 dollars concerne la nomination par le Secrétaire général d'un Envoyé personnel pour la Yougoslavie, ainsi que des missions que cet Envoyé personnel et des fonctionnaires ont accomplies dans ce pays en application de la résolution 713 (1991) du Conseil de sécurité. Une augmentation de 43 000 dollars concerne la participation à la Conférence de Madrid sur le Moyen-Orient. Une autre, de 87 000 dollars, concerne une mission du Secrétaire général dans la République islamique d'Iran et en Arabie saoudite pour y avoir des consultations sur l'application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, ainsi que la continuation de ses efforts en vue d'un règlement politique en Afghanistan. Enfin, une augmentation de 100 000 dollars concerne l'action menée par le Secrétaire général pour obtenir la libération des otages au Moyen-Orient.

TITRE II. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL
DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

CHAPITRE 2A. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL
DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

Tableau 2A.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
91 172,2	(321,5)	(79,9)	699,2	7 058,1	7 555,9	98 728,1

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
-	ii) Des activités extrabudgétaires	-
-	Total a)	-

b) Activités de fond :

9,5	Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix	9,7
75,0	Fonds d'affectation spéciale du Programme des Nations Unies pour l'application des techniques spatiales	50,0
84,5	Total b)	59,7

Tableau 2A.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	
496 800,0 a/		596 400,0 a/
496 800,0 a/	Total c)	596 400,0 a/
496 884,5	Total a), b) et c)	596 459,7
588 056,7	Total 1 et 2	695 187,8

a/ Y compris dépenses au titre des programmes d'urgence.

Tableau 2A.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1988-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs :							
1. Le Conseil de sécurité et ses comités et commissions	961,2	(4,7)	-	-	(670,0)	(674,7)	286,5
2. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	29,3	(0,3)	-	-	(0,9)	(1,2)	28,1
Total partiel	990,5	(5,0)	-	-	(670,9)	(675,9)	314,6
B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité :							
1. Bureau du Secrétaire général adjoint	1 717,8	(2,3)	-	-	60,6	58,3	1 776,1
2. Conseil de sécurité et commissions politiques	6 523,5	(16,2)	-	329,9	(647,9)	(334,2)	6 189,3
3. Services touchant les affaires politiques et la sécurité	3 122,8	(5,4)	-	-	(126,4)	(131,8)	2 991,0

Tableau 2A.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant nominal des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
4. Utilisations pacifiques de l'espace	2 631,5	(5,7)	-	-	78,7	73,0	2 704,5	
Total partie)	13 995,6	(29,6)	-	329,9	(635,0)	(334,7)	13 660,9	

C. Missions spéciales :

1. Conseiller militaire auprès du Secrétaire général	231,9	(0,6)	-	-	5,4	4,8	236,7
2. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la Trêve (DMIST)	45 633,2	(2,8)	(14,7)	-	8 007,8	7 990,3	53 623,5
3. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan	9 236,7	(13,0)	-	-	(477,9)	(490,9)	8 765,8
4. Observateurs des élections au Nicaragua	2 413,1	-	-	-	(848,3)	(848,3)	1 564,8
5. Autres missions :							
a) Sahara occidental	629,5	-	-	-	(131,0)	(131,0)	498,5
b) Mission au Lesotho	97,6	-	-	140,8	-	140,8	238,4

Tableau 2A.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
c) Reconstruction d'après guerre dans la République islamique d'Iran	-	-	-	398,5	-	-	398,5
d) Mission au Koweït	-	-	-	-	233,4	-	233,4
e) Mission en Iraq et au Koweït	-	-	-	-	127,9	-	127,9
f) Mission d'enquête technique en Yougoslavie	-	-	-	30,0	-	-	30,0
Total partie 1	58 262,0	(16,4)	(14,7)	569,3	6 917,3	7 455,5	65 717,5
D. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	17 914,1	(270,5)	(65,2)	-	1 446,7	1 111,0	19 035,1
Total	91 172,2	(321,5)	(179,9)	699,2	7 058,1	7 555,9	98 728,1

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	(En milliers de dollars des Etats-Unis)									
	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total		
A. Organes directeurs :										
1. Le Conseil de sécurité et ses comités et commissions	-	-	(674,7)	-	-	-	-	(674,7)	-	-
2. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	-	(1,2)	-	-	-	-	-	-	-	(1,2)
Total partie I	-	(1,2)	(674,7)	-	-	-	-	(675,9)	-	-
B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité :										
1. Bureau du Secrétaire général adjoint	43,9	-	-	-	9,8	4,6	-	58,3	-	-
2. Conseil de sécurité et commissions politiques	(339,0)	(16,1)	-	-	(20,2)	41,1	-	(334,2)	-	-
3. Services touchant les affaires politiques et la sécurité	(11,8)	-	-	-	-	-	-	(11,8)	-	-

Tableau 2A.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes à personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
4. Utilisations pacifiques de l'espace	74,4	9,2	-	-	-	-	(10,6)	73,0
Total partie I	(352,5)	(6,9)	-	-	(10,4)	45,7	(10,6)	(334,7)
C. Missions spéciales :								
1. Conseiller militaire auprès du Secrétaire général	4,8	-	-	-	-	-	-	4,8
2. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (DMUST)	8 900,2	52,9	-	-	(1 350,6)	307,0	-	7 990,3
3. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan	(116,1)	-	-	-	(304,0)	9,2	-	(490,9)
4. Observateurs des élections au Nicaragua	(817,9)	(4,7)	-	-	(27,3)	1,6	-	(848,3)
5. Autres missions :								
a) Sahara occidental	(63,3)	35,7	-	(100,6)	(4,1)	1,3	-	(131,0)
b) Mission au Lesotho	101,8	3,9	-	-	26,8	8,3	-	140,8

Tableau 2A.3 (suite)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
c) Reconstruction d'après guerre dans la République islamique d'Iran	236.5	150.0	-	-	11.5	0.5	-	398.5
d) Mission au Koweït	65.6	125.6	-	-	42.2	-	-	233.4
e) Mission en Iraq et au Koweït	-	113.8	-	-	14.1	-	-	127.9
f) Mission d'enquête technique en Yougoslavie	-	27.5	-	-	0.7	1.8	-	30.0
Total partie I	8 311.6	504.7	-	(100.6)	(1 670.7)	410.5	-	7 455.5
D. Office de secours et de travail des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	1 111.0	-	-	-	-	-	-	1 111.0
Total	9 070.1	496.6	(674.7)	(100.6)	(1 681.1)	456.2	(10.6)	7 555.9

CHAPITRE 2A. AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL
DE SECURITE; MAINTIEN DE LA PAIX

MONTANTS REVISES (Augmentation : 7 555 900 dollars)

A. Organes directeurs (Diminution : 675 900 dollars)

1. Le Conseil de sécurité, ses comités et commissions
(Diminution : 674 700 dollars)

2.1 La diminution concerne uniquement les travaux contractuels d'impression des documents officiels du Conseil de sécurité et de ses organes subsidiaires, en raison d'un retard dans le traitement de ces documents.

2. Comité des utilisations pacifiques de l'espace
extra-atmosphérique (Diminution : 1 200 dollars)

2.2 Une légère diminution est enregistrée au titre des voyages du personnel pour se rendre à des réunions du Sous-Comité juridique du Comité.

B. Département des affaires politiques et des affaires
du Conseil de sécurité (Diminution : 334 700 dollars)

1. Bureau du Secrétaire général adjoint
(Augmentation : 58 300 dollars)

2.3 Une augmentation nette de 43 900 dollars des traitements et dépenses communes de personnel s'explique par un nombre plus élevé d'heures supplémentaires (76 700 dollars) en raison de la crise Iraq-Koweït et par l'écart entre les montants effectifs et standard des dépenses communes de personnel (5 300 dollars). Cette augmentation est contrebalancée en partie par des économies au titre des postes (24 600 dollars), un poste d'agent de 1re classe des services généraux ayant été pourvu à un niveau moins élevé, des postes d'agent des services généraux étant demeurés vacants et une économie étant réalisée dans le cas du personnel temporaire (13 500 dollars).

2.4 L'augmentation de 9 800 dollars des frais généraux de fonctionnement concerne l'augmentation des communications, à l'occasion surtout de la crise Iraq-Koweït. Elle s'explique aussi par un plus grand recours à la télécopie.

2.5 L'augmentation de 4 600 dollars pour les fournitures, les accessoires, le mobilier et le matériel est due à des besoins non prévus de fournitures informatiques (1 000 dollars) et de matériel de bureautique (3 600 dollars).

2. Conseil de sécurité et commissions politiques
(Diminution : 334 200 dollars)

2.6 La diminution des traitements et des dépenses communes de personnel (339 000 dollars) est due à des économies au titre des postes permanents (311 100 dollars) et des dépenses communes de personnel (288 200 dollars), les

coûts effectifs étant inférieurs aux coûts standard. Cette diminution a été contrebalancée en partie par des augmentations au titre du personnel temporaire (206 500 dollars), des consultants (18 500 dollars) et des heures supplémentaires (35 300 dollars), du fait qu'il a fallu assurer les services fonctionnels du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, le Secrétaire général ayant donné l'autorisation prévue par la résolution relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.

2.7 Les augmentations des frais de voyage, dues à la décision du Conseil de sécurité de se réunir à Genève en mai 1990 (19 600 dollars) et au paiement tardif de dépenses de 1989 concernant les auditions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) (1 700 dollars), sont plus que contrebalancées par une minoration dans le cas des missions chargées d'évaluer l'effet des sanctions imposées par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité (37 400 dollars).

2.8 L'augmentation des fournitures et du matériel (41 100 dollars) concerne le mobilier et le matériel de bureautique (46 500 dollars), au titre surtout du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990), cette augmentation étant contrebalancée en partie par des économies au titre des fournitures (5 400 dollars). En outre, il y a diminution des frais généraux de fonctionnement (20 200 dollars) concernant des services divers pour une réunion que le Secrétaire général avait organisée à Paris le 17 novembre 1990 afin d'évaluer les conséquences économiques de l'application de la résolution 661 (1990).

3. Services touchant les affaires politiques et la sécurité (Diminution : 131 800 dollars)

2.9 La diminution nette est due à des économies de 133 800 dollars au titre des dépenses communes de personnel, à peine contrebalancées par une petite augmentation de 2 000 dollars au titre des postes permanents, les deux éléments étant dus au fait que la rotation du personnel de la catégorie des administrateurs a été moindre qu'en moyenne.

4. Utilisations pacifiques de l'espace (Augmentation : 73 000 dollars)

2.10 L'augmentation concernant les postes permanents (68 600 dollars) et les dépenses communes de personnel (5 800 dollars) est due au fait que la rotation du personnel de la catégorie des administrateurs a été moindre qu'en moyenne et à l'usage, pendant neuf mois, d'un poste P-5 prévu pour le Conseil de sécurité et les commissions politiques. L'augmentation de 9 200 dollars des voyages à l'occasion de cours de formation internationale est contrebalancée par une réduction de 10 600 dollars au titre des bourses.

C. Missions spéciales (Augmentation : 7 455 500 dollars)

1. Conseiller militaire auprès du Secrétaire général
(Augmentation : 4 800 dollars)

2.11 La petite augmentation de 4 800 dollars s'explique par un écart par rapport aux coûts standard.

2. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) (Augmentation : 7 990 300 dollars)

2.12 L'augmentation enregistrée ici concerne essentiellement les traitements et dépenses communes de personnel (8 900 200 dollars, dont 2 954 300 dollars pour les traitements et 5 500 800 dollars pour les dépenses communes), ainsi que les indemnités des observateurs militaires (445 100 dollars). Comme l'indique le paragraphe 9 du document A/C.5/46/46, il y a eu un important relèvement des traitements et indemnités du Service mobile, en raison du nouveau barème des traitements et de la prime de mobilité et de sujétion que l'Assemblée générale a approuvés à sa quarante-quatrième session. En outre, il a fallu procéder à des évacuations et verser des indemnités en raison de la crise Iraq-Koweït. Entre autres augmentations, il convient de signaler celles qui concernent les frais de voyage du personnel (27 300 dollars) et des observateurs militaires (25 600 dollars), le remplacement de véhicules (423 500 dollars) qui avaient été conservés plus longtemps que la normale et l'achat de fournitures (37 100 dollars), ces augmentations étant plus que contrebalancées par des réductions au titre de la location d'aéronefs (1 273 400 dollars), grâce à la fourniture par le Gouvernement suisse d'un avion affrété, et par des diminutions concernant les communications (26 500 dollars), le mobilier et le matériel de bureau (72 800 dollars) et d'autres frais généraux de fonctionnement (50 700 dollars).

3. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (Diminution : 490 900 dollars)

2.13 Les diminutions des traitements (18 300 dollars), des dépenses communes de personnel (314 400 dollars) et de l'indemnité de subsistance (missions) (50 600 dollars), dues à des vacances de poste et à des écarts, par rapport aux coûts standard, de la rémunération des administrateurs et du personnel local, ainsi qu'une réduction des indemnités des observateurs militaires (297 200 dollars), dont le montant a été moins élevé que prévu, font plus que contrebalancer une augmentation, due aux facteurs mentionnés au paragraphe 2.12 ci-dessus, des traitements et dépenses communes de personnel (564 400 dollars) des agents du Service mobile. D'autre part, une réduction des frais généraux de fonctionnement (384 000 dollars) s'explique essentiellement par une économie (445 500 dollars) au titre du fonctionnement et du maintien du matériel, le frétteur qui fournissait l'avion de la mission ayant fait faillite et une longue période s'étant écoulée avant que l'on puisse utiliser un autre avion. Enfin, une modeste augmentation du matériel (10 000 dollars) a été très partiellement contrebalancée par une faible diminution (800 dollars) des fournitures.

4. Observateurs des élections au Nicaragua
(Diminution : 848 300 dollars)

2.14 L'Assemblée générale a ouvert un crédit de 2 413 100 dollars pour l'achèvement des travaux de la Mission d'observation des élections au Nicaragua. On prévoit maintenant que les dépenses effectives se chiffreront à 1 564 800 dollars, en raison de réductions concernant les traitements et les dépenses communes de personnel (596 900 dollars), les consultants (221 000 dollars), les voyages (4 700 dollars), les frais généraux de fonctionnement (27 300 dollars) et le matériel (9 700 dollars), alors qu'il n'y a d'augmentation que pour les fournitures (1) 300 dollars).

5. Autres missions (Augmentation : 799 600 dollars)

2.15 Au cours de l'exercice 1990-1991, le Secrétaire général a autorisé des engagements en vertu du pouvoir qui lui était conféré, ainsi qu'avec l'assentiment du CCQAB, conformément à la résolution 44/203 de l'Assemblée générale, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires dudit exercice. À sa quarante-cinquième session, l'Assemblée a ouvert des crédits concernant certains de ces engagements. Le total requis pour l'exercice est maintenant estimé comme suit :

	<u>Montant révisé des crédits ouverts pour 1990</u>	<u>Montant estimatif des ressources nécessaires pour 1991</u>	<u>Total 1990-1991</u>
(En dollars des Etats-Unis)			
a) Activités préliminaires concernant le Sahara occidental	629 500	(131 000)	498 500
b) Mission au Lesotho	97 600	140 800	238 400
c) Reconstruction d'après-guerre dans la République islamique d'Iran	-	398 500	398 500
d) Mission au Koweït	-	233 400	233 400
e) Mission en Iraq et au Koweït	-	127 900	127 900
f) Mission d'enquête technique en Yougoslavie	-	30 000	30 000
Total	727 100	799 600	1 526 700

2.16 Les activités concernant le Sahara occidental ont été regroupées sous la mission en question (MINURSO), pour laquelle un budget séparé a été approuvé. Les activités préliminaires, qui avaient fait l'objet d'un crédit de

629 500 dollars, se sont soldées par une réduction nette de 131 000 dollars, les augmentations des frais de voyage (35 700 dollars) et du matériel (1 300 dollars) étant plus que contrebalancées par des réductions des services contractuels de traitement de l'information (100 500 dollars), des traitements et dépenses communes de personnel (63 300 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (4 100 dollars). Le Secrétaire général a approuvé de nouveaux engagements pour maintenir une présence appropriée à Maseru, afin d'être informé de tout fait intéressant l'intégrité territoriale du Lesotho, en application de la résolution 580 (1985) du Conseil de sécurité. L'augmentation (140 800 dollars) maintenant proposée concerne essentiellement les traitements et dépenses communes de personnel (101 800 dollars), de petites augmentations étant enregistrées pour les voyages (3 900 dollars), les frais généraux de fonctionnement (26 800 dollars), les fournitures (2 000 dollars) et le mobilier et le matériel de bureau (6 300 dollars). Le Secrétaire général a aussi autorisé des engagements pour qu'une mission aille dans la République islamique d'Iran examiner les besoins de reconstruction d'après-guerre, en application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité. L'augmentation à ce titre (398 500 dollars) concerne le personnel et les consultants (236 500 dollars), les voyages (150 000 dollars) et les dépenses accessoires (12 000 dollars). Une mission chargée d'évaluer la situation d'après-guerre a été envoyée au Koweït à la demande du Gouvernement. Les augmentations concernent le personnel et les consultants (65 600 dollars), les voyages (125 600 dollars), les communications (40 000 dollars) et les services divers (2 200 dollars). Une mission d'évaluation de l'après-guerre a aussi été envoyée en Iraq et au Koweït, des engagements d'un montant maximum de 86 000 dollars étant autorisés à ce titre par le CCOAB. En définitive, les coûts sont estimés à 127 900 dollars pour les voyages (113 800 dollars) et les services divers (14 100 dollars). Cette augmentation est due au fait que l'indemnité de subsistance a été plus élevée que prévu et au fait que, vu la perturbation régnante, il en a été de même pour certains frais de voyage. Le Secrétaire général a autorisé une mission d'enquête technique en Yougoslavie pour pouvoir saisir le Conseil de sécurité d'un rapport sur la présence éventuelle de l'ONU dans ce pays aux fins de supervision d'un cessez-le-feu, conformément à la résolution 721 (1991) du Conseil de sécurité.

D. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
(Augmentation : 1 111 000 dollars)

2.17 L'augmentation nette de 1 111 000 dollars reflète une majoration des dépenses communes de personnel (1 681 500 dollars), partiellement contrebalancée par des diminutions au titre des traitements (561 500 dollars) et du personnel temporaire (9 000 dollars). L'augmentation des dépenses communes de personnel est due au fait qu'il a fallu assurer la rotation fréquente du personnel entre le siège de l'Office et les bureaux extérieurs, ce qui a amené à verser des indemnités d'évacuation, des primes d'installation, des indemnités d'affectation, des frais de déménagement et des frais de voyage lors de la réaffectation. La diminution des traitements reflète la différence entre les coûts effectifs et les coûts standard.

CHAPITRE 2B. AFFAIRES DE DESARMEMENT

Tableau 2B.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
12 346,6	(66,4)	(25,2)	-	(237,6)	(329,2)	12 017,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
108,3	ii) Des programmes extrabudgétaires	130,0
108,3	Total a)	130,0

b) Activités de fond :

1 575,2	Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne mondiale pour le désarmement	1 348,0
113,0	Fonds d'affectation spéciale pour les activités spéciales de désarmement	88,8
1 418,1	Fonds d'affectation spéciale pour les activités de désarmement à l'échelle mondiale et régionale	1 329,1
101,7	Fonds d'affectation spéciale pour la sensibilisation du public aux questions de désarmement	77,3
113,0	Fonds d'affectation spéciale des intérêts de la contribution au Compte spécial de l'ONU	-
3 321,0	Total b)	2 843,2

Tableau 2B.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	c) Projets opérationnels :	
	Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique	658,4
828,3		
	Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes	78,0
91,3		
	Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique	-
-		
	Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	2 305,0
2 000,0		
<u>2 919,6</u>	Total c)	<u>3 041,4</u>
6 348,9	Total a), b) et c)	6 014,6
18 695,5	Total 1 et 2	18 032,0

Tableau 2B.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Taux de des organes	Decisions	Divers	Total
A. Organes directeurs :							
Conférence du désarmement	479,6	2,7	(4,4)	-	(3,1)	(4,8)	474,8
B. Département des affaires de désarmement	11 867,0	(69,1)	(20,8)	-	(234,5)	(324,4)	11 542,6
Total	12 346,6	(66,4)	(25,2)	-	(237,6)	(329,2)	12 017,4

Tableau 20.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et Divers	Total
A. Organes directeurs :					
Conférence du désarmement	(1,8)	-	-	-	(4,8)
B. Département des affaires de désarmement	(198,9)	(74,9)	50,4	(0,5)	(324,4)
Total	(200,7)	(74,9)	50,4	(0,5)	(329,2)

CHAPITRE 2B. AFFAIRES DE DESARMEMENT

MONTANTS REVISES (Diminution : 329 200 dollars)

A. Organes directeurs

1. Conférence du désarmement (Diminution : 4 800 dollars)

2B.1 La diminution de 4 800 dollars concerne surtout les voyages du personnel et est attribuable aux fluctuations des taux de change.

B. Département des affaires de désarmement
(Diminution : 324 400 dollars)

2B.2 Sur la diminution globale de 324 400 dollars, une minoration de 198 900 dollars des traitements et des dépenses communes de personnel concerne surtout les groupes spéciaux d'experts, une réunion ayant été retardée et une autre abrégée, les dépenses communes de personnel ayant aussi été moins élevées que prévu. Une diminution de 95 400 dollars des frais de voyage est due au fait que l'on a utilisé des ressources extrabudgétaires dans une monnaie non convertible pour certains voyages des participants non gouvernementaux à des réunions officielles de l'ONU. Une économie de 74 900 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure, qui est surtout due à un plus grand recours aux moyens dont dispose le Secrétariat, sera partiellement contrebalancée par une augmentation de 50 400 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement, concernant les communications. Cette augmentation est surtout due à l'accroissement du volume de travail concernant les conférences, séminaires et ateliers régionaux pour lesquels le Département des affaires de désarmement a été prié de fournir un appui fonctionnel et administratif. Une économie de 5 100 dollars, réalisée au titre des bourses, reflète un taux d'inflation moins élevé que prévu.

CHAPITRE 2C. BUREAU DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER

Tableau 2C.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
8 372,3	45,6	(172,1)	-	(446,4)	(572,9)	7 799,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
	Programme des Nations Unies pour le développement	32,3
32,3		
32,3	Total a)	32,3

b) Activités de fond :

33,9	Fonds d'affectation spéciale pour certains aspects de l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	6,6
20,1	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale au service du développement	-

Tableau 2C.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	Compte spécial pour la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal inter- national du droit de la mer relatif aux droits d'enregistrement des investisseurs pionniers	
112,2		96,6
166,2	Total b)	103,2
	c) Projets opérationnels :	
	Bourses d'études sur le droit de la mer financées par la Dotation Hamilton Shirley Amerasinghe	
38,0		48,0
38,0	Total c)	48,0
236,5	Total a), b) et c)	183,5
8 608,8	Total 1 et 2	7 982,9

Tableau XI.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montants estimatifs des dépenses additionnelles									
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Change	Tous de	Decisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991		
1. Direction exécutive et administration	1 500,5	(4,0)	-	-	-	(117,0)	(116,0)	1 470,5		
Programme d'assistance	6 785,8	40,6	(172,1)	-	-	(314,4)	(456,9)	6 328,9		
Total	8 322,3	45,6	(172,1)	-	-	(436,4)	(572,9)	7 799,4		

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En millions de dollars des États-Unis)

Programmes	(En millions de dollars des États-Unis)									
	Traitements et dépenses	Frais de voyage	Indemnités contractuelles	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilité et matériel	Divers	Total		
Direct on executive et administration	(156.4)	-	-	-	28.2	(0.1)	-	(116.0)		
Programme d'activité	(508.7)	57.9	-	-	(13.9)	7.8	-	(456.9)		
Total	(665.1)	70.2	-	-	14.3	7.7	-	(572.9)		

CHAPITRE 2C. BUREAU DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER

MONTANTS REVISES (Diminution : 572 900 dollars)

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 665 100 dollars)

2C.1 La diminution nette enregistrée ici concerne pour une large part les postes permanents (350 100 dollars) et les dépenses communes de personnel (292 600 dollars), le nombre des postes vacants ayant été plus élevé que prévu. Ces économies ont été partiellement contrebalancées par une augmentation concernant le personnel temporaire (36 800 dollars) en attendant que des postes d'agent des services généraux soient pourvus. L'augmentation concernant le personnel temporaire pour les réunions (37 700 dollars) est plus que compensée par l'économie au titre des consultants (96 900 dollars).

B. Frais de voyage (Augmentation : 70 200 dollars)

2C.2 L'augmentation s'explique par des dépenses non prévues touchant les consultations informelles que le Représentant spécial du Secrétaire général a eues avec les gouvernements pour obtenir une participation universelle à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et une participation à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (pour laquelle le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer a la responsabilité des questions d'environnement maritime); elle s'explique aussi par de nouvelles augmentations concernant les sessions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer à Kingston, y compris les frais de voyage de deux fonctionnaires supplémentaires du Département de l'information pour produire davantage de communiqués de presse en lieu et place de comptes rendus analytiques, ainsi que les frais de voyage de deux agents de sécurité supplémentaires à la session de février 1990.

C. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 14 000 dollars)

2C.3 L'augmentation nette concerne les communications (24 400 dollars), le fret (24 300 dollars) et la location et l'entretien du matériel (5 600 dollars); elle est partiellement contrebalancée par des diminutions au titre de la location et de l'entretien des locaux (35 600 dollars), des transports locaux (4 200 dollars) et des réceptions officielles (200 dollars). La majoration concernant la location et l'entretien du matériel sous la rubrique Direction générale et administration est due au regroupement opéré dans cette rubrique. La hausse intervenue pour les communications est due au fait que le relèvement des tarifs des communications téléphoniques internationales à Kingston a été plus élevé qu'en moyenne et au fait que l'on a transmis davantage de documents par télécopie entre New York et Kingston, surtout pour la traduction de documents pendant les sessions de la Commission préparatoire. Malgré des économies très strictes concernant les expéditions pour les sessions de la Commission préparatoire, il faut en

maximum par bateau, le coût de transport de la documentation et du matériel requis pour les réunions demeure élevé à cause de la hausse des frais de transport et de manutention.

D. Fouritures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 7 700 dollars)

2C.4 L'augmentation enregistrée ici est due au fait que le coût (15 800 dollars) de livres commandés et d'abonnements souscrits pendant le précédent exercice biennal n'a été acquitté que tardivement. Cette augmentation est partiellement contrebalancée par des diminutions au titre des fournitures de bureau (5 200 dollars) et du mobilier et du matériel (2 900 dollars).

TITRE III. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

CHAPITRE 3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

Tableau 3.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
24 762,8	63,1	1,0	61,8	(1 331,7)	(1 205,8)	23 557,0

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
-	ii) Des programmes extrabudgétaires	-
-	Total a)	-
	b) Activités de fond :	
1 191,8	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique	1 191,8
250,0	Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'apartheid	250,0
1 441,8	Total b)	1 441,8

Tableau 3.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
19 500,0	i) Fonds des Nations Unies pour la Namibie	12 419,4
7 000,0	ii) Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	7 000,0
9 000,0	iii) Fonds d'affectation spéciale pour le programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	9 000,0
70 100,0	iv) Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea	52 813,2
-	v) Fonds d'affectation spéciale pour le rapatriement des personnes déplacées et des réfugiés cambodgiens	8 000,0
105 600,0	Total c)	89 232,6
107 041,8	Total a), b) et c)	90 674,4
131 804,6	Total 1 et 2	114 231,4

Tableau 1.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Taux de des organes directeurs	Décisions	Divers	Total 1990-1991
A. Organes directeurs :							
1. Conseil de tutelle	128,8	(0,6)	-	-	(69,6)	(70,2)	58,6
2. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	552,5	(0,4)	-	-	(245,4)	(245,8)	306,7
3. Comité spécial et autres organes anti-apartheid	1 690,8	(5,8)	-	-	(99,2)	(105,0)	1 585,8
4. African National Congress of South Africa	343,3	(1,7)	-	-	-	(1,7)	341,6
5. Pan Africanist Congress of Azania	343,3	(1,7)	-	-	-	(1,7)	341,6
Total partie A	3 058,7	(10,2)	-	-	(414,2)	(424,4)	2 634,3

Tableau 3.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
B. Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle	7 875,8	(14,5)	-	-	697,1	682,6	8 558,4
Total partiel, B	7 875,8	(14,5)	-	-	697,1	682,6	8 558,4
C. Namibie							
1. Conseil des Nations Unies pour la Namibie	856,5	77,7	-	-	(279,8)	(202,1)	654,4
2. Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	3 797,5	8,8	-	-	(179,6)	(170,8)	3 626,7
3. Subventions de l'ONU	2 900,0	-	-	-	(900,0)	(900,0)	2 000,0
Total partiel, C	7 554,0	86,5	-	-	(1 359,4)	(1 272,9)	6 281,1
D. Lutte contre l'apartheid	4 903,8	(7,3)	-	-	(271,2)	(278,5)	4 625,3
Total partiel, D	4 903,8	(7,3)	-	-	(271,2)	(278,5)	4 625,3

Tableau 3.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
E. Asie du Sud-Est : Affaires politiques et humanitaires :							
1. Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea	131,4	(1,3)	-	-	(94,7)	(96,0)	35,4
2. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est	869,9	(1,2)	-	61,8	7,3	67,9	937,8
3. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la coordination des programmes d'assistance humanitaire au peuple kampuchéen	369,2	11,1	1,0	-	103,4	115,5	484,7
Total partiel, E	1 370,5	8,6	1,0	61,8	16,0	87,4	1 457,9
Total	24 762,8	63,1	1,0	61,8	(1 331,7)	(1 205,8)	23 557,0

Tableau 3.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	(En milliers de dollars des Etats-Unis)							Total
	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et	Divers	
A. Organes directeurs :								
1. Conseil de tutelle	-	(47,8)	(9,7)	-	(12,7)	-	-	(70,2)
2. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	(2,5)	(160,3)	-	-	(77,7)	(5,3)	-	(245,8)
3. Comité spécial et autres organes anti-apartheid	-	(224,9)	-	-	(0,1)	-	120,0	(105,0)
4. African National Congress of South Africa	-	-	-	-	-	-	(1,7)	(1,7)
5. Pan Africanist Congress of Azania	-	-	-	-	-	-	(1,7)	(1,7)
Total partiel, A	(2,5)	(433,0)	(9,7)	-	(90,5)	(5,3)	116,6	(424,4)

Tableau 3.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
B. Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle								
	699,5	(0,2)	(1,0)	-	(21,3)	5,6	-	682,6
Total partiel, B	699,5	(0,2)	(1,0)	-	(21,3)	5,6	-	682,6
C. Namibie :								
1. Conseil des Nations Unies pour la Namibie								
	-	(36,7)	(7,0)	-	(61,9)	(3,0)	(93,5)	(202,1)
2. Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie								
	(27,0)	20,3	-	(89,7)	(56,8)	(17,6)	-	(170,8)
3. Subventions de l'ONU								
	-	-	-	-	-	-	(900,0)	(900,0)
Total partiel, C	(27,0)	(16,4)	(7,0)	(89,7)	(118,7)	(20,6)	(993,5)	(1 272,9)
D. Centre contre l'apartheid								
	(326,6)	10,6	-	(0,2)	11,7	26,0	-	(278,5)
Total partiel, D	(326,6)	10,6	-	(0,2)	11,7	26,0	-	(278,5)

Tableau 3.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
E. Asie du Sud-Est : Affaires politiques humanitaires :								
1. Comité spécial de la Conférence Internationale sur le Kampuchea								
	-	(96,0)	-	-	-	-	-	(96,0)
2. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est								
	(43,4)	61,4	-	-	47,2	2,7	-	67,9
3. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la coordination des programmes d'assistance humanitaire au peuple kampuchéen								
	108,4	-	-	-	4,4	2,7	-	115,5
Total partiel, £	65,0	(34,6)	-	-	51,6	5,4	-	87,4
Total	408,4	(473,6)	(17,7)	(89,9)	(167,2)	11,1	(876,9)	(1 205,8)

CHAPITRE 3. AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECOLONISATION

MONTANTS REVISES (Diminution : 1 205 800 dollars)

A. Organes directeurs (Diminution : 424 400 dollars)

1. Conseil de tutelle (Diminution : 70 200 dollars)

3.1 Pendant l'exercice biennal 1990-1991, le Conseil de tutelle n'a envoyé qu'une mission de visite aux Palaos, Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, alors que deux missions étaient prévues au budget-programme. Il en est résulté une économie de 60 500 dollars au titre des frais de voyage des représentants et du personnel d'appui, ainsi que des frais généraux de fonctionnement (missions). Une économie (9 700 dollars) est aussi réalisée au titre des travaux contractuels d'imprimerie, parce qu'on a davantage utilisé les ateliers du Secrétariat.

2. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
(Diminution : 245 800 dollars)

3.2 La diminution globale tient essentiellement aux raisons suivantes : les deux séminaires régionaux tenus à la Barbade et à Vanuatu ont coûté moins cher que prévu; il n'a pas été envoyé de mission de visite; le Comité a eu moins d'activités que prévu initialement; on a réalisé des économies en combinant à diverses reprises des voyages du personnel affecté à des réunions avec d'autres voyages en mission.

3. Comité spécial et autres organes anti-apartheid
(Diminution : 105 000 dollars)

3.3 La diminution tient essentiellement à l'écart entre le programme de travail prévu et le volume effectif des activités du Comité spécial contre l'apartheid et du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud : d'où une réduction (105 000 dollars) des frais de voyage et des frais généraux de fonctionnement (missions et autres activités). On s'attend à utiliser intégralement la somme prévue pour les projets spéciaux organisés ou parrainés par le Comité spécial pendant l'exercice biennal.

4 et 5. African National Congress of South Africa
et Pan Africanist Congress of Azania
(Diminution : 3 400 dollars)

3.4 La diminution est entièrement due au taux d'inflation.

B. Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionale, de la décolonisation et de la tutelle (Augmentation : 682 600 dollars)

3.5 L'augmentation (699 500 dollars) des traitements et des dépenses communes de personnel est essentiellement due aux dépenses additionnelles faites en 1991 pour des fonctionnaires de l'ancien Bureau du Commissaire pour la Namibie qui attendaient une affectation (1 319 400 dollars). Cette augmentation, ainsi qu'une augmentation de 45 800 dollars au titre des postes temporaires, ont été partiellement contrebalancées par des économies au titre des postes permanents (179 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (349 200 dollars), qui concernent les vacances de poste, le personnel temporaire (42 000 dollars), les consultants (84 900 dollars) et les heures supplémentaires (10 400 dollars). Ces économies sont attribuables au concours fourni par le personnel de l'ancien Bureau du Commissaire pour la Namibie.

3.6 On enregistre de légères diminutions pour les voyages (200 dollars) et les travaux contractuels d'imprimerie (1 000 dollars).

3.7 La diminution des frais généraux de fonctionnement (21 300 dollars) est essentiellement due aux deux facteurs ci-après : les organes intergouvernementaux compétents en matière de tutelle et de décolonisation desservis par le Département n'ont pas entrepris un certain nombre des activités initialement prévues; les besoins du Groupe de transition pour la Namibie ont été couverts grâce aux ressources du Département. Les diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation au titre des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (5 600 dollars), imputable au nombre accru des rapports et des documents concernant des recours.

C. Namibie (Diminution : 1 272 900 dollars)

1. Conseil des Nations Unies pour la Namibie (Diminution : 202 100 dollars)

3.8 L'économie globale est due au fait que les montants prévus pour le Conseil étaient fondés sur le programme de travail approuvé par le Conseil pour 1990, qui a été modifié par des faits postérieurs tels que l'indépendance de la Namibie et la résolution 44/243 de l'Assemblée générale. Il y a diminution des subventions aux ONG (48 500 dollars) et des autres contributions (45 000 dollars). On enregistre aussi des diminutions sous les rubriques suivantes : frais de voyage des participants aux réunions (23 000 dollars); frais de voyage du personnel (13 700 dollars); travaux contractuels d'imprimerie (7 000 dollars); frais généraux de fonctionnement (61 900 dollars); fournitures et accessoires (3 000 dollars), parce que le séminaire prévu sur la planification du programme de reconstruction et de développement de la nation namibienne n'a pas eu lieu.

2. Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (Diminution : 170 800 dollars)

3.9 La diminution nette peut se ventiler comme suit :

a) Diminution des traitements et dépenses communes de personnel (27 000 dollars), les coûts effectifs ayant été inférieurs aux coûts standard;

b) Augmentation de 20 300 dollars au titre des frais de voyage, en raison, essentiellement, de la fermeture de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie;

c) Diminutions concernant les rubriques ci-après : services contractuels (89 700 dollars), le Conseil ayant décidé de réduire un certain nombre d'activités d'information; frais généraux de fonctionnement (56 800 dollars), la diminution concernant essentiellement les communications; fournitures, accessoires, mobilier et matériel (17 600 dollars), grâce à une réduction des abonnements et des achats de diverses publications.

3. Subventions de l'ONU (Diminution : 900 000 dollars)

3.10 Dans sa résolution 45/248 B, l'Assemblée générale a réaffirmé ses résolutions 44/243 A et B du 11 septembre 1990 et autorisé l'achèvement des programmes et activités concernant la Namibie. A cet égard, une subvention de 2,9 millions de dollars prélevée sur le budget ordinaire a été autorisée pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Une somme de 1,5 million de dollars a été prévue pour le programme de bourses individuelles et un crédit de 1,4 million de dollars a été ouvert pour couvrir le déficit résiduel net du compte de l'Institut pour la Namibie. Comme l'a signalé le document A/C.5/46/10, on s'attend à utiliser intégralement la subvention de 1,5 million de dollars au programme de bourses individuelles. Quant à la subvention de 1,4 million de dollars pour couvrir le coût de la clôture de l'Institut pour la Namibie, une économie de 900 000 dollars a été réalisée. On pensait initialement que le budget approuvé pour l'Institut en 1990 (5,3 millions de dollars) dépasserait de 1,4 million de dollars le montant des fonds disponibles. Or, au 31 août 1991, l'Institut a achevé ses opérations avec un déficit très inférieur à celui qu'avait prévu le rapport du Secrétaire général (A/C.5/45/2). Cette réduction du déficit est due aux facteurs ci-après :

a) encaissements supplémentaires d'espèces en 1991 (260 000 dollars);

b) augmentation de la subvention versée par la Communauté économique européenne (149 000 dollars); c) augmentation des recettes accessoires, concernant essentiellement des économies réalisées dans la liquidation d'engagements de périodes précédentes, les recettes provenant de la vente des avoirs de l'Institut, les gains au change et les intérêts bancaires (1 086 000 dollars). Grâce aux recettes additionnelles reçues en 1991, on n'a utilisé que 500 000 dollars de la subvention, d'où un solde de 900 000 dollars.

D. Centre contre l'apartheid (Diminution : 278 500 dollars)

3.11 La diminution peut se ventiler comme suit : a) taux de vacances de poste plus élevé que prévu, d'où une économie au titre des postes permanents (278 500 dollars); b) dépenses communes de personnel (31 000 dollars); c) consultants (7 900 dollars); d) postes temporaires (16 700 dollars); e) entrepreneurs individuels (17 500 dollars); f) services contractuels (légère diminution de 200 dollars). Ces économies ont été partiellement contrebalancées par les augmentations concernant les rubriques ci-après : heures supplémentaires (25 000 dollars); frais de voyage (10 600 dollars), en raison de l'évolution de la situation en Afrique du Sud; communications (11 700 dollars); fournitures et accessoires (9 100 dollars); matériel de bureautique (16 900 dollars).

**E. Asie du Sud-Est : Affaires politiques et humanitaires
(Augmentation : 87 400 dollars)**

1. Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea (Diminution : 96 000 dollars)

3.12 Un crédit a été prévu pour le Comité dans la résolution 44/22 de l'Assemblée générale et dans les résolutions annuelles antérieures sur la situation au Kampuchea, redevenu Cambodge. Dans sa résolution 45/3, la plus récente sur la question, l'Assemblée générale n'a pas mentionné les travaux du Comité, qui n'a tenu aucune réunion en 1991, d'où une économie de 96 000 dollars.

**2. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est
(Augmentation : 67 900 dollars)**

3.13 Une diminution des traitements et des dépenses communes de personnel (43 400 dollars) s'explique par des écarts par rapport aux coûts standard; elle est plus que contrebalancée par des augmentations au titre des voyages (61 400 dollars), des services divers (36 200 dollars), des communications (11 000 dollars) et du remplacement du matériel de bureautique (2 700 dollars). L'augmentation des frais de voyage tient aux efforts faits pour parvenir à un règlement d'ensemble du problème du Timor oriental conformément à la résolution 37/30 de l'Assemblée générale, y compris une visite dans ce territoire d'une délégation parlementaire portugaise, tandis que d'autres augmentations sont dues aux efforts politiques en vue d'un règlement au Cambodge.

3. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la coordination des programmes d'assistance humanitaire aux Cambodgiens (Augmentation : 115 500 dollars)

3.14 L'augmentation s'explique par des écarts par rapport aux coûts standard.

TITRE IV. ACTIVITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES

CHAPITRE 4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)

Tableau 4.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
9 320,4	366,2	(424,9)	-	(220,8)	(279,5)	9 040,9

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
-	ii) Des programmes extrabudgétaires	-
-	Total a)	-
	b) Activités de fond :	
5 100,0	Fonds d'affectation spéciale pour la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	5 815,0
1 100,0	Fonds de contributions volontaires pour aider les pays en développement à participer pleinement à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et à ses préparatifs	995,0
6 200,0	Total b)	6 810,0

Tableau 4.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
6 200,0	Total a), b) et c)	6 810,0
15 520,4	Total 1 et 2	15 850,9

Tableau 4.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1980-1981	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1980-1991
A. Conseil économique et social, ses commissions techniques et comités et autres réunions périodiques :							
1. Conseil économique et social	443,4	(3,3)	(0,2)	-	(60,5)	(64,0)	379,4
2. Comité de la planification du développement	443,7	(4,3)	-	-	(10,7)	(15,0)	428,7
3. Commission de la condition de la femme	261,0	(2,4)	-	-	(46,2)	(48,6)	212,4
4. Comité des ressources naturelles	22,3	(0,2)	-	-	0,7	0,5	22,8
5. Commission de la population	71,2	(0,7)	-	-	5,5	4,8	76,0
6. Commission du développement social	88,9	(0,9)	-	-	14,9	14,0	102,9
7. Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance	132,0	(0,8)	-	-	19,1	18,3	150,3
8. Commission de statistique	71,0	(0,6)	-	-	10,5	9,9	80,9
Total partiel, A	1 533,5	(13,2)	(0,2)	-	(66,7)	(80,1)	1 453,4

Tableau 4.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total	
B. Conférences spéciales :							
1. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	6 972,4	380,7	(416,6)	-	23,2	(12,7)	6 959,7
2. Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	814,5	(1,3)	(8,1)	-	(177,3)	(186,7)	627,8
Total partiel, B	7 786,9	379,4	(424,7)	-	(154,1)	(199,4)	7 587,5
Total	9 320,4	366,2	(424,9)	-	(220,8)	(279,5)	9 040,9

Tableau 4.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Imprimerie	Contrats	Autres services	Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et divers		Total
A. Conseil économique et social, ses commissions techniques et comités et autres réunions périodiques :												
1. Conseil économique et social	6,1	32,8	(105,4)	0,5	-	-	-	-	-	-	-	(64,0)
2. Comité de la planification du développement	-	(15,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(15,0)
3. Commission de la condition de la femme	-	(48,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(48,6)
4. Comité des ressources naturelles	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5
5. Commission de la population	-	4,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,8
6. Commission du développement social	-	14,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,0
7. Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance	-	33,7	-	-	-	-	(15,4)	-	-	-	-	18,3

Tableau 4.3 (suite)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
8. Commission de statistique	-	9,9	-	-	-	-	-	9,9
Total partiel, A	8,1	32,1	(105,4)	0,5	(15,4)	-	-	(80,1)
8. Conférences spéciales								
1. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	(57,4)	26,5	-	(10,8)	18,0	10,2	-	(12,7)
2. Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	(54,9)	(140,4)	-	-	16,6	-	-	(186,7)
Total partiel, B	(112,3)	(121,9)	-	(10,8)	34,6	10,2	-	(199,4)
Total	(104,2)	(89,0)	(105,4)	(9,5)	19,2	10,2	-	(279,5)

CHAPITRE 4. ORGANES DIRECTEURS (ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES)

MONTANTS REVISES (Diminution : 279 500 dollars)

4.1 Il y a augmentation au titre de l'inflation (366 200 dollars) et diminution au titre des taux de change (424 900 dollars) et des divers (220 800 dollars). La diminution globale de 279 500 dollars se ventile comme suit : 80 100 dollars au titre du sous-chapitre A, Conseil économique et social, ses commissions techniques et comités et autres réunions périodiques; 199 400 dollars au titre du sous-chapitre B, Conférences spéciales.

A. Conseil économique et social, ses commissions techniques et comités et autres réunions périodiques (Diminution : 80 100 dollars)

4.2 La diminution résulte d'économies de 105 400 dollars au titre de l'imprimerie et de 15 400 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement, ces économies étant partiellement contrebalancées par les augmentations ci-après : 8 100 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel; 32 100 dollars au titre des frais de voyage (diminution de 9 100 dollars dans le cas des représentants, mais augmentation de 41 200 dollars dans celui du personnel); 500 dollars au titre des autres services contractuels.

1. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 8 100 dollars)

4.3 Il a fallu engager du personnel temporaire pour la deuxième session du Conseil économique et social en 1990.

2. Frais de voyage des représentants (Diminution : 9 100 dollars)

4.4 Il y a économie au titre du Comité de la planification du développement (34 700 dollars) et de la Commission de la population (2 600 dollars), mais augmentation au titre du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (28 200 dollars).

3. Frais de voyage du personnel (Augmentation : 41 200 dollars)

4.5 Il y a augmentation au titre des sessions du Conseil économique et social (32 800 dollars), du Comité des ressources naturelles (500 dollars), de la Commission de la population (7 400 dollars), de la Commission du développement social (14 000 dollars), du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (5 500 dollars), mais diminution au titre de la Commission de la condition de la femme (13 900 dollars) et du Comité de la planification du développement (15 000 dollars). L'augmentation des frais de voyage du personnel au titre du Conseil économique et social s'explique par des coûts plus élevés que prévu pour le Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, le Département

des affaires économiques et sociales internationales et le personnel technique du Bureau des affaires politiques, des affaires de l'Assemblée générale et des services de secrétariat.

4. Imprimerie (Diminution : 105 400 dollars)

4.6 Diverses économies ont été réalisées, mais il y a surtout eu diminution du nombre de pages à imprimer.

B. Conférences spéciales (Diminution : 199 400 dollars)

4.7 Il y a diminution au titre des taux de change (424 700 dollars) et des divers (154 100 dollars), contrebalancée par une augmentation au titre de l'inflation (379 400 dollars).

4.8 La diminution nette 199 400 dollars se décompose comme suit : diminutions de 112 300 dollars des traitements et dépenses communes de personnel, de 121 900 dollars des frais de voyage et de 10 000 dollars des autres services contractuels, mais augmentations des frais généraux de fonctionnement (34 600 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (10 200 dollars).

1. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Diminution : 12 700 dollars)

4.9 Il y a eu augmentation au titre de l'inflation (380 700 dollars) et des divers (23 200 dollars), mais diminution au titre des taux de change (416 600 dollars).

4.10 On a réalisé des économies de 57 400 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel et de 10 000 dollars au titre des autres services contractuels, mais il y a eu augmentation au titre des voyages (26 500 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (10 200 dollars).

4.11 L'augmentation des frais de voyage est due aux voyages supplémentaires qu'a dû faire le personnel du secrétariat de la Conférence et, pour ce qui est des fournitures, des accessoires et du mobilier, à l'achat qu'il a fallu faire de matériel de bureautique supplémentaire.

2. Huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Diminution : 186 700 dollars)

4.12 La diminution concerne l'inflation (1 300 dollars), les taux de change (8 100 dollars) et les divers (177 300 dollars).

4.13 On a réalisé des économies de 54 900 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel et de 148 400 dollars au titre des frais de voyage, mais il y a augmentation de 16 600 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement, à cause du matériel qu'il a fallu louer.

**CHAPITRE 5A. BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL AU DEVELOPPEMENT
ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**

Tableau 5A.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
4 912,4	(10,9)	-	-	281,9	271,0	5 183,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
84,4	ii) Des programmes extrabudgétaires	98,4
84,4	Total a)	98,4
	b) Activités de fond :	
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies destiné à faciliter l'exécution du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables	
51,9		51,9
	Fonds d'affectation spéciale pour le Programme sur les rapports entre les ressources, l'environnement, les êtres humains et le développement	
34,3		33,5

Tableau 5A.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
409,8	Fonds d'affectation spéciale pour la crise de la dette extérieure et le développement	527,0
130,5	Fonds d'affectation spéciale pour des études spécifiques sur l'exécution des activités opérationnelles du système des Nations Unies en faveur du développement	132,9
	Fonds des Nations Unies pour la population	12,0 12,0
638,5	Total b)	757,3
c) Projets opérationnels :		
213,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies destiné à faciliter l'exécution du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables	213,0
213,0	Total c)	213,0
935,9	Total a), b) et c)	1 068,7
5 848,3	Total 1 et 2	6 252,1

Tableau SA.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	4 912,4	(10,9)	-	-	281,9	271,0	5 183,4	
Total	4 912,4	(10,9)	-	-	281,9	271,0	5 183,4	

Tableau 5A.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements	Frais de	Autres	Frais	ournitures,	Total		
	et dépenses						communes de	services
	PERSONNEL	voyage	contractuels	de fonc-	mobilier et			
			tionnement	matériel	Divers			
Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	190,5	64,8	(2,7)	-	20,0	(1,6)	-	271,0
Total	190,5	64,8	(2,7)	-	20,0	(1,6)	-	271,0

CHAPITRE 5A. BUREAU DU DIRECTEUR GENERAL AU DEVELOPPEMENT
ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 271 000 dollars)

5A.1 Le montant révisé total de 5 183 400 dollars reflète une augmentation nette de 271 000 dollars, qui représente la différence entre une augmentation des divers (281 900 dollars) et une diminution au titre de l'inflation (10 900 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 190 500 dollars)

5A.2 Il y a augmentation au titre des postes permanents (80 800 dollars), des surnuméraires (74 600 dollars), du personnel temporaire (151 000 dollars) et des heures supplémentaires (36 700 dollars); elle est partiellement contrebalancée par des diminutions au titre des dépenses communes de personnel (96 300 dollars) et des consultants (56 300 dollars).

5A.3 Les augmentations au titre des postes permanents sont dues au fait qu'il y a eu moins de vacances de poste que prévu.

5A.4 L'augmentation du personnel temporaire (151 000 dollars) s'explique par un accroissement plus élevé que prévu du volume de travail, les organes intergouvernementaux ayant décidé durant l'exercice biennal de convoquer des réunions supplémentaires, ce qui a entraîné l'établissement d'une documentation connexe.

5A.5 L'augmentation des heures supplémentaires (36 700 dollars) concerne l'établissement de la documentation des réunions intergouvernementales supplémentaires (voir par. 5A.4) et le service de réunions interorganisations supplémentaires.

B. Frais de voyage (Augmentation : 64 800 dollars)

5A.6 L'augmentation s'explique par les réunions et consultations supplémentaires dues à la nécessité de parvenir à une conception coordonnée de problèmes tels que l'environnement, le climat et l'assistance humanitaire, comme suite à des décisions prises durant l'exercice par des organes intergouvernementaux.

C. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 20 000 dollars)

5A.7 L'augmentation concerne les dépenses de téléphone, de télégrammes et de télécopie qu'il a fallu faire pour respecter des délais stricts.

CHAPITRE 5B. BUREAU DES COMMISSIONS REGIONALES A NEW YORK

Tableau 5B.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
889,7	(0,9)	-	-	87,1	86,2	975,9

Tableau 58.2

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Direction exécutive et administration :							
1. Bureau des commissions régionales à New York	85,1	2,4	-	(2,8)	1,5	-	86,2
Total	85,1	2,4	-	(2,8)	1,5	-	86,2

CHAPITRE 5B. BUREAU DES COMMISSIONS REGIONALES A NEW YORK

I. PROGRAMME

5B.1 Le Bureau des commissions régionales à New York s'est acquitté des responsabilités énoncées au chapitre 5B du budget-programme de 1990-1991, fournissant aux commissions régionales des services de coordination touchant les questions d'administration et de programme, y compris des questions interrégionales, et représentant les commissions régionales à toutes les réunions appropriées du Siège.

II. MONTANTS REVISES (Augmentation : 86 200 dollars)

5B.2 Le total révisé de 975 900 dollars reflète une augmentation de 86 200 dollars, attribuable aux divers (87 100 dollars) et à l'inflation (900 dollars).

Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 85 100 dollars)

5B.3 L'augmentation est le résultat d'une augmentation au titre des traitements et dépenses communes de personnel (90 500 dollars), partiellement contrebalancée par une économie au titre du personnel temporaire (5 400 dollars).

5B.4 L'augmentation des traitements et dépenses communes de personnel est due au fait que les coûts effectifs ont été supérieurs aux coûts standard et au fait que l'on a recruté un nouveau fonctionnaire.

CHAPITRE 6. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES
 ET SOCIALES INTERNATIONALES

Tableau 6.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
49 231,4	(52,5)	(8,6)	-	(1 231,3)	(1 292,4)	47 939,0

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
2 652,9	ii) Des programmes extrabudgétaires	2 652,9
2 652,9	Total a)	2 652,9

b) Activités de fond :

61,0	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement	61,0
109,4	Fonds d'affectation spéciale pour la mobilisation de l'épargne individuelle dans les pays en développement	78,0
2 332,0	Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	2 332,0
208,7	Fonds d'affectation spéciale concernant le vieillissement	208,7

Tableau 6.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	Fonds d'affectation spéciale pour les colloques sur les conséquences de la croissance démographique rapide et sur les droits de l'homme et la population	47,0
47,0		
	Fonds d'affectation spéciale pour le projet de comparaison internationale	10,0
10,0		
	Fonds d'affectation spéciale pour les statistiques des transports maritimes	100,7
79,6		
3 320,1	FNUAP	3 320,1
	Fonds autorenewable pour les services statistiques	630,0
630,0		
6 797,8	Total b)	6 787,5
	c) Projets opérationnels :	
	FNUAP	30 000,0
30 000,0		
	FNUD	15 000,0
15 000,0		
	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	3 200,0
3 200,0		
48 200,0	Total c)	48 200,0
	Total a), b) et c)	57 640,4
57 650,7		
106 862,1	Total 1 et 2	105 579,4

Tableau 6.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
A. Direction exécutive et administration	2 093,5	(2,6)	-	-	(93,4)	(96,0)	1 997,5
B. Programmes d'activité	42 025,0	(40,7)	(8,6)	-	(1 173,1)	(1 222,4)	40 802,6
1. Questions et politiques relatives au développement mondial	14 470,7	(18,3)	-	-	(1 206,1)	(1 224,4)	13 246,3
2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international	2 194,8	(11,9)	-	-	31,4	19,5	2 214,3
3. Analyse de la population mondiale	6 333,5	(9,5)	-	-	(604,0)	(613,5)	5 720,0
4. Statistiques mondiales	19 026,0	(1,0)	(8,6)	-	605,6	596,0	19 622,0
C. Appui aux programmes	5 112,9	(9,2)	-	-	35,2	26,0	5 138,9
1. Coordination des programmes	2 511,3	(4,7)	-	-	(93,8)	(98,5)	2 412,8
2. Administration et services communs	2 601,6	(4,5)	-	-	129,0	124,5	2 726,1
Total	49 231,4	(52,5)	(8,6)	-	(1 231,3)	(1 292,4)	47 939,0

Tableau 6.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses	personnel	services	généraux	accessoires,	
	communes de	voyage	contractuels	de fonc-	mobilier et	
	personnel		Impression	tiennement	matériel	Divers
A. Direction exécutive et administration	(95,7)	(0,3)	-	-	-	(96,0)
B. Programmes d'activité	(1 175,6)	(2,9)	(61,0)	(7,0)	24,1	(1 222,4)
1. Questions et politiques relatives au développement mondial	(1 224,2)	(0,3)	(13,3)	(0,7)	14,1	(1 224,4)
2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international	21,8	(2,2)	-	-	(0,1)	19,5
3. Analyse de la population mondiale	(641,6)	(0,1)	38,0	(4,1)	(5,7)	(613,5)
4. Statistiques mondiales	668,4	(0,3)	(85,7)	(2,2)	15,8	596,0
C. Appui aux programmes	(91,0)	-	-	117,0	-	26,0
1. Coordination des programmes	(125,3)	-	-	26,8	-	(98,5)
2. Administration et services communs	34,3	-	-	90,2	-	124,5
Total	(1 362,3)	(3,2)	(61,0)	110,0	74,1	(1 292,4)

**CHAPITRE 6. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET SOCIALES INTERNATIONALES**

MONTANTS REVISES (Diminution : 1 292 400 dollars)

6.1 Le total du montant révisé (47 939 000 dollars) reflète une économie de 1 292 400 dollars concernant les taux de change (8 600 dollars), l'inflation (52 500 dollars) et les divers (1 231 300 dollars). Cette économie s'explique par des diminutions au titre des traitements et dépenses communes de personnel (1 362 300 dollars), des frais de voyage (3 200 dollars) et de l'imprimerie (61 000 dollars), qui ont été contrebalancées par des augmentations au titre des frais généraux de fonctionnement (110 000 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (24 100 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 1 362 300 dollars)

6.2 La diminution se ventile comme suit : postes permanents (261 600 dollars), dépenses communes de personnel (956 900 dollars), postes temporaires (23 000 dollars), personnel temporaire (15 000 dollars), heures supplémentaires (55 500 dollars), indemnités de représentation (400 dollars), consultants (17 000 dollars) et groupes spéciaux d'experts (32 900 dollars).

6.3 Les économies au titre des postes permanents, des postes temporaires et des dépenses communes de personnel sont surtout dues au fait qu'un certain nombre de fonctionnaires ont été détachés auprès d'opérations de maintien de la paix et au fait que leur remplacement et le recrutement ont connu un peu de retard. L'augmentation enregistrée à propos du programme de statistiques est due surtout au coût de la cessation de service d'un certain nombre de fonctionnaires qui ont pris leur retraite.

6.4 L'économie au titre du personnel temporaire (15 000 dollars) est due à un moins grand nombre d'absences et l'économie au titre des heures supplémentaires (55 500 dollars) est attribuable à une gestion plus rigoureuse.

6.5 Les économies au titre des consultants (17 000 dollars) et des groupes spéciaux d'experts (32 900 dollars) s'expliquent surtout par le fait que l'on a groupé un certain nombre d'études nécessitant le recours à des consultants et par le fait que le gouvernement hôte a pris à sa charge le coût d'une réunion tenue hors Siège.

B. Imprimerie (Diminution : 61 000 dollars)

6.6 Il y a eu des retards dans l'édition et l'impression des publications du Département.

C. Frais généraux de fonctionnement
(Augmentation : 110 000 dollars)

6.7 L'augmentation est surtout due à une majoration de 26 800 dollars pour la location et l'entretien de matériel et à une majoration de 90 200 dollars pour les communications téléphoniques et les frais de télécopie, mais il y a eu une diminution de 7 000 dollars des frais de location et d'entretien du matériel pour d'autres programmes.

D. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 24 100 dollars)

6.8 L'augmentation est due à l'achat de fournitures et accessoires d'informatique.

**CHAPITRE 7. DEPARTEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT**

Tableau 7.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
24 983,2	32,5	(21,7)	-	505,0	515,8	25 499,0

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

499,0	i) D'autres organismes des Nations Unies	499,0
<u>28 475,0</u>	ii) Des programmes extrabudgétaires	<u>28 475,0</u>
28 974,0	Total a)	28 974,0
-	b) Activités de fond	-
-	Total b)	-

Tableau 7.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
206 200,0	PNUD	206 200,0
18 600,0	FNUAP	18 600,0
27 800,0	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	27 800,0
252 600,0	Total c)	252 600,0
281 574,0	Total a), b) et c)	281 574,0
306 557,2	Total 1 et 2	307 073,0

Tableau 7.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	change	Taux de des organes	Décisions	Divers	Total	
A. Direction exécutive et administration :								
1. Bureau du Secrétaire général adjoint	1 304,3	1,8	-	-	-	(464,0)	(462,2)	842,1
2. Politiques et programmation	2 577,2	(7,0)	-	-	-	225,5	218,5	2 795,7
B. Programmes d'activité :								
1. Questions et politiques de développement	666,8	(0,7)	-	-	-	(108,1)	(108,8)	558,0
2. Ressources naturelles	2 930,4	(10,2)	-	-	-	593,9	583,7	3 514,1
3. Energie	1 912,6	(1,9)	-	-	-	(142,2)	(144,1)	1 768,5
4. Administration et finances publiques	4 307,0	(14,6)	-	-	-	(265,1)	(279,7)	4 027,3

Tableau 7.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
1. Appui aux programmes :							
1. Appui aux opérations hors Siège	9 431,4	68,6	(21,7)	-	569,4	516,3	10 047,7
2. Services administratifs et services communs							
	1 853,5	(3,5)	-	-	95,6	92,1	1 945,6
Total	24 983,2	32,5	(21,7)	-	505,0	515,8	25 499,0

Tableau 7.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie contractuelle	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
C. Appui aux programmes : 4								
1. Appui aux opérations hors Siège	616,5	(0,2)	-	-	-	-	-	616,3
2. Services administratifs et services communs	92,6	-	(0,5)	-	-	-	-	92,1
Total	517,4	(1,1)	(0,5)	-	-	-	-	515,8

**CHAPITRE 7. DEPARTEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT**

I. PROGRAMME

7.1 Le Département a exécuté son programme de travail de la manière prévue au chapitre 7 du budget-programme de 1990-1991, gérant et appuyant les activités de coopération technique de l'ONU et procédant à des recherches sur les ressources naturelles, l'énergie, l'administration et les finances publiques.

II. MONTANTS REVISES (Augmentation : 515 800 dollars)

7.2 L'augmentation concerne surtout les traitements et dépenses communes de personnel (517 400 dollars) et s'explique par un nombre de vacances de poste moindre que prévu dans le budget, en particulier dans le cas des programmes ressources naturelles et appui des opérations hors Siège.

CHAPITRE 8. ACTIVITES CONCERNANT LES QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT
SOCIAL A L'ECHELLE MONDIALE

Tableau 8.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
11 611,6	102,7	(112,0)	-	282,0	272,7	11 884,3

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
618,6	ii) Des programmes extrabudgétaires	405,0
618,6	Total a)	405,0
	b) Activités de fond :	
150,0	Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	180,0
100,0	Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale de la famille	20,0
244,0	Fonds d'affectation spéciale concernant le vieillissement	110,0
2 930,0	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées	2 400,0
194,0	Fonds d'affectations spéciale pour l'Année internationale de la jeunesse	90,0

Tableau 8.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
836,0	Fonds d'affectation spéciale pour le suivi et l'examen et l'évaluation des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme	710,0
300,0	Fonds d'affectation spéciale pour la défense sociale	160,3
4 754,0	Total b)	3 670,3
c) Projets opérationnels :		
200,0	PIRUD	155,9
380,0	FINUAP	396,0
32,0	OMS	-
612,0	Total c)	551,9
5 984,6	Total a), b) et c)	4 627,2
17 596,2	Total 1 et 2	16 511,5

Tableau 8.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Taux de des organes	Décisions	Divers	Total	
8. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	11 611,6	102,7	(112,0)	-	282,0	272,7	11 884,3	
Total	11 611,6	102,7	(112,0)	-	282,0	272,7	11 884,3	

Tableau 8.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
8. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	305,3	(17,8)	(4,3)	(0,3)	5,0	-	272,7
Total	305,3	(17,8)	(4,3)	(0,3)	5,0	-	272,7

**CHAPITRE 8. ACTIVITES CONCERNANT LES QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT
SOCIAL A L'ECHELLE MONDIALE**

MONTANTS REVISES (Augmentation : 272 700 dollars)

8.1 Le total du montant révisé (11 884 300 dollars) reflète une augmentation de 272 700 dollars au titre de l'inflation (102 700 dollars) et des divers (282 000 dollars), cette augmentation étant contrebalancée par une diminution des taux de change (112 000 dollars).

8.2 La ventilation par principal objet de dépense montre que l'augmentation concerne surtout les traitements et dépenses communes de personnel (305 300 dollars), alors que l'on enregistre des économies sous d'autres rubriques.

8.3 L'augmentation au titre des traitements et des dépenses communes de personnel est due au fait que plus de postes que prévu ont été occupés dans les divisions du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et au fait que les coûts effectifs ont été supérieurs aux coûts standard.

CHAPITRE 9. SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Tableau 9.1

(En milliers de dollars des États-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
11 649,2	(9,2)	(2,8)	-	663,9	651,9	12 301,1

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
867,9	ii) Des programmes extrabudgétaires	867,9
867,9	Total a)	867,9

b) Activités de fond :

-	Fonds d'affectation spéciale pour l'analyse des politiques concernant les sociétés transnationales	-
230,0	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement	230,0
230,0	Total b)	230,0

Tableau 9.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
2 400,0	Programme de coopération technique	2 400,0
5 700,0	PNUD	5 700,0
8 100,0	Total c)	8 100,0
9 197,9	Total a), b) et c)	9 197,9
20 847,1	Total 1 et 2	21 499,0

Tableau 9.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total		
A. Organes directeurs :								
Commission des sociétés transnationales	131,3	(1,3)	-	-	(16,0)	(17,3)	114,0	
B. Secrétariat :	11 517,9	(7,9)	(2,8)	-	679,9	669,2	12 187,1	
1. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	9 309,8	(49,3)	-	-	311,9	262,6	9 572,4	
a) Groupe commun Centre/CEA	499,0	5,0	-	-	(75,2)	(70,2)	428,8	
b) Groupe commun Centre/CEE	406,6	6,5	(3,9)	-	9,5	12,1	418,7	
c) Groupe commun Centre/CEPALC	464,9	8,2	-	-	43,4	51,6	516,5	
d) Groupe commun Centre/CESAP	405,9	18,1	1,1	-	27,0	46,2	452,1	
e) Groupe commun Centre/CESAO	431,7	3,6	-	-	363,3	366,9	798,6	
Total	11 649,2	(9,2)	(2,8)	-	663,9	651,9	12 301,1	

Tableau 9.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses	frais de communes de personnel	voyage	Impression	Autres services contractuels	frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs :									
Commission des sociétés transnationales	-	(17,3)	-	-	-	-	-	-	(17,3)
B. Secretariat	679,5	(25,7)	4,9	-	-	(5,4)	15,9	-	669,2
1. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	235,7	11,5	4,9	-	-	(5,4)	15,9	-	262,6
a) Groupe commun Centre/CEA	(63,0)	(7,2)	-	-	-	-	-	-	(70,2)
b) Groupe commun Centre/CEE	12,4	(0,3)	-	-	-	-	-	-	12,1
c) Groupe commun Centre/CEPALC	61,9	(10,3)	-	-	-	-	-	-	51,6
d) Groupe commun Centre/CESAP	58,1	(11,9)	-	-	-	-	-	-	46,2
e) Groupe commun Centre/CESAO	374,4	(7,5)	-	-	-	-	-	-	366,9
Total	679,5	(43,0)	4,9	-	-	(5,4)	15,9	-	651,9

CHAPITRE 9. SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

I. PROGRAMME

9.1 Les activités prévues au chapitre 9 ont été menées conformément au budget-programme de 1990-1991.

II. MONTANTS REVISÉS (Augmentation : 651 900 dollars)

9.2 Il y a augmentation des traitements et des dépenses communes de personnel (679 500 dollars), ainsi que des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (15 900 dollars), mais diminution des frais de voyage (43 000 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 679 500 dollars)

9.3 Il y a augmentation des traitements et des versements à la cessation de service d'un certain nombre de surnuméraires (716 700 dollars), partiellement contrebalancée par une économie due aux écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard au Centre et dans les Groupes communs (37 200 dollars).

B. Frais de voyage (Diminution : 43 000 dollars)

9.4 Les voyages du personnel du Centre et des Groupes communs ont été moindres que prévu.

C. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel (Augmentation : 15 900 dollars)

9.5 Il y a eu augmentation des fournitures et des accessoires requis pour le programme de bureautique.

CHAPITRE 10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

Tableau 10.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
37 657,1	617,8	(374,0)	-	(376,2)	(132,4)	37 524,7

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
331,2	ii) Des programmes extrabudgétaires	270,0
331,2	Total a)	270,0

b) Activités de fond :

70,0	Fonds d'affectation spéciale pour les établissements humains	51,5
100,0	Fonds d'affectation spéciale pour l'étude de la CEE sur les tendances et perspectives à long terme du bois	-
-	Fonds d'affectation spéciale pour le Centre ONU d'échange de données électroniques concernant l'administration, le commerce et le développement	60,0
-	Efficacité énergétique 2000	170,0

Tableau 10.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	Fonds d'affectations spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	2 424,0
2 052,2	Comptes divers	32,7
-		
2 222,2	Total b)	2 738,2
	c) Projets opérationnels :	
914,0	FNJAP	915,0
1 382,0	FNJUD	1 180,0
58,0	FNJUE	68,0
2 354,0	Total c)	2 163,0
4 907,4	Total a), b) et c)	5 171,2
42 564,5	Total 1 et 2	42 695,9

Tableau 10.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total	Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total		
A. Direction exécutive et administration	1 976,8	27,0	(19,8)	-	12,0	19,2	1 996,0		
B. Programmes d'activité	31 765,9	529,0	(314,6)	-	(175,8)	38,6	31 804,5		
1. Alimentation et agriculture	2 129,8	42,6	(19,9)	-	(2,8)	19,9	2 149,7		
2. Questions et politiques de développement	4 963,5	80,7	(47,4)	-	(55,2)	(21,9)	4 941,6		
3. Environnement	3 661,9	53,1	(36,6)	-	(229,2)	(212,7)	3 449,2		
4. Etablissements humains	1 263,1	20,6	(11,5)	-	31,4	40,5	1 303,6		
5. Développement industriel	3 686,7	64,2	(35,1)	-	172,4	201,5	3 888,2		
6. Commerce international et financement du développement	3 237,1	49,1	(29,1)	-	121,0	141,0	3 378,1		
7. Questions énergétiques	3 423,2	55,6	(33,4)	-	(69,1)	(46,9)	3 376,3		
8. Science et technique	858,5	14,1	(8,1)	-	(4,8)	1,2	859,7		
9. Statistiques	4 538,5	83,8	(53,1)	-	35,5	66,2	4 604,7		
10. Transport, communications et tourisme	4 003,6	65,2	(40,4)	-	(175,0)	(150,2)	3 853,4		
C. Appui aux programmes :									
Services administratifs et services communs	3 914,4	61,8	(39,6)	-	(212,4)	(190,2)	3 724,2		
Total	37 657,1	617,8	(374,0)	-	(376,2)	(132,4)	37 524,7		

Tableau 10.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Indemnités contractuelles	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
9. Statistiques	63,2	6,7	(0,6)	-	-	(3,1)	-	66,2
10. Transport, communi- cations et tourisme	(154,4)	5,3	(1,1)	-	-	-	-	(150,2)
C. Appui aux programmes :								
Services administratifs et services communs	(160,6)	-	-	-	(4,4)	(25,2)	-	(190,2)
Total	(89,0)	70,8	(81,1)	-	(4,6)	(28,5)	-	(132,4)

CHAPITRE 10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

I. PROGRAMME

10.1 A la reprise de sa quarante-cinquième session, la Commission a attribué la priorité aux secteurs suivants : environnement, transport, statistiques, facilitation du commerce et analyse économique. A cet égard, elle a aussi prié le Secrétaire exécutif de remanier en conséquence la répartition des ressources existantes. Vingt-neuf postes (18 d'administrateur et 11 d'agent des services généraux) ont donc été redéployés dans les secteurs prioritaires. En outre, sur la recommandation de son Groupe de travail spécial sur les activités de la CEE, la Commission a décidé de réduire encore la durée de ses sessions annuelles ainsi que la périodicité et la durée des réunions de ses organes subsidiaires s'occupant de questions non prioritaires.

II. MONTANTS REVISES (Diminution : 132 400 dollars)

10.2 Il y a diminution au titre des taux de change (374 000 dollars) et des divers (376 200 dollars), mais augmentation au titre de l'inflation (617 800 dollars).

10.3 L'économie susmentionnée concerne les traitements et les dépenses communes de personnel (89 000 dollars) et les travaux contractuels d'imprimerie (81 100 dollars); elle est partiellement contrebalancée par des augmentations au titre des voyages (70 800 dollars) et d'autres rubriques (33 100 dollars).

1. Traitements et dépenses communes de personnel (Diminution : 89 000 dollars)

10.4 La diminution s'explique surtout par des écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard.

2. Frais de voyage (Augmentation : 70 800 dollars)

10.5 Il a fallu assurer une coopération et des consultations plus étroites avec les autres organisations, institutions et organismes s'occupant des mêmes questions dans la région, ainsi qu'assister à des réunions d'experts techniques et de responsables, compte tenu de l'évolution dynamique de la coopération économique Est-Ouest. Pour que la CEE garde son rôle de point de convergence pour la coopération économique à l'intérieur de la région, il est devenu indispensable qu'elle assiste à diverses réunions dans les secteurs où elle est particulièrement active.

3. Imprimerie (Diminution : 81 100 dollars)

10.6 Les économies sont dues au fait que le Secrétariat de la CEE a davantage eu recours au matériel de bureautique pour établir des études, des rapports, etc.

4. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 28 500 dollars)

10.7 On a eu besoin de moins de fournitures que prévu.

**CHAPITRE 11. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE**

Tableau 11.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
41 295,9	2 127,0	124,7	-	(859,5)	1 392,2	42 688,1

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
4 951,0	ii) Des programmes extrabudgétaires	4 951,0
4 951,0	Total a)	4 951,0
-	b) Activités de fond	-
-	Total b)	-

Tableau II. 1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	c) Projets opérationnels :	
	*	
16 746,0	Programme des Nations Unies pour le développement	16 746,0
2 890,0	Fonds des Nations Unies pour la population	2 890,0
18 434,0	Sources bilatérales	18 434,0
38 070,0	Total c)	38 070,0
43 021,0	Total a), b) et c)	43 021,0
84 316,9	Total 1 et 2	85 709,1

Tableau 11.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs	524,7	(2,8)	1,6	-	166,8	165,6	690,3
B. Direction exécutive et administration	2 509,5	137,2	8,0	-	96,5	241,7	2 751,2
1. Bureau du Secrétaire exécutif	2 509,5	137,2	8,0	-	96,5	241,7	2 751,2
C. Programmes d'activité	18 706,8	1 050,3	55,1	-	182,5	1 287,9	19 994,7
1. Alimentation et agriculture	978,3	55,7	2,9	-	101,9	160,5	1 138,8
2. Affaires de la mer	320,1	17,5	0,9	-	(52,5)	(34,1)	286,0
3. Questions et politiques relatives au développement	2 423,7	133,1	7,4	-	37,6	178,1	2 601,8
4. Environnement	719,6	34,9	1,0	-	(24,5)	11,4	731,0
5. Etablissements humains	532,7	30,8	1,4	-	166,5	198,7	731,4
6. Développement industriel	1 143,2	65,9	3,5	-	43,1	112,5	1 255,7

Tableau 11.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1998-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total 1998-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1998-1991		
7. Commerce international et financement du développement	2 183,0	120,6	6,4	-	17,8	144,8	2 247,8	2 247,8	
8. Ressources naturelles	1 866,2	103,3	5,7	-	41,0	150,0	2 016,2	2 016,2	
9. Energie	955,0	51,9	3,0	-	(42,1)	12,8	967,8	967,8	
10. Population	1 105,3	63,2	3,2	-	(17,0)	49,4	1 154,7	1 154,7	
11. Science et technique	869,4	46,9	2,5	-	40,8	90,2	959,6	959,6	
12. Statistiques	1 611,0	94,5	4,8	-	(147,8)	(48,5)	1 562,5	1 562,5	
13. Transports I : Transports, communications et tourisme	1 270,1	74,5	3,9	-	201,3	279,7	1 549,8	1 549,8	
14. Transports II : Transports maritimes, ports et voies navigables	1 332,2	75,6	4,1	-	(219,3)	(139,6)	1 192,6	1 192,6	
15. Développement social et affaires humanitaires	1 477,0	81,9	4,4	-	35,7	122,0	1 599,0	1 599,0	

Tableau 11.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total		
D. Appui aux programmes	19 554,9	942,3	60,0	-	(1 305,3)	(303,0)	19 251,9	
1. Services de conférence	5 519,5	355,3	16,9	-	(828,7)	(456,5)	5 063,0	
2. Gestion des activités de coopération technique	833,2	50,1	2,4	-	(30,4)	22,1	855,3	
3. Services administratifs et services communs	12 880,5	519,5	39,8	-	(395,2)	164,1	13 052,6	
4. Travaux de construction	313,7	17,4	0,9	-	(51,0)	(32,7)	281,0	
Total	41 295,9	2 127,0	124,7	-	(859,5)	1 392,2	42 688,1	

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Impression contractuels		Autres services		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
A. Organes directeurs	30,3	(0,6)	-	-	-	-	140,9	(13,0)	-	-	-	-	165,6	
B. Direction exécutive et administration	261,5	(19,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	241,7	
1. Bureau du Secrétaire exécutif	261,5	(19,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	241,7	
C. Programmes d'activité	1 412,8	(45,4)	(53,0)	-	-	-	(25,7)	-	-	-	-	-	1 287,9	
1. Alimentation et agriculture	166,6	(6,1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	160,5	
2. Affaires de la mer	(30,5)	(3,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(34,1)	
3. Questions et politiques relatives au développement	213,1	(10,0)	(25,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	178,1	
4. Environnement	37,3	(1,6)	1,4	-	-	-	(25,7)	-	-	-	-	-	11,4	
5. Etablissements humains	190,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	190,7	
6. Développement industriel	112,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112,5	

Tableau 11.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
0. Appui aux programmes	114,9	6,9	-	5,0	(516,7)	86,9	-	(303,0)
1. Services de conférence	(461,5)	-	-	5,0	-	-	-	(456,5)
2. Gestion des activités de coopération technique	22,1	-	-	-	-	-	-	22,1
3. Services administratifs et services communs	577,3	16,6	-	-	(516,7)	86,9	-	164,1
4. Travaux de construction	(23,0)	(9,7)	-	-	-	-	-	(32,7)
Total	1 819,5	(58,9)	(53,8)	5,0	(383,5)	73,9	-	1 392,2

CHAPITRE 11. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 1 392 200 dollars)

11.1 Le total révisé (42 688 100 dollars) implique une augmentation de 1 392 200 dollars qui est le résultat des facteurs suivants : taux d'inflation plus élevé (2 127 000 dollars), hausse des taux de change (124 700 dollars) et une diminution au titre des divers (859 500 dollars). L'augmentation nette de 1 392 200 dollars comprend des augmentations au titre des traitements et des dépenses communes de personnel (1 819 500 dollars), des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (73 900 dollars) et des autres services contractuels (5 000 dollars), qui ont été compensées en partie par des diminutions dans les frais de voyage (58 900 dollars), les frais d'imprimerie (53 800 dollars) et les frais généraux de fonctionnement (393 500 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 1 819 500 dollars)

11.2 L'augmentation nette (1 819 500 dollars) correspond à des augmentations à la rubrique Traitements (postes permanents et postes temporaires) (2 273 600 dollars), qui reflètent un écart entre les coûts standard et les dépenses réelles pour les traitements des administrateurs et une hausse de 21 % pour les traitements des agents des services généraux après l'entrée en vigueur du nouveau barème des traitements, le 1er janvier 1991 et à une augmentation au titre des heures supplémentaires (113 500 dollars). Le maintien des postes surnuméraires a également contribué à majorer les dépenses salariales de 679 900 dollars. Ces augmentations ont été compensées par des diminutions au titre des dépenses communes de personnel (1 137 700 dollars), du personnel temporaire (33 500 dollars), des consultants (46 800 dollars) et des groupes spéciaux d'experts (29 500 dollars).

B. Frais de voyage (Diminution 58 900 dollars)

11.3 La diminution nette (58 900 dollars) est due principalement au fait que les voyages liés aux divers programmes d'activité ont été regroupés à plusieurs occasions.

C. Imprimerie (Diminution : 53 800 dollars)

11.4 La diminution représente essentiellement des économies dues à des retards dans l'impression de certaines publications.

D. Frais généraux de fonctionnement
(Diminution : 393 500 dollars)

11.5 Cette diminution (393 500 dollars) est due principalement à des économies aux rubriques Eclairage, chauffage, énergie et eau (244 300 dollars), Location et entretien du matériel (134 200 dollars) du fait

que la construction du centre de conférences n'a pas été achevée dans les délais prévus, et à la rubrique Communications (109 200 dollars), en raison de la modernisation du matériel de télécommunications. Ces économies ont été compensées en partie par une augmentation au titre de la location des locaux car il a fallu louer des installations pour la quarante-sixième session de la Commission qui ne s'est pas tenue à l'endroit initialement prévu (95 500 dollars).

F. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel

(Augmentation : 73 900 dollars)

11.6 Cette augmentation s'explique par une hausse des dépenses locales et l'utilisation d'un volume plus important de fournitures pour le matériel électronique.

**CHAPITRE 12. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES**

Tableau 12.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
57 305,9	(1 386,5)	-	-	(1 009,3)	(2 395,8)	54 910,1

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies

2 900,2	ii) Des programmes extrabudgétaires	3 343,9
2 900,2	Total a)	3 343,9

b) Activités de fond

-	Total b)	-
---	----------	---

c) Projets opérationnels :

5 548,0	Fonds des Nations Unies pour la population	5 630,5
5 637,2	Programme des Nations Unies pour le développement	5 025,7
1 731,4	Pays d'Amérique latine (ILPES)	2 150,0
682,5	Banque interaméricaine de développement	743,6
196,5	Programme des Nations Unies pour l'environnement	390,1
87,6	Banque mondiale	175,0

Tableau 12.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
145,8	Organisation mondiale de la santé/ Organisation panaméricaine de la santé	156,5
41,2	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	148,7
80,1	Centre international pour la gestion des ressources aquatiques vivantes	121,1
88,4	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	108,2
42,9	Association latino-américaine d'intégration	45,6
19,0	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	23,8
14,6	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	14,6
9 574,1	Sources bilatérales	9 155,0
25,7	Autres sources	11,4
23 915,0	Total c)	23 899,8
26 815,2	Total a), b) et c)	27 243,7
84 121,1	Total 1 et 2	82 153,8

Tableau 12.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles									
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total 1990-1991	Total 1990-1991	Total 1990-1991	Total 1990-1991	Total 1990-1991
A. Organes directeurs	776,3	-	-	-	(120,4)	(120,4)	(120,4)	(120,4)	(120,4)	655,9
B. Direction exécutive et administration	3 651,7	(13,2)	-	-	(104,7)	(104,7)	(104,7)	(104,7)	(104,7)	3 533,8
C. Programmes d'activité	24 261,1	30,1	-	-	1 420,1	1 450,2	1 450,2	1 450,2	1 450,2	25 711,3
1. Alimentation et agriculture	1 020,2	21,1	-	-	(46,3)	(46,3)	(46,3)	(46,3)	(46,3)	995,0
2. Questions et politiques relatives au développement	7 604,6	1,5	-	-	642,8	644,3	644,3	644,3	644,3	8 248,9
3. Environnement	426,9	4,6	-	-	(18,6)	(14,0)	(14,0)	(14,0)	(14,0)	412,9
4. Etablissements humains	145,6	8,5	-	-	94,7	103,2	103,2	103,2	103,2	248,8
5. Développement industriel	1 540,9	(20,0)	-	-	100,6	80,6	80,6	80,6	80,6	1 621,5
6. Commerce international	4 781,7	40,8	-	-	(221,2)	(180,4)	(180,4)	(180,4)	(180,4)	4 601,3
7. Ressources naturelles	1 263,5	0,4	-	-	(98,2)	(97,8)	(97,8)	(97,8)	(97,8)	1 165,7
8. Energie	560,5	25,1	-	-	82,0	107,1	107,1	107,1	107,1	667,6
9. Population	1 304,6	5,6	-	-	644,0	649,6	649,6	649,6	649,6	1 954,2
10. Science et technique	237,6	(1,4)	-	-	(76,0)	(77,4)	(77,4)	(77,4)	(77,4)	160,2

Tableau 12.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total	Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
11. Développement social et affaires humanitaires	1 755,4	40,1	-	-	157,7	205,8	1 961,2	
12. Statistiques	2 435,2	(99,6)	-	-	91,3	(8,3)	2 426,9	
13. Transports, communications et tourisme	1 184,4	(4,6)	-	-	67,3	62,7	1 247,1	
d. Appui aux programmes	28 616,8	(1 403,4)	-	-	(2 204,3)	(3 607,7)	25 009,1	
1. Relations extérieures et information	594,4	(31,1)	-	-	91,0	59,9	654,3	
2. Services de conférence	5 648,8	(261,2)	-	-	(492,7)	(753,9)	4 894,9	
3. Bibliothèque et services de documentation	1 221,0	(61,6)	-	-	80,7	19,1	1 240,1	
4. Gestion des activités de coopération technique	937,5	(1,0)	-	-	12,1	11,1	948,6	
5. Services administratifs et services communs	20 215,1	(1 048,5)	-	-	(1 895,4)	(2 943,9)	17 271,2	
Total	57 305,9	(1 386,5)	-	-	(1 009,3)	(2 395,8)	54 910,1	

Tableau 12.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
10. Science et technique	(68,9)	(8,5)	-	-	-	-	-	(77,4)
11. Développement social et affaires humanitaires	222,2	(16,4)	-	-	-	-	-	205,8
12. Statistiques	19,2	(27,5)	-	-	-	-	-	(8,3)
13. Transports, communications et tourisme	64,2	(1,5)	-	-	-	-	-	62,7
0. Appui aux programmes	(3 459,1)	27,1	6,0	(95,1)	(218,7)	132,1	-	(3 607,7)
1. Relations extérieures et information	46,6	1,5	-	-	8,5	3,3	-	59,9
2. Services de conférence	(690,6)	5,8	-	(2,1)	(3,0)	(64,0)	-	(753,9)
3. Bibliothèque et services de documentation	19,1	-	-	-	-	-	-	19,1
4. Gestion des activités de coopération technique	11,1	-	-	-	-	-	-	11,1
5. Services administratifs et services communs	(2 845,3)	19,8	6,0	(93,0)	(224,2)	192,8	-	(2 943,9)
Total	(2 153,3)	(115,6)	6,0	(98,7)	(390,7)	125,3	-	(2 395,8)

CHAPITRE 12. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIRES

MONTANTS REVISES (Diminution : 2 395 800 dollars)

12.1 La diminution globale de 2 395 800 dollars est due à des ajustements au titre de l'inflation (1 386 500 dollars) et à une diminution nette à la rubrique Divers (1 009 300 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 2 153 300 dollars)

12.2 L'économie nette de 2 153 300 dollars est le résultat des facteurs suivants : diminutions reflétant l'écart entre les coûts standard et les coûts réels dans les dépenses communes de personnel (2 215 700 dollars) et des économies au titre du personnel temporaire pour les réunions (53 000 dollars), du personnel temporaire (30 800 dollars), des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (73 200 dollars), et des groupes spéciaux d'experts (3 700 dollars), lesquelles ont été partiellement compensées par des augmentations au titre des postes permanents (198 300 dollars) et des consultants (24 800 dollars). Les principales modifications qui ont entraîné la diminution nette des crédits additionnels nécessaires au titre des traitements et des dépenses communes de personnel sont décrites ci-après :

a) Organes directeurs. L'économie de 59 800 dollars est due à une réduction des dépenses afférentes à l'interprétation pour la vingt-troisième session de la CEPALC tenue à Caracas, où l'on a pu faire appel à des interprètes indépendants pour assurer le service des réunions; par conséquent, il n'y a pas eu de dépenses au titre des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance (53 000 dollars). On a réalisé une économie de 6 800 dollars en limitant les heures supplémentaires au strict minimum durant les réunions;

b) Direction exécutive et administration. L'économie nette de 145 700 dollars provient d'une réduction des dépenses afférentes aux postes temporaires et des dépenses communes de personnel (341 500 dollars) à Santiago, qui ont été en partie compensées par des augmentations à Mexico et à Port of Spain (104 000 dollars) et des dépenses additionnelles aux rubriques Consultants (76 400 dollars) et Groupes spéciaux d'experts (15 400 dollars);

c) Questions et politiques relatives au développement. L'augmentation totale de 629 500 dollars correspond principalement à des dépenses additionnelles aux rubriques Postes permanents et Dépenses communes de personnel à la suite du transfert administratif de certains fonctionnaires qui étaient affectés à d'autres sous-programmes, et à l'écart entre les coûts standard et les dépenses effectives (613 500 dollars). En outre, une légère augmentation a été enregistrée pour les consultants (11 100 dollars) et les groupes spéciaux d'experts (4 900 dollars);

d) Etablissements humains. L'augmentation de 100 700 dollars était due principalement à des dépenses additionnelles encourues pour un agent surnuméraire de la catégorie des services généraux qui a été affecté par la suite à un poste vacant;

e) Développement industriel. Le supplément net de 72 100 dollars résulte d'augmentations au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel (85 700 dollars), qui ont été en partie compensées par des diminutions au titre des consultants (6 300 dollars) et des groupes spéciaux d'experts (7 300 dollars);

f) Commerce international et financement du développement. La diminution globale de 148 300 dollars est due à des économies aux rubriques Postes permanents et Dépenses communes de personnel (105 900 dollars) à la suite d'un transfert administratif de certains fonctionnaires qui ont été affectés à un autre sous-programme au cours de l'exercice biennal; et à des économies également aux rubriques Consultants (32 600 dollars) et Groupes spéciaux d'experts (9 800 dollars);

g) Ressources naturelles. La diminution globale de 103 200 dollars correspond à une économie aux rubriques Postes permanents et Dépenses communes de personnel (94 700 dollars), le nombre de postes vacants ayant été plus élevé que prévu, et à une économie à la rubrique Groupes spéciaux d'experts (8 500 dollars);

h) Questions énergétiques. L'augmentation de 124 400 dollars est due au fait que les dépenses effectives ont été supérieures aux coûts standard pour les postes permanents et les dépenses communes de personnel (126 700 dollars), ce qui a été compensé en partie par une réduction nette des ressources nécessaires pour les consultants et les groupes spéciaux d'experts (2 300 dollars);

i) Population. L'augmentation de 649 600 dollars est le résultat des facteurs suivants : différence entre les dépenses effectives, plus élevées, et les coûts standard pour les dépenses communes de personnel; départ d'un haut fonctionnaire; transfert administratif de fonctionnaires qui étaient affectés à un autre sous-programme, au cours de l'exercice biennal; et application d'une proposition qui prévoyait de couvrir ponctuellement un déficit dans le budget d'un certain nombre de postes du Centre latino-américain de démographie normalement financés par le FNUAP et pour lesquels celui-ci n'a pas versé les fonds escomptés en 1991;

j) Science et technique. La réduction globale de 68 900 dollars est due au fait que les dépenses effectives ont été inférieures aux coûts standard pour les postes permanents et les dépenses communes de personnel (58 000 dollars), et à une économie à la rubrique Consultants (10 900 dollars);

k) Développement social et affaires humanitaires. Les dépenses additionnelles (222 200 dollars) s'expliquent par le transfert administratif d'un fonctionnaire emprunté à un autre sous-programme et la différence entre les coûts standard et les dépenses effectives pour les postes permanents et les dépenses communes de personnel (241 800 dollars); elles ont été atténuées par des diminutions au titre des consultants (16 900 dollars) et des groupes spéciaux d'experts (2 700 dollars);

l) Transport, communications et tourisme. Le supplément net de 64 200 dollars correspond à des augmentations au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel, dues à des écarts entre les coûts standard et les dépenses effectives (76 900 dollars), lesquelles ont été partiellement compensées par une diminution au titre des groupes spéciaux d'experts (12 700 dollars);

m) Appui aux programmes. La diminution nette de 3 459 100 dollars traduit principalement une économie (3 393 000 dollars) due au fait que les dépenses afférentes aux postes permanents et les dépenses communes de personnel ont été inférieures aux coûts standard à Santiago (3 711 300 dollars), et qui a eu pour contrepartie des augmentations au Mexique (219 600 dollars) et à Port of Spain (98 700 dollars). Elle comprend également des économies au titre du personnel temporaire (30 800 dollars) et des heures supplémentaires (66 400 dollars), qui ont été partiellement compensées par des dépenses additionnelles à la rubrique Consultants (31 100 dollars).

B. Frais de voyage (Augmentation : 115 600 dollars)

12.3 L'augmentation globale de 135 600 dollars correspond à la tenue de la vingt-quatrième session de la CEPALC à Caracas et aux autres réunions des organes directeurs qui ont eu lieu en dehors de Santiago, ce qui a été compensé en partie par des économies dans les frais généraux de fonctionnement. Les locaux et d'autres ressources ont été fournis par les gouvernements hôtes.

C. Imprimerie (Augmentation : 6 000 dollars)

12.4 L'augmentation de 6 000 dollars correspond aux dépenses additionnelles requises pour les travaux contractuels d'imprimerie au bureau de Port of Spain.

D. Autres services contractuels (Diminution : 98 700 dollars)

12.5 L'économie totale de 98 700 dollars est répartie entre deux objets de dépenses : services informatiques contractuels (93 000 dollars) et traduction contractuelle (5 700 dollars). Un montant de 65 000 dollars a été prélevé sur ce total pour l'achat de matériel informatique.

E. Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 390 700 dollars)

12.6 La diminution nette de 390 700 dollars est due à des économies aux rubriques Location et entretien des locaux (103 100 dollars), Eclairage, chauffage, énergie et eau (32 500 dollars), Location et entretien du matériel (135 100 dollars) et Communications (128 600 dollars), lesquelles ont été compensées en partie par des dépenses additionnelles à la rubrique des services divers (8 600 dollars), en raison d'une hausse des tarifs de fret. L'économie nette enregistrée pour la location et l'entretien des locaux provient des écarts entre les coûts standard et les dépenses effectives pour les loyers et l'entretien des locaux à Santiago, Mexico et Port of Spain. Les ressources consacrées à la location et à l'entretien du matériel ont été réduites pour permettre l'achat de matériel informatique. L'économie dans les frais de communication est due à une utilisation plus efficace et plus économique des moyens de communication et à une supervision plus étroite des dépenses.

**F. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 125 300 dollars)**

12.7 Le montant supplémentaire prévu (125 300 dollars) servirait à financer l'achat de matériel informatique et serait couvert par les économies réalisées aux rubriques Location et entretien du matériel et Services informatiques contractuels, comme indiqué aux paragraphes 12.5 et 12.6 ci-dessus.

CHAPITRE 13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Tableau 13.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
59 307,1	417,4	-	-	1 193,6	1 611,0	60 918,1

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
5 402,4	ii) Des programmes extrabudgétaires	5 902,0
5 402,4		Total a) 5 902,0
-	b) Activités de fond	-
-		Total b) -

Tableau 13.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	888,3
953,8	Programme des Nations Unies pour l'environnement	30,0
-	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	-
94,2	Banque islamique de développement	90,4
-	Programme des Nations Unies pour le développement	21 962,2
19 182,1	Fonds des Nations Unies pour la population	9 077,8
7 570,4	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	1 794,0
1 794,0	Organisation internationale du Travail	218,0
218,0	Sources bilatérales	1 732,9
2 007,6		<u>35 793,6</u>
31 820,1	Total c)	
37 222,5	Total a), b) et c)	41 695,6
96 529,6	Total 1 et 2	102 613,7

Tableau 13.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles									
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Decisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991			
A. Organes directeurs	504,7	-	-	(56,0)	(56,0)	448,7				
B. Direction exécutive et administration	2 900,1	32,6	-	224,7	257,3	3 157,4				
C. Programmes d'activité	30 377,7	318,9	-	2 473,9	2 792,8	33 170,5				
1. Alimentation et agriculture	1 862,3	20,7	-	93,8	114,5	1 976,8				
2. Affaires maritimes	54,5	-	-	(20,0)	(20,0)	34,5				
3. Questions et politiques relatives au développement	10 170,6	95,2	-	250,4	345,6	10 516,2				
4. Environnement	440,3	4,1	-	90,3	94,4	534,7				
5. Etablissements humains	566,7	7,0	-	27,1	34,1	600,8				
6. Développement industriel	3 059,6	32,0	-	100,4	132,4	3 192,0				
7. Commerce international	2 490,2	27,8	-	115,4	143,2	2 633,4				
8. Ressources naturelles	1 905,5	21,3	-	83,9	105,2	2 010,7				
9. Energie	544,8	7,0	-	(121,1)	(114,1)	430,7				
10. Population	1 199,5	13,0	-	175,0	188,8	1 388,3				

Tableau 13.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991	
11. Administration et finances publiques	971,7	11,3	-	-	46,8	58,1	1 029,8	
12. Science et technique	505,8	7,0	-	-	290,4	297,4	803,2	
13. Développement social et affaires humanitaires	1 589,4	17,5	-	-	424,2	441,7	2 031,1	
14. Statistiques	2 411,5	24,4	-	-	355,8	300,2	2 791,7	
15. Transports, communications et tourisme	2 525,3	29,8	-	-	561,5	591,3	3 116,6	
D. Appui aux programmes	25 524,6	65,9	-	-	(1 445,0)	(1 383,1)	24 141,5	
1. Services de conférence	5 109,6	35,1	-	-	(318,7)	(283,6)	4 826,0	
2. Gestion des activités de coopération technique	719,5	8,5	-	-	145,6	154,1	873,6	
3. Administration et services communs	19 293,3	17,7	-	-	(1 066,9)	(1 049,2)	18 244,1	
4. Groupe de planification de la construction	482,2	4,6	-	-	(209,0)	(204,4)	197,8	
Total	59 307,1	417,4	-	-	1 193,6	1 611,0	60 918,1	

Tableau 13.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	(10,0)	-	(21,0)	-	(20,0)	(5,0)	(56,0)
B. Direction exécutive et administration	262,3	(5,0)	-	-	-	-	257,3
C. Programmes d'activité	3 056,7	(170,0)	(18,6)	(10,0)	(65,3)	-	2 792,8
1. Alimentation et agriculture	119,5	(5,0)	-	-	-	-	114,5
2. Affaires maritimes	(20,0)	-	-	-	-	-	(20,0)
3. Questions et politiques relatives au dévelop- pement	565,6	(150,0)	-	(10,0)	(60,0)	-	345,6
4. Environnement	99,7	-	-	(5,3)	-	-	94,4
5. Etablissements humains	34,1	-	-	-	-	-	34,1
6. Développement industriel	142,4	(10,0)	-	-	-	-	132,4
7. Commerce international	148,2	(5,0)	-	-	-	-	143,2
8. Ressources naturelles	113,8	-	(8,6)	-	-	-	105,2
9. Energie	(114,1)	-	-	-	-	-	(114,1)

Tableau 13.3 (suite)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres		Frais	Fournitures,	Divers	Total
	et dépenses	voyage	services	contractuels	généraux	accessoires,		
	communes de	personnel	immobiliers	liés	de fonc-	mobilier et		
	personnel		liés	liés	tiement	matériel		
10. Population	188,8	-	-	-	-	-	-	188,8
11. Administration et finances publiques	58,1	-	-	-	-	-	-	58,1
12. Science et technique	297,4	-	-	-	-	-	-	297,4
13. Développement social et affaires humanitaires	441,7	-	-	-	-	-	-	441,7
14. Statistiques	390,2	-	(10,0)	-	-	-	-	380,2
15. Transports, communications et tourisme	591,3	-	-	-	-	-	-	591,3
D. Appui aux programmes	(1 286,7)	78,4	-	-	(174,7)	(0,1)	-	(1 383,1)
1. Services de conférence	(253,6)	(30,0)	-	-	-	-	-	(283,6)
2. Gestion des activités de coopération technique	154,1	-	-	-	-	-	-	154,1
3. Administration et services communs	(991,3)	116,9	-	-	(174,7)	(0,1)	-	(1 049,2)
4. Groupe de planification de la construction	(195,9)	(8,5)	-	-	-	-	-	(204,4)
Total	2 022,3	(96,6)	(39,6)	(10,0)	(260,0)	(5,1)	-	1 611,0

CHAPITRE 13. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

I. EXECUTION DU PROGRAMME

13.1 La Commission économique pour l'Afrique s'est acquittée de ses responsabilités conformément aux objectifs énoncés dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991. L'exécution du programme d'activités a dans une certaine mesure pâti de l'évolution politique interne du pays hôte, qui a contraint à évacuer temporairement le personnel du secrétariat de la Commission.

II. MONTANTS REVISES (Augmentation : 1 611 000 dollars)

13.2 L'augmentation prévue, à savoir 1 611 000 dollars, se répartit sur les rubriques Divers (1 193 600 dollars) et Inflation (417 400 dollars).

13.3 L'augmentation globale en question est le résultat d'augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (2 022 300 dollars) et de diminutions au titre des frais de voyage (96 600 dollars), de l'imprimerie (39 600 dollars), des frais généraux de fonctionnement (260 000 dollars) et d'autres objets de dépenses (15 100 dollars).

13.4 L'augmentation au titre des dépenses de personnel (2 022 300 dollars) est le résultat net des facteurs ci-après : augmentations au titre des postes permanents et temporaires (1 005 500 dollars) et des dépenses communes de personnel (1 159 100 dollars) et diverses diminutions au titre d'autres éléments des dépenses de personnel (142 300 dollars au total).

13.5 L'augmentation au titre des traitements (1 005 500 dollars) est due aux augmentations accordées au personnel en juillet 1990 et juillet 1991.

13.6 L'augmentation au titre des dépenses communes de personnel (1 159 100 dollars) est le résultat net d'un certain nombre de facteurs, à savoir : a) à compter de juillet 1990, la prime de mobilité et de sujétion et les montants révisés de la prime d'affectation ont été appliqués à Addis-Abeba, suite à l'approbation par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session de la recommandation correspondante de la CPPI, d'où des dépenses supplémentaires de 1 270 700 dollars; b) l'évacuation nécessaire des fonctionnaires et des personnes à leur charge effectuée en 1991 en raison de la crise politique dans le pays hôte a entraîné des dépenses imprévues au titre de l'indemnité journalière de subsistance et des frais de voyage par avion, soit au total 791 000 dollars; et c) le recours aux moyens de formation du Siège pour exécuter le programme de formation du personnel dans le cadre de la mise en place du projet de bureautique de la CEA a permis de réaliser 350 300 dollars d'économies, et diverses autres économies au titre des dépenses communes de personnel par rapport aux couts standard ont permis de réaliser au total 552 300 dollars d'autres économies.

13.7 La diminution au titre des frais de voyage (96 600 dollars) est essentiellement imputable aux économies réalisées sur les activités d'examen final du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

13.8 L'économie de 39 600 dollars au titre des travaux d'imprimerie s'explique par des modifications dans l'exécution du programme de publication de la CEA et par une plus grande exploitation de la capacité interne d'impression.

13.9 La diminution nette au titre des frais généraux d'exploitation (260 000 dollars) correspond aux économies réalisées sur les dépenses opérationnelles afférentes à la location et à l'entretien des locaux et du matériel par suite de l'évolution favorable des conditions du marché local (420 000 dollars) dont il faut déduire l'augmentation à la rubrique Communications (160 000 dollars) imputable à l'installation d'un nouveau système téléphonique à la CEA.

CHAPITRE 14. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR
 L'ASIE OCCIDENTALE

Tableau 14.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
43 938,0	250,3	-	-	1 527,2	1 777,5	45 715,5

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
534,6	ii) Des programmes extrabudgétaires	184,7
534,6	Total a)	184,7

b) Activités de fond :

25,0	Programme des Nations Unies pour l'environnement	-
27,0	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	-
29,8	Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CESAO	30,3
404,1	Sources bilatérales	-
190,0	Autres sources	-
675,9	Total b)	30,3

Tableau 14.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
1 730,0	Programme des Nations Unies pour le développement	173,8
1 395,4	Fonds des Nations Unies pour la population	271,6
153,0	Programme des Nations Unies pour l'environnement	178,0
500,0	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	210,1
-	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	7,0
19,4	Fonds d'affectation spéciale pour les les activités régionales de la CESAO	-
178,5	Sources bilatérales	96,4
190,0	Autres sources	168,7
4 166,3	Total c)	1 105,6
5 376,8	Total a), b) et c)	1 320,6
40 314,8	Total 1 et 2	47 036,1

Tableau 14.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Précisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs	107,4	-	-	-	(69,3)	(69,3)	38,1
B. Direction exécutive et administration	3 281,5	20,4	-	-	137,6	166,0	3 447,5
C. Programmes d'activité	18 013,5	159,9	-	-	1 308,1	1 468,0	19 481,5
1. Alimentation et agriculture	1 679,2	14,7	-	-	320,5	335,2	2 014,4
2. Questions et politiques relatives au développement	1 799,9	17,2	-	-	277,5	294,7	2 094,6
3. Environnement	354,9	2,6	-	-	(237,6)	(235,0)	119,9
4. Etablissements humains	1 114,5	10,0	-	-	52,3	62,3	1 176,8
5. Développement industriel	2 217,2	20,6	-	-	(89,9)	(69,3)	2 147,9
6. Commerce international	639,6	5,7	-	-	116,9	111,2	528,4
7. Ressources naturelles	695,4	6,2	-	-	119,1	125,3	820,7
8. Energie	1 220,6	10,3	-	-	370,3	380,6	1 601,2

Tableau 14.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
9. Population	1 726,8	15,8	-	-	9,7	25,5	1 752,3
10. Finances publiques	488,7	4,7	-	-	(101,4)	(96,7)	384,0
11. Science et technique	940,7	8,2	-	-	49,2	57,4	998,1
12. Développement social	1 576,8	16,2	-	-	76,2	92,4	1 669,2
13. Statistiques	1 875,5	13,2	-	-	405,1	418,3	2 293,8
14. Transports, communications et tourisme	1 691,7	14,5	-	-	174,0	188,5	1 880,2
D. Appui aux programmes	22 535,6	62,0	-	-	150,8	212,8	22 748,4
1. Services d'information	-	-	-	-	-	-	-
2. Services de conférence	4 623,9	28,3	-	-	21,8	50,1	4 674,0
3. Gestion des activités de coopération technique	535,3	5,7	-	-	169,9	175,6	710,9
4. Services administratifs et services communs	17 376,4	28,0	-	-	(40,9)	(12,9)	17 363,5
Total	43 938,0	250,3	-	-	1 527,2	1 777,5	45 715,5

Tableau 14.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, meublier et matériel	Divers	Total
10. Finances publiques	(96,7)	-	-	-	-	-	-	(96,7)
11. Science et technique	57,4	-	-	-	-	-	-	57,4
12. Développement social	92,4	-	-	-	-	-	-	92,4
13. Statistiques	418,3	-	-	-	-	-	-	418,3
14. Transports, communi- cations et tourisme	188,5	-	-	-	-	-	-	188,5
D. Appui aux programmes	388,2	-	-	(40,0)	(35,4)	(100,0)	-	212,8
1. Services d'information	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Services de conférence	50,1	-	-	-	-	-	-	50,1
3. Gestion des activités de coopération technique	175,6	-	-	-	-	-	-	175,6
4. Services administratifs et services communs	162,5	-	-	(40,0)	(35,4)	(100,0)	-	(12,9)
Total	1 952,9	-	-	(40,0)	(35,4)	(100,0)	-	1 777,5

CHAPITRE 14. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR
L'ASIE OCCIDENTALE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 1 777 500 dollars)

14.1 L'augmentation totale de 1 777 500 dollars correspond à une augmentation au titre de l'inflation (250 300 dollars) et à une augmentation nette des divers (1 527 200 dollars). L'augmentation des divers s'explique par une augmentation au titre des traitements et des dépenses communes de personnel (1 952 900), dont il faut retrancher des diminutions nettes au titre des frais généraux de fonctionnement (35 400 dollars), des fournitures, accessoires, mobilier et matériel (100 000 dollars) et des autres services contractuels (40 000 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 1 952 900 dollars)

14.2 Cette augmentation nette de 1 952 900 dollars est le résultat de frais imprévus au titre des dépenses communes de personnel résultant de la crise dans la région. Il s'agit, notamment, de l'indemnité journalière de subsistance versée au personnel évacué, des indemnités de licenciement versées au personnel local à Bagdad, des frais de voyage et d'autres indemnités et prestations obligatoires.

B. Services contractuels, frais généraux de fonctionnement
et fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 175 400 dollars)

14.3 Le montant net total de la diminution à ce titre, soit 175 400 dollars, s'explique par le fait que les ressources nécessaires ont été moindres à Bagdad au cours de la période où les activités se sont arrêtées en raison de la situation dans la région. Toutefois de nouvelles dépenses se sont avérées nécessaires ensuite en raison du regroupement temporaire à Amman (Jordanie). Les économies réalisées portaient sur les travaux extérieurs de traitement des données (40 000 dollars), les frais généraux de fonctionnement (35 400 dollars) et le mobilier et matériel (100 000 dollars).

**CHAPITRE 15. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT**

Tableau 15.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
84 381,2	1 204,6	(866,4)	-	(300,2)	38,0	84 419,2

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
4 194,3	ii) Des programmes extrabudgétaires	4 194,3
4 194,3	Total a)	4 194,3
	b) Activités de fond	-
	Total b)	-

Tableau 15.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
33 000,0	Programme des Nations Unies pour le développement	32 600,0
8 000,0	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	7 400,0
41 000,0	Total c)	40 000,0
45 194,3	Total a), b) et c)	44 194,3
129 575,5	Total 1 et 2	128 613,5

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs :							
Session de la Conférence	651,1	(4,9)	(12,3)	-	-	(17,2)	633,9
B. Direction exécutive et administration	9 103,6	122,8	(84,6)	-	1 576,1	1 614,3	10 717,9
C. Programmes d'activité	53 319,5	786,2	(561,3)	-	(2 961,2)	(2 736,3)	50 583,2
1. Questions monétaires, questions financières et développement	9 327,9	149,6	(91,6)	-	195,7	253,7	9 581,6
2. Produits de base	9 516,4	138,3	(93,3)	-	(1 470,5)	(1 425,5)	8 090,9
3. Articles manufacturés et semi-finis	8 539,1	120,6	(83,7)	-	522,8	559,7	9 098,8
4. Transports maritimes	6 194,1	87,2	(61,1)	-	175,2	201,3	6 395,4
5. Transfert de technologie	4 690,9	56,8	(46,2)	-	(601,6)	(591,0)	4 099,9
6. Coopération économique entre pays en développement	4 703,3	56,8	(46,2)	-	(393,5)	(382,9)	4 320,4
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	2 608,0	31,5	(25,7)	-	52,0	57,8	2 665,8

Tableau 15.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
6. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	5 916,9	122,4	(95,6)	-	(839,6)	(812,8)	5 104,1
9. Assurances	1 008,5	12,4	(9,9)	-	(234,9)	(232,4)	776,1
10. Facilitation du commerce	814,4	10,6	(8,0)	-	(366,8)	(364,2)	450,2
D. Appui aux programmes	21 307,0	300,5	(208,2)	-	1 084,9	1 177,2	22 484,2
1. Services statistiques et informatiques	6 044,8	124,2	(59,5)	-	1 457,2	1 521,9	7 566,7
2. Services d'appui aux programmes et services communs	15 262,2	176,3	(148,7)	-	(372,3)	(344,7)	14 917,5
Total	84 381,2	1 204,6	(866,4)	-	(300,2)	38,0	84 419,2

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnes		Frais de voyage		Imprimerie contractuels		Autres services		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
A. Organes directeurs :														
Session de la Conférence	(3,9)	(10,9)	-	-	(2,4)	-	-	-	-	-	-	-	-	(17,2)
B. Direction exécutive et administration	1 511,4	103,7	(25,8)	25,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 614,3
C. Programmes d'activité	(2 408,0)	(193,2)	(135,1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 736,3)
1. Questions monétaires, questions financières et développement	256,6	(1,9)	(1,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	253,7
2. Produits de base	(1 397,8)	(27,7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 425,5)
3. Articles manufacturés et semi-finis	615,9	(2,8)	(53,4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	559,7
4. Transports maritimes	206,3	(2,1)	(2,9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	201,3
5. Transfert de technologie	(535,2)	(55,8)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(591,0)
6. Coopération économique entre pays en développement	(354,8)	(1,4)	(26,7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(382,9)

Tableau 15.3 (suite)

Programmes	Fraitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	84,4	(26,6)	-	-	-	-	-	57,8
8. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	(723,3)	(38,4)	(51,1)	-	-	-	-	(812,8)
9. Assurances	(206,5)	(25,9)	-	-	-	-	-	(232,4)
10. Facilitation du commerce	(353,6)	(10,6)	-	-	-	-	-	(364,2)
D. Appui aux programmes	1 861,5	(25,8)	(66,1)	10,0	(700,9)	98,5	-	1 177,2
1. Services statistiques et informatiques	1 523,1	(0,3)	(0,9)	-	-	-	-	1 521,9
2. Services d'appui aux programmes et services communs	338,4	(25,5)	(65,2)	10,0	(700,9)	98,5	-	(344,7)
Total	961,0	(126,2)	(227,0)	35,0	(703,3)	98,5	-	38,0

CHAPITRE 15. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

I. EXECUTION DU PROGRAMME

15.1 Le programme de travail de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est demeuré axé sur l'application des dispositions de l'Acte final de la septième session de la Conférence. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a été préparée et s'est tenue au cours de la première moitié de l'exercice biennal, et l'exécution du Plan d'action pour les pays les moins avancés dans les années 90, adopté à l'issue de cette conférence, a été par la suite intégré au programme de travail. Au cours de la seconde moitié de l'exercice biennal, il a fallu établir l'ordre du jour et la documentation de la huitième session de la CNUCED. Il a fallu pour cela procéder à un certain nombre de réaffectations entre programmes afin d'exécuter le programme de travail et de consolider la réorganisation du secrétariat de la CNUCED entamée au cours de l'exercice biennal précédent.

15.2 En 1991, la CNUCED a fourni des services administratifs au secrétariat du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, créé en application de la résolution 45/212 de l'Assemblée générale. Faute de trouver une autre source de financement pour les premières opérations de ce secrétariat, le Contrôleur a accordé l'autorisation d'engager des dépenses d'un montant total de 229 500 dollars, en sus de l'emprunt de trois postes pour la période du 1er avril au 31 décembre 1991 (1 P-3, 1 P-2, 1 GS), ce qui représente 179 500 dollars, pour le compte du Comité intergouvernemental de négociation, sommes qui figurent au chapitre 15 parmi les dépenses de la CNUCED.

II. MONTANTS REVISES (Augmentation : 38 000 dollars)

15.3 Le montant révisé total de 84 419 200 dollars représente une augmentation de 38 000 dollars, qui résulte d'une inflation plus forte que prévu (1 204 600 dollars), en partie compensée par des économies dues à l'évolution favorable des taux de change (866 400 dollars) et par une diminution de 300 200 dollars à la rubrique Divers.

A. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 961 000 dollars)

15.4 L'augmentation de 961 000 dollars des ressources nécessaires pour les traitements et dépenses communes de personnel est imputable au taux de rotation plus faible que prévu en ce qui concerne les postes permanents et à l'impact d'une inflation plus forte que prévu. La CNUCED a dû en outre prévoir un montant de 41 400 dollars au titre du personnel temporaire et un autre de 179 500 dollars pour l'emprunt de trois postes (1 P-3, 1 P-2, 1 GS) pour le compte du secrétariat du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, comme expliqué au paragraphe 15.2.

B. Frais de voyage (Diminution : 126 200 dollars)

15.5 La diminution enregistrée à cette rubrique tient aux frais encourus dans le cadre des activités relatives au Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, soit 149 100 dollars au total, et aux économies réalisées sur les ressources effectivement nécessaires au titre de la participation aux réunions de la CNUCED de représentants des mouvements de libération nationale.

C. Imprimerie (Diminution : 227 000 dollars)

15.6 La diminution des ressources nécessaires à cette rubrique correspond au transfert de 25 000 dollars de la rubrique Imprimerie à l'information, pour préparer un film sur la huitième session de la Conférence, et aux économies réalisées grâce aux taux de change.

D. Autres services contractuels (Augmentation : 35 000 dollars)

15.7 Cette augmentation correspond à des transferts de ressources prélevées sur d'autres rubriques de dépenses pour préparer un film sur la huitième session de la Conférence.

E. Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 703 300 dollars)

15.8 Cette diminution de 703 300 dollars est imputable à un transfert de ressources pour l'achat de matériel destiné à remplacer le matériel périmé de traitement électronique de l'information (TEI) et de traitement de textes de la CNUCED (59 500 dollars) et à des économies réalisées sur cet objet de dépenses (643 800 dollars).

**F. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 98 500 dollars)**

15.9 L'augmentation de 98 500 dollars enregistrée à ce titre regroupe les dépenses encourues pour le matériel informatique et les machines de traitement de textes destinés au secrétariat du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques (39 000 dollars) et les ressources supplémentaires nécessitées par l'achat de matériel de TEI et de traitement de textes pour la CNUCED (59 500 dollars).

CHAPITRE 16. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Tableau 16.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
16 855,7	320,9	(955,5)	-	(306,3)	(940,9)	15 914,8
2. Budget ordinaire (autres ressources)						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
16 855,7	Contribution du GATT					15 914,8
1 180,2	Recettes accessoires					1 183,2
18 035,9						17 098,0
4 891,6	Total 1 et 2					33 012,8

Tableau 16.1 (suite)

3. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
10 300,0	ii) Des programmes extrabudgétaires	8 900,0
<u>10 300,0</u>	Total a)	8 900,0
-	b) Activités de fond	-
<u>-</u>	Total b)	-
	c) Projets opérationnels :	
41 100,0	Programme des Nations Unies pour le développement	35 000,0
38 100,0	Fonds d'affectation spéciale	33 700,0
<u>79 200,0</u>	Total c)	68 700,0
89 500,0	Total a), b) et c)	77 600,0
124 391,6	Total 1, 2 et 3	110 612,8

Tableau 16.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
Promotion du commerce	34 891,6	641,8	(1 911,1)	-	(609,5)	(1 878,8)	33 012,8
Déduction des recettes accessoires	(1 180,2)	-	-	-	(3,0)	(3,0)	(1 183,2)
Total	33 711,4	641,8	(1 911,1)	-	(612,5)	(1 881,8)	31 829,6

Tableau 16.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	(En milliers de dollars des Etats-Unis)							Total
	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total	
Promotion du commerce	(840,4)	(8,7)	(38,9)	(162,2)	(819,9)	(8,7)	-	(1 878,8)
Déduction des recettes accessoires	-	-	-	-	-	-	(3,0)	(3,0)
Total	(840,4)	(8,7)	(38,9)	(162,2)	(819,9)	(8,7)	(3,0)	(1 881,8)

CHAPITRE 16. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

MONTANTS REVISES

(Contribution de l'ONU - Diminution : 940 900 dollars)

(Budget ordinaire du CCI - Diminution : 1 881 800 dollars)

16.1 Le budget ordinaire du Centre est financé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et le GATT. A sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale a approuvé un crédit révisé de 16 855 700 dollars pour couvrir la participation de l'ONU au budget ordinaire révisé du Centre, estimé au total à 34 891 600 dollars pour l'exercice biennal 1990-1991. Le solde du montant estimatif des dépenses du Centre devait être financé par le GATT (16 855 700 dollars) et par les recettes accessoires (1 180 200 dollars). Pour faciliter l'examen du présent rapport, les tableaux 16.2 et 16.3, ainsi que les explications qui suivent, portent sur le budget ordinaire du Centre et non pas uniquement sur la part qui est à la charge de l'ONU.

16.2 La diminution nette de 1 881 800 dollars du budget ordinaire du Centre résulte d'économies réalisées grâce au taux de change (1 911 100 dollars) et au titre des divers (612 500 dollars), partiellement compensées par une augmentation due à l'inflation (641 800 dollars).

16.3 Cette diminution nette de 1 881 800 dollars concerne les traitements et dépenses communes de personnel (840 400 dollars), les frais de voyage (8 700 dollars), les travaux d'imprimerie (38 900 dollars), les autres services contractuels (162 200 dollars), les frais généraux de fonctionnement (819 900 dollars) et les fournitures, accessoires, mobilier et matériel (8 700 dollars); elle est également due à une augmentation de 3 000 dollars des recettes accessoires.

A. Traitements et dépenses communes de personnel (Diminution : 840 400 dollars)

16.4 La diminution enregistrée à cette rubrique (840 400 dollars) tient aux économies réalisées par suite des fluctuations des taux de change (1 476 400 dollars) et au titre des divers (81 500 dollars), partiellement contrebalancées par une augmentation au titre de l'inflation (717 500 dollars).

16.5 Les économies réalisées au titre des divers (81 500 dollars) comprennent une diminution nette de 28 100 dollars, résultat d'une diminution de 69 600 dollars au titre des postes permanents et d'une augmentation de 41 500 dollars au titre des dépenses communes de personnel. La diminution au titre des postes permanents résulte de l'écart entre les coûts standard et les coûts effectifs, tandis que l'augmentation au titre des dépenses communes de personnel est imputable à un taux élevé de cessation de service pour cause de départ à la retraite. Les économies réalisées au titre du personnel temporaire pour les réunions (36 100 dollars) correspondent aux montants effectifs facturés par l'Office des Nations Unies à Genève pour les services

fournis à l'occasion des vingt-troisième et vingt-quatrième sessions du Groupe consultatif mixte. Enfin, les économies réalisées au titre des heures supplémentaires se montent à 17 300 dollars.

B. Frais de voyage (Diminution : 8 700 dollars)

16.6 La diminution de 8 700 dollars à cette rubrique résulte d'économies imputables aux taux de change (19 500 dollars) et à l'inflation (34 200 dollars), contrebalancées par une augmentation des divers (45 000 dollars).

C. Imprimerie (Diminution : 38 900 dollars)

16.7 Cette diminution de 38 900 dollars correspond à des économies réalisées grâce aux taux de change (28 100 dollars) et au titre de l'inflation (2 800 dollars) et des divers (8 000 dollars).

16.8 Les économies au titre des divers (8 000 dollars) sont imputables à la remise de la publication de certaines études dont le texte définitif n'a été arrêté qu'avec retard.

D. Autres services contractuels (Diminution : 162 200 dollars)

16.9 La diminution enregistrée à cette rubrique (162 200 dollars) correspond à des économies réalisées grâce aux taux de change (49 800 dollars) et au titre de l'inflation (5 000 dollars) et des divers (107 400 dollars).

16.10 Les économies réalisées au titre des divers (107 400 dollars) sont attribuables à la traduction contractuelle, la publication de certaines études ayant dû être remise à cause des retards dans l'établissement de leur texte définitif.

E. Frais généraux de fonctionnement (Diminution 819 900 dollars)

16.11 Cette diminution de 819 900 dollars est due à des économies réalisées grâce aux taux de change (283 800 dollars) et au titre de l'inflation (28 500 dollars) et des divers (507 600 dollars).

16.12 Les économies au titre des divers (507 600 dollars) tiennent à la révision d'un certain nombre de contrats d'entretien (267 400 dollars), aux économies réalisées au titre des communications (273 000 dollars), en raison du maintien de l'accord avec les autorités postales suisses concernant les tarifs réduits pour les envois en gros centralisés par l'Office des Nations Unies à Genève, ces économies étant contrebalancées par une augmentation au titre des services divers (33 500 dollars) imputable aux frais plus élevés que prévu encourus pour assurer le stock plus important de matériel de TEI.

F. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 8 700 dollars)

16.13 Cette diminution de 8 700 dollars résulte d'économies réalisées grâce aux taux de change (53 500 dollars) et au titre de l'inflation (5 200 dollars), en partie contrebalancées par une augmentation au titre des divers (50 000 dollars).

16.14 L'augmentation au titre des divers (50 000 dollars) s'explique par les tarifs plus élevés des abonnements à des périodiques utilisés pour mener à bien le programme de travail du Centre.

G. Autres changements (Augmentation : 3 000 dollars)

16.15 L'augmentation de 3 000 dollars enregistrée à cette rubrique s'explique par une augmentation correspondante des recettes (3 000 dollars) due aux facteurs suivants : augmentation des virements du compte excédentaire (57 700 dollars), résultant d'économies réalisées ou d'annulations concernant des engagements d'années précédentes; augmentation des intérêts des placements (8 000 dollars), l'excédent en espèces rapportant plus que prévu; augmentation de la vente des publications (3 000 dollars); diminution au titre de la location de bureaux (55 500 dollars) et emplacements de stationnement (9 200 dollars); et augmentation par rapport aux prévisions des recettes des restaurants et services annexes du bâtiment et divers éléments tels que la vente de matériel usagé et le remboursement de dépenses d'années précédentes (1 000 dollars au total).

CHAPITRE 17. CENTRE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE
 AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Tableau 17.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
4 490,9	(16,0)	-	-	(131,6)	(147,6)	4 343,3

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
34,7	ii) Des programmes extrabudgétaires	34,7
34,7	Total a)	34,7

Tableau 17.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	b) Activités de fond :	
	Fonds d'affectation spéciale pour les activités spéciales dans le domaine de la science et de la technique au service du développement	
137,5		137,5
129,4	Sources bilatérales	129,4
<u>266,9</u>	Total b)	<u>266,9</u>
-	c) Projets opérationnels	-
<u>-</u>	Total c)	<u>-</u>
301,6	Total a), b) et c)	301,6
4 792,5	Total 1 et 2	4 644,9

Tableau 17.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant révisé crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total		
A. Organes directeurs	411,4	(3,8)	-	-	(50,0)	(53,8)	357,6	
B. Direction exécutive et administration	630,1	(0,9)	-	-	(106,7)	(107,6)	522,5	
C. Programme d'activité :								
Science et technique au service du développement	3 393,3	(11,0)	-	-	(20,7)	(31,7)	3 361,6	
D. Appui aux programmes :								
Services administratifs et services communs	56,1	(0,3)	-	-	45,8	45,5	101,6	
Total	4 490,9	(16,0)	-	-	(131,6)	(147,6)	4 343,3	

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses communes de personnel	voyage	services contractuels	généraux de fonc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel	
A. Organes directeurs	-	(53,8)	-	-	-	(53,8)
B. Direction exécutive et administration	(107,6)	-	-	-	-	(107,6)
C. Programme d'activité : Science et technique au service du développement	(66,5)	20,0	14,8	-	-	(31,7)
D. Appui aux programmes : Services administratifs et services communs	9,6	-	-	13,2	22,7	45,5
Total	(164,5)	(33,8)	14,8	13,2	22,7	(147,6)

**CHAPITRE 17. CENTRE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE
AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT**

MONTANTS REVISES (Diminution : 147 600 dollars)

17.1 La diminution nette de 147 600 dollars correspond à des réductions au titre de l'inflation (16 000 dollars) et des divers (131 600 dollars), qui sont exposées ci-après.

**A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 164 500 dollars)**

17.2 La diminution de 164 500 dollars s'explique par le fait que les dépenses communes de personnel ont été inférieures, et les pourcentages de postes vacants supérieurs, aux prévisions (126 600 dollars), et par des économies aux rubriques Consultants (24 900 dollars) et Groupes spéciaux d'experts (22 600 dollars), ce qui a été compensé en partie par des dépenses additionnelles aux rubriques Personnel temporaire et Heures supplémentaires (9 600 dollars). De février à décembre 1991, les traitements et dépenses communes de personnel afférents au poste de secrétaire exécutif (D-2) du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques ont été imputés sur le poste de sous-secrétaire général qui était vacant au Centre.

B. Frais de voyage (Diminution : 33 800 dollars)

17.3 L'économie nette de 33 800 dollars provient d'une réduction des crédits nécessaires pour les organes directeurs (53 800 dollars), qui a été compensée en partie par un accroissement des dépenses (20 000 dollars) au titre des activités de fond pour permettre au personnel de participer à un certain nombre de réunions internationales importantes sur des sujets scientifiques et techniques.

C. Autres services contractuels (Augmentation : 14 800 dollars)

17.4 L'augmentation de 14 800 dollars correspond aux crédits supplémentaires nécessaires pour des travaux d'édition contractuels concernant les publications scientifiques du Centre.

D. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 13 200 dollars)

17.5 L'augmentation de 13 200 dollars correspond aux crédits supplémentaires nécessaires pour l'utilisation des lignes téléphoniques internationales, liée principalement aux fonctions de coordination assumées par le Centre.

**E. Fournitures, accessoires, matériel et mobilier
(Augmentation : 22 700 dollars)**

17.6 L'augmentation de 22 700 dollars correspond aux crédits supplémentaires nécessaires pour le matériel et les fournitures informatiques et les publications techniques dont le Centre a besoin pour ses travaux.

CHAPITRE 18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Tableau 18.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
11 576,2	595,4	(650,6)	-	427,4	372,2	11 948,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
	i) D'autres organismes des Nations Unies	
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : Compte spécial pour les dépenses d'appui au programme	
2 705,7		2 419,4
2 705,7	Total a)	2 419,4
	b) Activités de fond :	
	Fonds pour l'environnement : dépenses du programme	
32 257,1		30 817,8
32 257,1	Total b)	30 817,8

Tableau 18.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	c) Projets opérationnels :	
80 765,0	Fonds pour l'environnement	68 028,7
	Fonds d'affectation spéciale :	
8 924,2	Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	10 663,5
163,7	Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman et du Qatar	9,0
2 666,9	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	4 724,9
138,3	Fonds d'affectation spéciale pour les mers de l'Asie de l'Est	14,8
2 920,0	Fonds d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes	2 645,9
1 165,7	Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale et centrale	667,2
36,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les timbres-poste en faveur de la protection et de la conservation de la nature	44,4
294,8	Fonds d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est	240,7

Tableau 18.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
81,7	Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation en matière d'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes	144,1
3 423,0	Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3 359,7
653,9	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone	844,4
662,0	Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	748,1
53 333,3	Fonds d'affectation spéciale pour le Fonds multilatéral provisoire au titre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	9 358,4
424,3	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) pour un projet pilote intégré de gestion de l'environnement et de protection des écosystèmes andins	377,4
10,0	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) en vue de la fourniture au PNUE d'experts chargés de l'aider à formuler et à appliquer des politiques qui permettraient de faire face à la modification du climat	10,0
329,2	Fonds d'affectation spéciale destiné à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion de l'industrie, de l'environnement et des matières premières	577,3
285,9	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) pour la fourniture de services de consultants aux pays en développement	1 037,0

Tableau 18.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
270,0	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) destiné à la rémunération d'administrateurs	606,5
115,0	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) pour la fourniture de services d'experts à la base de données du PNUE sur les ressources mondiales	105,8
285,7	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) pour sensibiliser le public aux problèmes écologiques et mettre en place les mécanismes nécessaires dans les pays en développement	283,9
6,2	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) en vue d'appuyer le mécanisme apparenté à un centre d'échanges par la fourniture de services d'experts concernant les stratégies visant à résoudre les graves problèmes écologiques	7,0
30,0	Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'experts au Secrétariat de la couche d'ozone du PNUE	36,9
1 972,0	Fonds d'affectation pour la protection de la couche d'ozone en vertu de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal	1 487,4
1 142,0	Base de données sur les ressources mondiales (ARENDAL)	1 279,5
95,0	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) visant à fournir les services d'un sylviculteur	114,0
200,9	Fonds d'affectation spéciale destiné à faciliter l'application, dans les pays en développement, des dispositions du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	252,2
68,0	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) en faveur d'INFOTERRA	183,3

Tableau 18.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
2 567,5	Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs auxiliaires	2 262,6
685,5	Fonds d'affectation spéciale du "Prix Sasakawa pour l'environnement"	688,1
152,5	Compte spécial pour le Plan d'action pour lutter contre la désertification	313,8
-	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) pour l'exécution par le Programme des Nations Unies pour l'environnement des activités financées par le Fonds multilatéral provisoire créé en vertu du Protocole de Montréal	1 679,3
-	Fonds d'affectation spéciale pour l'exécution par le Programme des Nations Unies pour l'environnement des activités financées par le Fonds mondial pour la protection de l'environnement	877,2
-	Fonds d'affectation spéciale (coopération technique) destiné à développer et coordonner la mise en oeuvre du plan d'étude, d'évaluation et d'action face aux conséquences des dommages causés à l'environnement par le conflit entre le Koweït et l'Iraq	2 260,0
163 868,2	Total c)	115 933,0
198 831,0	Total a), b) et c)	149 170,2
210 407,2	Total 1 et 2	161 118,6

Tableau 18.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs :							
Sessions du Conseil d'administration	1 226,8	(14,3)	(159,6)	-	1 019,5	845,6	2 072,4
B. Direction exécutive et administration	2 938,8	171,6	(110,8)	-	(698,7)	(637,9)	2 300,9
1. Bureau du Directeur exécutif	1 761,2	165,8	(102,8)	-	(387,9)	(324,9)	1 436,3
2. Secrétariat du Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants	1 177,6	5,8	(8,0)	-	(310,8)	(313,0)	864,6
C. Programmes d'activité	3 822,4	265,9	(155,6)	-	(397,9)	(287,6)	3 534,8
1. Liaison et représentation régionale	1 207,6	10,8	(7,4)	-	(52,3)	(48,9)	1 158,7
2. Environnement	2 614,8	255,1	(148,2)	-	(345,6)	(238,7)	2 376,1

Tableau 18.2 (suite)

	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
D. Appui aux programmes	3 588,2	172,2	(224,6)	-	504,5	452,1	4 040,3	
1. Services de conférence	1 421,4	90,1	(85,9)	-	216,5	220,7	1 642,1	
2. Services administratifs et services communs	2 166,8	82,1	(138,7)	-	288,0	231,4	2 398,2	
Total	11 576,2	595,4	(650,6)	-	427,4	372,2	11 948,4	

Tableau 18.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie contractuels	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
D. Appui aux programmes	452,1	-	-	-	-	-	-	452,1
1. Services de conférence	220,7	-	-	-	-	-	-	220,7
2. Services administratifs et services communs	231,4	-	-	-	-	-	-	231,4
Total	409,4	(39,2)	(58,0)	-	50,0	10,0	-	372,2

CHAPITRE 18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

MONTANTS REVISES (Augmentation : 372 200 dollars)

18.1 L'augmentation nette de 372 200 dollars est due à des augmentations au titre de l'inflation (595 400 dollars) et des divers (427 400 dollars), qui ont été compensées en partie par une diminution liée aux taux de change (650 600 dollars).

18.2 Il y a eu augmentation au titre des traitements et dépenses communes de personnel (409 400 dollars), des frais généraux de fonctionnement (50 000 dollars), du mobilier et du matériel (10 000 dollars) et il y a eu diminution au titre des voyages (39 200 dollars) et des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure (58 000 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 409 400 dollars)

18.3 Cette augmentation nette de 409 400 dollars s'explique comme suit :

a) Sessions du Conseil d'administration. Le crédit ouvert pour les organes directeurs était fondé sur l'hypothèse qu'il n'y aurait qu'une seule session ordinaire de huit jours au cours de l'exercice biennal 1990-1991 (voir par. 18.9 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991), puisqu'on ne savait pas à ce moment-là que le Conseil d'administration tiendrait une session supplémentaire en 1990. Au paragraphe 1 de sa décision 15/4, le Conseil d'administration a en effet décidé de tenir en 1990 une session extraordinaire, immédiatement avant la première réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. A sa quatorzième session, le Conseil a également décidé de tenir une session ordinaire de 10 jours en 1991. L'augmentation nette de 767 100 dollars est le résultat des éléments suivants : économie réalisée grâce aux taux de change (129 300 dollars), diminution au titre de l'inflation (11 400 dollars) et augmentation au titre des divers (907 800 dollars) (personnel temporaire pour les réunions et heures supplémentaires pour la session extraordinaire du Conseil d'administration de 1990 et sa session ordinaire prolongée de 1991);

b) Direction exécutive et administration. La diminution nette de 519 400 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est le résultat des éléments suivants : économie réalisée grâce aux taux de change (102 700 dollars), augmentation au titre de l'inflation (173 500 dollars) et économie au titre des divers (590 200 dollars), en raison d'un nombre de postes vacants plus élevé que prévu et d'une réduction des dépenses relatives aux consultants et aux heures supplémentaires;

c) Représentation régionale. La diminution nette de 48 900 dollars provient dans une large mesure de l'écart entre les coûts standard et les dépenses effectives pour les dépenses communes de personnel dans les bureaux régionaux du PNUD à Genève et à New York;

d) Environnement. La diminution nette de 238 700 dollars est le résultat des éléments suivants : économie réalisée grâce aux taux de change (144 500 dollars), augmentation au titre de l'inflation (255 300 dollars) et économie au titre des divers (349 500 dollars) en raison d'un nombre de postes vacants plus élevé que prévu et de l'écart entre le coût standard des traitements et les dépenses effectives;

e) Services de conférence. L'augmentation nette de 220 700 dollars est le résultat des éléments suivants : économie réalisée grâce aux taux de change (84 300 dollars), augmentation au titre de l'inflation (90 300 dollars) et augmentation au titre des divers (214 700 dollars), le nombre de postes vacants ayant été moins élevé que prévu;

f) Services administratifs et services communs. L'augmentation nette de 231 400 dollars est le résultat des éléments suivants : économie réalisée grâce aux taux de change (75 000 dollars), augmentation au titre de l'inflation (87 400 dollars) et augmentation au titre des divers (219 000 dollars) en raison d'un nombre de postes vacants inférieur à la moyenne et de l'écart entre le coût standard des traitements et les dépenses effectives, enregistré principalement à la rubrique Dépenses communes de personnel et dû au versement d'indemnités de cessation de service et de licenciement à deux anciens fonctionnaires et d'indemnités d'installation à un fonctionnaire nouvellement recruté.

B. Frais de voyage (Diminution : 39 200 dollars)

18.4 La diminution nette de 39 200 dollars s'explique par des économies dues au fait que la session du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a été écoutée (une semaine au lieu de deux) et que la majeure partie des frais de voyage du personnel a été financée à l'aide de fonds extrabudgétaires, ce qui a été compensé en partie par un accroissement des crédits nécessaires pour les sessions du Conseil d'administration (28 500 dollars) et la représentation régionale (2 800 dollars).

**C. Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure
(Diminution : 58 000 dollars)**

18.5 La diminution de 58 000 dollars est due au fait que la publication du prochain rapport détaillé du Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a été reportée à 1993.

D. Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 50 000 dollars)

18.6 L'augmentation de 50 000 dollars correspond aux crédits supplémentaires qui ont été nécessaires pour la session extraordinaire du Conseil d'administration et sa session ordinaire prolongée.

E. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 10 000 dollars)

18.7 Cette augmentation de 10 000 dollars servirait à financer le coût du matériel informatique pour le secrétariat du Comité scientifique pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

CHAPITRE 19. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES
 ETABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)

Tableau 19.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
10 611,7	681,3	(511,6)	-	(343,7)	(174,0)	10 437,7

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
2 987,2	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	2 987,2
1 579,8	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	1 579,8
4 567,0	Total a)	4 567,0

Tableau 19.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
b) Activités de fond :		
3 851,5	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	4 406,7
3 610,7	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	3 610,7
130,2	Fonds pour l'environnement	93,0
362,0	Programme alimentaire mondial	362,0
<u>7 954,4</u>	Total b)	<u>8 473,6</u>
c) Projets opérationnels :		
11 000,0	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	9 500,0
52 000,0	Programme des Nations Unies pour le développement	52 000,0
2 535,7	Divers	2 300,0
<u>65 535,7</u>	Total c)	<u>63 800,0</u>
78 057,1	Total a), b) et c)	76 840,6
88 668,8	Total 1 et 2	87 278,3

Tableau 19.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles										
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991				
A. Organes directeurs	1 141,6	(2,8)	(27,2)	-	58,6	28,6	1 170,2				
B. Direction exécutive et administration	1 602,8	100,2	(61,6)	-	(68,3)	(29,7)	1 573,1				
C. Programme d'activité :											
Etablissements humains	6 414,8	531,8	(329,1)	-	(295,5)	(92,8)	6 322,0				
D. Appui aux programmes :											
Services administratifs et services communs	1 452,5	52,1	(93,7)	-	(38,5)	(80,1)	1 372,4				
Total	10 611,7	681,3	(511,6)	-	(343,7)	(174,0)	10 437,7				

Tableau 19.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services contractuels		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
A. Organes directeurs	(565,4)	594,9	-	-	-	-	(0,9)	-	-	-	-	28,6
B. Direction exécutive et administration	(40,6)	-	-	-	-	-	10,9	-	-	-	-	(29,7)
C. Programme d'activité :												
Etablissements humains	(52,6)	(40,2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(92,8)
D. Appui aux programmes :												
Services administratifs et services communs	(59,3)	(4,0)	-	-	-	-	(16,8)	-	-	-	-	(80,1)
Total	(717,9)	550,7	-	-	-	-	(6,8)	-	-	-	-	(174,0)

**CHAPITRE 19. CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES
ETABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)**

I. EXECUTION DU PROGRAMME

19.1 Le programme du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, tel qu'il est énoncé au chapitre 19 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991, a été exécuté sans modifications notables.

II. MONTANTS REVISES (Diminution : 174 000 dollars)

19.2 On prévoit que le montant effectif des dépenses sera inférieur de 174 000 dollars au montant révisé du crédit ouvert, en raison d'économies réalisées grâce aux taux de change (511 600 dollars) et au titre des divers (343 700 dollars), ces réductions étant en partie annulées par une augmentation au titre de l'inflation (681 300 dollars).

19.3 Cette diminution de 174 000 dollars est le résultat de diminutions au titre des traitements et des dépenses communes de personnel (717 900 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (6 800 dollars) et d'une augmentation au titre des frais de voyage (550 700 dollars).

**A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 717 900 dollars)**

19.4 Cette diminution de 717 900 dollars s'explique comme suit :

a) Organes directeurs. Un montant de 565 400 dollars a été transféré de la rubrique Personnel temporaire pour les réunions à la rubrique Frais de voyage, pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du personnel qui a assuré les services de conférence de la treizième session de la Commission des établissements humains. Au départ, les ressources prévues pour ces services, notamment les montants prévus pour les services d'interprétation et de traduction et pour le personnel temporaire, figuraient à la rubrique Personnel temporaire pour les réunions. Le transfert proposé contribue à clarifier la situation.

b) Direction exécutive et administration (Diminution : 40 600 dollars); Programme d'activité (Diminution : 52 600 dollars); et Services administratifs et services communs (Diminution : 59 300 dollars). Ces diminutions sont imputables aux écarts entre les coûts standard inscrits au budget au titre des traitements et des dépenses communes de personnel et les dépenses effectives, ainsi qu'aux dépenses moins importantes que prévu au titre du personnel temporaire dans les services administratifs et les services communs.

B. Frais de voyage (Augmentation : 550 700 dollars)

19.5 Cette augmentation de 550 700 dollars est due à une augmentation à la rubrique Organes directeurs (594 900 dollars), qui résulte en partie du virement de 565 400 dollars de la rubrique Personnel temporaire, comme expliqué plus haut, au paragraphe 19.4, et tient essentiellement aux dépenses engagées pour assurer les services de la treizième session de la Commission des établissements humains. Cette augmentation est en partie compensée par des économies sur le programme d'activités (40 200 dollars) et l'appui aux programmes (4 000 dollars).

CHAPITRE 20. CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES

Tableau 20.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
10 540,0	157,0	(182,3)	-	(415,9)	(441,2)	10 098,8

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
433,3	ii) Des programmes extrabudgétaires	653,3
3 295,6	iii) Secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	3 269,1
3 728,9	Total a)	3 922,4

b) Activités de fond :

992,8	Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicites des drogues	932,4
992,8	Total b)	932,4

Tableau 20.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
c) Projets opérationnels :		
	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues :	
10 033,6	Projets exécutés directement par le Fonds	9 720,0
	Fonds alloués à des institutions spécialisées et à des organisations non gouvernementales	60 784,9
83 345,9	Projets exécutés par les gouvernements	13 049,0
13 433,5	Dons	782,0
958,9	Accord de collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement	10 227,8
10 227,8		
<u>117 999,7</u>	Total c)	<u>94 563,7</u>
122 721,4	Total a), b) et c)	99 418,5
133 261,4	Total 1 et 2	109 517,3

Tableau 20.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
A. Organes directeurs :								
1. Commission des stupéfiants	268,0	(1,5)	(1,8)	-	(39,7)	(43,0)	225,0	
2. Organe international de contrôle des stupéfiants	511,7	(2,4)	(2,9)		(4,3)	(9,6)	502,1	
B. Programme d'activité	9 760,3	160,9	(177,6)	-	(371,9)	(388,6)	9 371,7	
Total	10 540,0	157,0	(182,3)	-	(415,9)	(441,2)	10 098,8	

Tableau 20.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs :							
1. Commission des stupéfiants	-	(43,0)	-	-	-	-	(43,0)
2. Organe international de contrôle des stupéfiants	-	(9,5)	(1,1)	1,0	-	-	(9,6)
B. Programme d'activité	(124,4)	17,5	(214,8)	1,4	9,0	(77,3)	(388,6)
Total	(124,4)	(35,0)	(214,8)	0,3	10,0	(77,3)	(441,2)

CHAPITRE 20. CONTROLE INTERNATIONAL DES DROGUES**I. EXECUTION DU PROGRAMME**

20.1 En application de la résolution 45/179 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a créé un seul programme unifié de lutte contre la drogue intégrant les structures et fonctions de la Division des stupéfiants, du secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

II. MONTANTS REVISES (Diminution : 441 200 dollars)

20.2 Le total révisé (10 098 800 dollars) fait apparaître une augmentation au titre de l'inflation (157 000 dollars), compensée par des économies réalisées grâce aux taux de change (182 300 dollars) et au titre des divers (415 900 dollars).

20.3 La répartition des ressources nécessaires par principal objet de dépense fait apparaître une diminution nette de 441 200 dollars, résultat des facteurs ci-après : diminutions au titre des traitements et dépenses communes de personnel (124 400 dollars), des frais de voyage (35 000 dollars), de l'imprimerie (214 800 dollars) et des fournitures, accessoires, mobilier et matériel (77 300 dollars); et augmentations au titre des autres services contractuels (300 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (10 000 dollars).

**A. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 124 400 dollars)**

20.4 Cette diminution de 124 400 dollars tient aux économies réalisées grâce aux taux de change (169 700 dollars) et au titre des divers (119 400 dollars), dont il faut retrancher une augmentation de 164 700 dollars au titre de l'inflation.

20.5 La diminution au titre des divers (119 400 dollars) s'explique par le retard mis à pourvoir les nouveaux postes dont la création a été autorisée par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session pour le Programme d'action mondial sur la lutte contre l'abus des drogues, les économies ainsi réalisées étant contrebalancées par des coûts effectifs plus élevés que les coûts standard à la rubrique Traitements ainsi que par un taux de vacance de postes inférieur au taux prévu.

B. Frais de voyage (Diminution : 35 000 dollars)

20.6 Cette diminution tient aux économies réalisées grâce aux taux de change (7 400 dollars) et au titre de l'inflation (6 900 dollars) et des divers (20 700 dollars).

C. Imprimerie (Diminution : 214 800 dollars)

20.7 Cette diminution tient aux économies réalisées sur le programme de publication.

D. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 10 000 dollars)

20.8 Cette augmentation de 10 000 dollars s'explique par les dépenses additionnelles d'entretien du matériel du laboratoire de stupéfiants et la location des conteneurs pour gas de laboratoire (9 000 dollars), ainsi que par les dépenses afférentes à la réception que le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants a organisée à titre exceptionnel pour commémorer la cinquantième session dudit organe (1 000 dollars).

**E. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 77 300 dollars)**

20.9 Cette diminution est le résultat net d'une augmentation de 1 000 dollars imputable à l'évolution des taux de change et d'économies réalisées sur l'achat de fournitures, de mobilier et de matériel (78 300 dollars).

CHAPITRE 21. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Tableau 21.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
38 860,3	736,4	(405,0)	-	760,9	1 092,3	39 952,6
2. Fonds extrabudgétaires						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :					
-	i) D'autres organismes des Nations Unies					-
124 744,3	ii) Des programmes extrabudgétaires					152 434,9
124 744,3	Total a)					152 434,9
-	b) Activités de fond					-
-	Total b)					-
1 134 890,1	c) Projets opérationnels					1 371 914,4
1 134 890,1	Total c)					1 371 914,4
1 259 634,4	Total a), b) et c)					1 524 349,3
1 298 494,7	Total 1 et 2					1 564 301,9

Tableau 21.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Des organes	Décisions des directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Direction exécutive et administration	7 018,3	109,0	(69,5)	-	(3 830,6)	(3 791,1)	3 227,2	
C. Programme d'activité :								
Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	4 990,3	89,8	(50,1)	-	12 177,8	12 217,5	17 207,8	
1. Direction et coordination des activités de protection	4 990,3	89,8	(50,1)	-	12 177,8	12 217,5	17 207,8	
D. Services généraux d'appui	26 851,7	537,6	(285,4)	-	(7 586,3)	(7 334,1)	19 517,6	
Total	38 860,3	736,4	(405,0)	-	760,9	1 092,3	39 952,6	

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Divers	Total
	et dépenses communes de personnel	voyage	services contractuels	généraux de fonc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel		
A. Organes directeurs	-	-	-	-	-	-	-
B. Direction exécutive et administration	(3 791,1)	-	-	-	-	-	(3 791,1)
C. Programme d'activité :							
Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	12 217,5	-	-	-	-	-	12 217,5
1. Direction et coordi- nation des activités de protection	12 217,5	-	-	-	-	-	12 217,5
D. Services généraux d'appui	(7 334,1)	-	-	-	-	-	(7 334,1)
Total	1 092,3	-	-	-	-	-	1 092,3

CHAPITRE 21. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

MONTANTS REVISES

Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 1 092 300 dollars)

21.1 L'augmentation est due au fait que la diminution au titre des taux de change (405 000 dollars) est inférieure aux augmentations au titre de l'inflation (736 400 dollars) et des divers (760 900 dollars), le nombre des postes occupés ayant été plus élevé que prévu et le montant effectif des dépenses communes de personnel ayant été plus élevé que le coût standard.

21.2 Le budget ordinaire ne finance que le personnel non opérationnel du HCR à Genève. Toutes les autres dépenses sont couvertes par le Fonds de contributions volontaires.

CHAPITRE 22. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR
 LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (UNDRO)

Tableau 22.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
7 315,8	78,4	(105,8)	-	220,0	192,6	7 508,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
3 110,0	Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de l'UNDRO	2 976,3
1 700,0	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes de l'UNDRO	1 883,0
4 810,0	Total a)	4 859,3

b) Activités de fond :

60 000,0	Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance en cas de catastrophe	188 600,0
150,0	Fonds Sasakawa de dotation du prix Prévention des catastrophes	150,0
60 150,0	Total b)	188 750,0

Tableau 22.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	c) Projets opérationnels :	
	Fonds d'affectation spéciale pour les activités de coopération technique de l'UNDRO	
4 266,0		4 266,0
4 266,0	Total c)	4 266,0
69 226,0	Total a), b) et c)	197 875,3
76 541,8	Total 1 et 2	205 383,7

Tableau 22.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Taux de des organes	Décisions directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
A. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	2 380,5	33,9	(20,0)	-	(209,1)	(195,2)	2 185,3	
B. Programme d'activité :								
Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes	4 366,8	41,0	(80,1)	-	459,2	420,1	4 786,9	
C. Appui aux programmes :								
Services administratifs et services communs	568,5	3,5	(5,7)	-	(30,1)	(32,3)	536,2	
Total	7 315,8	78,4	(105,8)	-	220,0	192,6	7 508,4	

Tableau 22.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	(194,3)	(0,9)	-	-	-	-	(195,2)
B. Programme d'activité :							
Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes	436,8	(5,2)	-	(11,5)	-	-	420,1
C. Appui aux programmes :							
Services administratifs et services communs	(31,6)	(0,2)	-	1,4	(1,9)	-	(32,3)
Total	210,9	(6,3)	-	(10,1)	(1,9)	-	192,6

CHAPITRE 22. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR
LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE (UNDRO)

I. PROGRAMME

22.1 Les activités de l'UNDRO ont été menées conformément au budget-programme de 1990-1991, qu'il s'agisse de la coordination des secours, de la planification préalable ou de la prévention des catastrophes.

II. MONTANTS REVISES (Augmentation : 192 600 dollars)

22.2 Le total du montant révisé (7 508 400 dollars) accuse une augmentation de 192 600 dollars, due à des majorations au titre des divers (220 000 dollars) et de l'inflation (78 400 dollars) et partiellement contrebalancée par des économies dues à des taux de change favorables (105 800 dollars).

Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 210 900 dollars)

22.3 L'ancienneté des fonctionnaires de l'UNDRO est généralement plus grande qu'en moyenne et il y a eu moins de vacances de poste que prévu. En outre, la rémunération de deux super-numéraires (1 P-5 et 1 agent non de 1^{re} classe des services généraux) pendant toute la durée de l'exercice a donné lieu à une dépense additionnelle de 152 800 dollars.

CHAPITRE 23. DROITS DE L'HOMME

Tableau 23.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
19 044,2	175,0	(210,1)	-	1 172,6	1 137,5	20 161,7

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
382,9	ii) Des programmes extrabudgétaires	373,5
382,9	Total a)	373,5

b) Activités de fond :

36,2	Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	35,0
220,0	Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	300,0
3 900,0	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	3 500,0
174,0	Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones	180,0

Tableau 23.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme Comité contre la torture	
1 500,0		1 800,0
2 700,0		2 700,0
8 530,2	Total b)	8 515,0
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
8 913,1	Total a), b) et c)	8 888,5
27 957,3	Total 1 et 2	29 070,2

Tableau 23.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Organes directeurs :							
1. Commission des droits de l'homme	223,9	(1,3)	(2,1)	-	(46,6)	(50,0)	173,9
2. Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	531,8	(3,2)	(5,0)	-	15,2	7,0	538,8
3. Comité des droits de l'homme	973,2	(5,1)	(8,1)	-	29,9	16,7	989,9
4. Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	880,3	(1,6)	(9,1)	-	(17,5)	(28,2)	852,1
5. Comité des droits économiques, sociaux et culturels	225,5	(1,3)	(2,1)	-	124,2	120,8	346,3
6. Activités prescrites par le Conseil économique et social	1 923,3	(8,9)	(30,0)	-	377,7	338,8	2 262,1
Total partiel	4 758,0	(21,4)	(56,4)	-	482,9	405,1	5 163,1

Tableau 23.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
B. Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)	1 333,7	19,0	(8,1)	-	46,9	57,8	1 391,5	
C. Activités dans le domaine des droits de l'homme	12 076,1	178,9	(134,4)	-	890,5	925,0	13 001,1	
D. Comité des personnes disparues à Chypre	876,4	(1,5)	(11,2)	-	(237,7)	(250,4)	626,0	
Total	19 044,2	175,0	(210,1)	-	1 172,6	1 137,5	20 181,7	

Tableau 23.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs :							
1. Commission des droits de l'homme	-	(50,0)	-	-	-	-	(50,0)
2. Sous-Commission de la lutte contre les mesures discrimi- natoires et de la protection des minorités	-	7,0	-	-	-	-	7,0
3. Comité des droits de l'homme	-	16,7	-	-	-	-	16,7
4. Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	8,2	(25,6)	-	(10,8)	-	-	(28,2)
5. Comité des droits économiques, sociaux et culturels	-	120,8	-	-	-	-	120,8

Tableau 23.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
6. Activités prescrites par le Conseil économique et social	194,3	200,8	-	-	(22,1)	(34,2)	-	338,8
Total partiel	202,5	269,7	-	-	(32,9)	(34,2)	-	405,1
B. Direction exécutive et administration y compris le Bureau de liaison de New York)	47,8	10,0	-	-	-	-	-	57,8
C. Activités dans le domaine des droits de l'homme	940,1	34,3	(80,0)	32,0	(1,0)	(0,4)	-	925,0
D. Comité des personnes disparues à Chypre	(213,8)	(1,2)	-	(4,6)	(21,0)	(2,3)	(7,5)	(250,4)
Total	976,6	312,8	(80,0)	27,4	(54,9)	(36,9)	(7,5)	1 137,5

CHAPITRE 23. DROITS DE L'HOMME

MONTANTS REVISES (Augmentation 1 137 500 dollars)

23.1 Le total du montant révisé (20 181 700 dollars) reflète des augmentations au titre de l'inflation (175 000 dollars) et des divers (1 172 600 dollars), partiellement contrebalancées par une diminution au titre des taux de change (210 100 dollars).

23.2 La ventilation par principal objet de dépense montre que l'augmentation nette de 1 137 500 dollars est due à une majoration des traitements et dépenses communes de personnel (976 600 dollars), des frais de voyage (312 800 dollars) et des autres services contractuels (27 400 dollars), cette majoration étant partiellement contrebalancée par des diminutions au titre de l'imprimerie (80 000 dollars), des frais généraux de fonctionnement (54 900 dollars), des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (36 900 dollars) et des divers (7 500 dollars).

A. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 976 600 dollars)

23.3 Il y a eu augmentation au titre de l'inflation (193 200 dollars) et des divers (958 900 dollars), avec diminution au titre des taux de change (175 500 dollars).

B. Frais de voyage (Augmentation : 312 800 dollars)

23.4 Il y a augmentation des frais de voyage du personnel (97 300 dollars) comme des représentants (215 500 dollars).

23.5 L'augmentation des frais de voyage du personnel concerne le Comité des droits de l'homme (18 400 dollars), les activités prescrites par le Conseil économique et social (90 300 dollars), le Bureau du Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme (10 000 dollars) et le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (500 dollars); il y a diminution au titre des activités dans le domaine des droits de l'homme (20 700 dollars) et au titre du Comité des personnes disparues à Chypre (1 800 dollars).

23.6 L'augmentation des frais de voyage des représentants est le résultat net des éléments ci-après : augmentations au titre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires (7 000 dollars), des activités prescrites par le Conseil économique et social (110 500 dollars), du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (129 800 dollars), qui a été autorisé à tenir une réunion supplémentaire, et du Comité des droits de l'enfant (55 000 dollars), qui a tenu une réunion non prévue; diminutions au titre de la Commission des droits de l'homme (50 000 dollars), du Comité des droits de l'homme (1 700 dollars) et du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (26 100 dollars).

C. Travaux contractuels d'imprimerie (Diminution : 80 000 dollars)

23.7 Il y a eu diminution en ce qui concerne les taux de change (3 200 dollars), l'inflation (300 dollars) et, en raison de la remise de plusieurs publications, les divers (76 500 dollars).

D. Autres services contractuels (Augmentation : 27 400 dollars)

23.8 L'augmentation concerne les honoraires versés aux membres du Comité des droits de l'enfant (32 000 dollars); elle est partiellement contrebalancée par une diminution au titre du Comité des personnes disparues à Chypre (4 600 dollars).

E. Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 54 900 dollars)

23.9 La diminution se ventile comme suit : Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (10 800 dollars), activités prescrites par le Conseil économique et social (22 100 dollars), activités dans le domaine des droits de l'homme (1 000 dollars) et Comité des personnes disparues à Chypre (21 000 dollars).

F. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 36 900 dollars)

23.10 La diminution concerne les activités prescrites par le Conseil économique et social (34 200 dollars), les activités dans le domaine des droits de l'homme (400 dollars) et le Comité des personnes disparues à Chypre (2 300 dollars).

G. Divers (Diminution : 7 500 dollars)

23.11 Les travaux de recherche dans les dossiers du Comité international de la Croix-Rouge à Genève, faits à l'intention du Comité des personnes disparues à Chypre, ont coûté moins cher que prévu.

CHAPITRE 24. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE

Tableau 24.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
37 503,9	(240,1)	(83,7)	-	(277,5)	(601,3)	36 902,6

Tableau 24.2

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services contractuels		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
Programme ordinaire de coopération technique	(1 970,0)	676,6	-	391,8	208,7	105,6	(14,0)	(501,3)				

CHAPITRE 24. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE

MONTANTS REVISES (Diminution : 601 300 dollars)

24.1 La diminution se ventile comme suit : inflation (240 100 dollars), taux de change (83 700 dollars) et divers (277 500 dollars).

24.2 La diminution des divers (277 500 dollars) découle d'une économie au titre des traitements et dépenses communes de personnel (1 970 000 dollars), partiellement contrebalancée par des majorations au titre des voyages (676 600 dollars), des autres services contractuels (391 800 dollars), des frais généraux de fonctionnement (208 700 dollars) et des fournitures et des accessoires (105 600 dollars).

TITRE V. JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE 25. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Tableau 25.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
14 749,0	57,8	(62,6)	-	2 416,2	2 411,4	17 160,4

Tableau 25.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	change	Taux de des organes	Décisions	Divers	Total	
A. Membres de la Cour	5 903,3	5,5	3,8	-	826,3	835,6	6 738,9	
B. Greffe	6 656,0	44,1	(51,5)	-	1 500,2	1 492,8	8 148,8	
C. Services administratifs et services communs	2 189,7	8,2	(14,9)	-	89,7	83,0	2 272,7	
Total	14 749,0	57,8	(62,6)	-	2 416,2	2 411,4	17 160,4	

Tableau 25.3

Budget ordinaire : repartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes.....	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Membres de la Cour	613,7	23,8	-	198,1	-	-	835,6
B. Greffe	1 467,3	23,6	-	1,9	-	-	1 492,8
C. Services administratifs et services communs	-	-	(1,9)	-	77,1	7,8	83,0
Total	2 081,0	47,4	(1,9)	198,1	79,0	7,8	2 411,4

CHAPITRE 25. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 2 411 400 dollars)

A. Membres de la Cour

25.1 On prévoit une augmentation de 835 600 dollars.

1. Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 613 700 dollars)

25.2 Les dépenses communes des juges revêtent les formes suivantes : frais de voyage pour se rendre aux sessions de la Cour, indemnité pour frais d'études et frais de voyage, au titre de cette indemnité, frais de déménagement et indemnité d'installation, prévus dans le Règlement de la Cour sur les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 37/240, du 21 décembre 1982. L'augmentation de 613 700 dollars se ventile comme suit : a) voyages des juges prenant leur retraite en 1991 et voyages des juges nouvellement élus pour se rendre aux sessions de la Cour (68 600 dollars); b) frais de déménagement et indemnité d'installation (56 900 dollars); c) indemnisation des juges ad hoc (565 300 dollars); d) indemnité versée aux survivants d'un juge (108 200 dollars). Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par des diminutions concernant l'indemnité pour frais d'études et les frais de voyage au titre de cette indemnité (3 600 dollars) et les versements de pensions (181 700 dollars).

2. Frais de voyage (Augmentation : 23 800 dollars)

25.3 L'augmentation est surtout due aux facteurs ci-après : participation du Président de la Cour aux sessions de l'Assemblée générale; voyages au Siège de l'ONU pour des échanges de vues à l'occasion de l'examen quinquennal des émoluments et des conditions d'emploi des juges; participation aux cérémonies célébrant l'indépendance de la Namibie.

3. Autres services contractuels (Augmentation : 198 100 dollars)

25.4 Aux fins du présent rapport, les honoraires, le supplément temporaire au titre du coût de la vie et les indemnités spéciales du Président et du Vice-Président de la Cour sont comptabilisés sous cette rubrique. L'augmentation de 198 100 dollars est due aux honoraires qu'il a fallu payer pour le maintien en fonctions de juges non réélus, qui devaient achever l'examen de certaines affaires.

B. Greffe

25.5 On prévoit une augmentation nette de 1 492 800 dollars.

1. Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 1 467 300 dollars)

25.6 Cette augmentation est due aux facteurs ci-après : i) majoration de 1 173 200 dollars, les coûts effectifs ayant été supérieurs aux coûts standard et les besoins ayant été sous-estimés dans le premier rapport sur l'exécution du budget; ii) en ce qui concerne le personnel temporaire pour les réunions, volume de travail plus important que prévu (328 300 dollars). En revanche, il y a eu diminution au titre du personnel temporaire non requis, pour des réunions (34 200 dollars).

2. Frais de voyage (Augmentation : 23 600 dollars)

25.7 L'augmentation est due aux facteurs ci-après : voyages au Siège à l'occasion de l'examen quinquennal des émoluments et des conditions d'emploi des juges; participation aux cérémonies célébrant l'indépendance de la Namibie.

3. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 1 900 dollars)

25.8 Les dépenses de représentation ont été plus élevées que prévu.

C. Services administratifs et services communs

25.9 On prévoit une augmentation nette de 83 000 dollars.

1. Travaux contractuels d'imprimerie et frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 75 200 dollars)

25.10 L'augmentation nette est due aux facteurs ci-après : i) augmentation au titre des communications (54 300 dollars), la raison essentielle étant que le volume des communications a augmenté à cause de l'accroissement du volume de travail; ii) augmentation de 4 400 dollars au titre de la location et de l'entretien de matériel, à cause d'un coût plus élevé des contrats d'entretien; iii) augmentation de 20 700 dollars au titre de la location et de l'entretien des locaux, partiellement contrebalancée par des diminutions au titre des travaux contractuels d'imprimerie (1 900 dollars) et des services divers (2 300 dollars).

2. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 7 800 dollars)

25.11 Il y a eu augmentation au titre des fournitures et des accessoires, provoquée par l'accroissement du volume de travail (23 400 dollars), partiellement contrebalancée par une diminution au titre du mobilier et du matériel (15 600 dollars).

CHAPITRE 26. ACTIVITES JURIDIQUES

Tableau 26.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
19 977,7	(26,1)	(32,0)	82,2	(755,2)	(731,1)	19 246,6

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies :

1 680,3	Appui administratif financé à l'aide de fonds extrabudgétaires	1 530,0
---------	--	---------

ii) Des programmes extrabudgétaires :

112,5	Opérations de maintien de la paix	100,2
1 792,8	Total a)	1 630,2

b) Activités de fond :

280,0	Colloques de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	230,4
27,0	Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	

Tableau 26.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
84,4	Fonds d'affectation spéciale pour le Séminaire du droit international	76,6
-	Fonds d'affectation spéciale destiné à aider les Etats à régler leurs différends en faisant appel à la Cour internationale de Justice	200,0
391,4	Total b)	507,0
c) Projets opérationnels :		
120,8	Sources bilatérales	120,8
120,8	Total c)	120,8
2 305,0	Total a), b) et c)	2 258,0
22 282,7	Total 1 et 2	21 504,6

Tableau 26.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total	
A. Organes directeurs	2 711,7	(13,4)	(14,9)	82,2	(342,7)	(266,8)	2 422,9	
1. Commission du droit international	1 974,0	(9,7)	(12,3)	-	(156,4)	(188,4)	1 785,6	
2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	363,7	(1,0)	(2,6)	-	(141,0)	(144,6)	219,1	
3. Tribunal administratif des Nations Unies, y compris son secrétariat	374,0	(2,7)	-	82,2	(35,3)	44,2	418,2	
B. Bureau des affaires juridiques	17 266,0	(12,7)	(17,1)	-	(412,5)	(442,3)	16 823,7	
1. Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires des Nations Unies	3 006,0	(3,5)	-	-	(230,8)	(234,3)	2 771,7	
2. Accords internationaux	5 331,4	(17,7)	-	-	160,4	142,7	5 474,1	
3. Développement progressif et codification du droit international	3 750,4	(9,4)	-	-	(396,1)	(405,5)	3 344,9	

Tableau 26.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
4. Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit	2 522,3	(4,2)	-	-	0,3	(3,9)	2 518,4	
5. Harmonisation et unification progressives du droit commercial international	2 655,9	22,1	(17,1)	-	53,7	58,7	2 714,6	
Total	19 977,7	(26,1)	(32,0)	82,2	(755,2)	(731,1)	19 246,6	

Tableau 26.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	-	(23,0)	(235,8)	(43,7)	13,7	-	-	(288,8)
1. Commission du droit international	-	(37,5)	(107,2)	43,7	-	-	-	(188,4)
2. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	-	(63,9)	(80,7)	-	-	-	-	(144,6)
3. Tribunal administratif des Nations Unies, y compris son secrétariat	-	78,4	(47,9)	-	13,7	-	-	44,2
B. Bureau des affaires juridiques	(389,5)	16,0	(352,1)	260,0	24,8	-	(1,5)	(442,3)
1. Respect, renforcement et unification du droit dans les affaires des Nations Unies	(197,4)	(0,4)	(78,4)	-	36,4	5,5	-	(234,3)
2. Accords internationaux	151,5	-	(7,7)	-	(1,1)	-	-	142,7
3. Développement progressif et codification du droit international	(387,1)	0,7	(266,0)	260,0	(5,5)	(6,1)	(1,5)	(405,5)

Tableau 26.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
4. Conduite des activités juridiques de caractère général de l'Organisation des Nations Unies et développement de domaines spécialisés du droit	1,8	-	-	-	(5,0)	(0,7)	-	(3,9)
5. Harmonisation et unification progressives du droit commercial international	41,7	15,7	-	-	-	1,3	-	58,7
Total	(389,5)	(7,0)	(587,9)	216,3	38,5	-	(1,5)	(731,1)

CHAPITRE 26. ACTIVITES JURIDIQUES

MONTANTS REVISES (Diminution : 731 100 dollars)

A. Organes directeurs (Diminution : 288 800 dollars)

1. Frais de voyage (Diminution : 23 000 dollars)

26.1 La diminution nette est le résultat des divers facteurs ci-après : a) économie de 37 500 dollars au titre des sessions de la Commission du droit international (si moins de membres que prévu ont participé aux sessions (55 500 dollars), les frais de voyage du personnel ont été plus élevés que prévu (18 000 dollars), parce qu'un fonctionnaire supplémentaire a dû apporter son concours à la Commission, dont l'ordre du jour était particulièrement lourd et complexe durant la dernière année du mandat de certains de ses membres); b) diminution au titre de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) (63 900 dollars), parce qu'il y a eu réduction du nombre des réunions des groupes de travail (40 600 dollars) et parce que l'on a moins dépensé que prévu pour les voyages que le Président de la CNUDCI a faits pour se rendre aux sessions de l'Assemblée générale et pour les voyages des représentants des mouvements de libération nationale qui se sont rendus à la Conférence des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport (23 300 dollars); c) augmentation au titre du Tribunal administratif (78 400 dollars), le Tribunal ayant décidé de tenir une session supplémentaire de trois semaines à New York en 1991 et le coût de la prolongation d'une session à Genève ayant été plus élevé que prévu.

2. Travaux contractuels d'imprimerie (Diminution : 235 800 dollars)

26.2 On a différé l'impression, en dehors des ateliers du Secrétariat, des publications et textes suivants : Annuaire 1990 de la Commission du droit international; volume VIII des Jugements du Tribunal administratif; volumes I et II du Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail; Convention des Nations Unies sur les lettres de charge internationales et les billets à ordre internationaux; Guide juridique pour les opérations internationales d'échanges compensés.

3. Honoraires (Diminution : 43 700 dollars)

26.3 Il n'y a pas eu pleine participation des membres aux sessions annuelles de la Commission du droit international.

4. Services divers (Augmentation : 13 700 dollars)

26.4 Il y a eu versement à titre gracieux pour couvrir le coût de l'hospitalisation à Genève d'un membre et ancien Président du Tribunal administratif.

B. Bureau des affaires juridiques
(Diminution : 442 300 dollars)

1. Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 389 500 dollars)

26.5 La diminution au titre des postes permanents (403 100 dollars) et des dépenses communes de personnel (372 400 dollars) est enregistrée sous les rubriques ci-après : nombre de vacances de poste, qui a été plus élevé que prévu au Bureau du Conseiller juridique et dans la Division de la codification; personnel temporaire pour éliminer l'arriéré du Recueil des Traités des Nations Unies (59 100 dollars); réunions de groupes d'experts (52 700 dollars). L'économie est contrebalancée partiellement par les facteurs ci-après : a) surnuméraires à la Section des traités et dans la Division des questions juridiques générales (293 000 dollars); b) services juridiques de consultants (86 800 dollars), auxquels il a fallu faire appel à propos de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (62 600 dollars) et pour la préparation, à l'intention de la CNUDCI, d'un guide juridique sur les échanges compensés (24 200 dollars); c) personnel temporaire pour deux affaires requérant des compétences spéciales et remplacement de la Secrétaire du Tribunal administratif pendant son congé de maternité (58 800 dollars); d) heures supplémentaires (59 200 dollars) au titre du Groupe d'assistance pour la période de transition en Namibie, de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, de séances d'organes intergouvernementaux et du Recueil des Traités.

2. Frais de voyage (Augmentation : 16 000 dollars)

26.6 Il s'agit des voyages que le personnel du Service du droit commercial international a faits pour encourager l'adoption par les Etats des textes de la CNUDCI, qui a attribué une haute priorité à la question.

3. Travaux contractuels d'imprimerie (Diminution : 352 100 dollars)

26.7 On a différé l'impre : on, en dehors du Secrétariat, des ouvrages suivants : volumes II et II du Supplément No 6 du Répertoire de la pratique des organes des Nations Unies; Manuel des clauses finales; Annuaire juridique 1986; volume XX du Recueil des sentences arbitrales internationales; Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etats; Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales.

4. Autres services contractuels (Augmentation : 260 000 dollars)

26.8 La diminution au titre des travaux contractuels d'imprimerie est contrebalancée par les augmentations ci-après : a) traduction contractuelle en arabe, en chinois, en espagnol et en russe des résumés des jugements et des avis consultatifs de la Cour internationale de Justice, conformément à la résolution 44/28 de l'Assemblée générale (110 000 dollars); b) mise au point

contractuelle des Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etats, ainsi que de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (150 000 dollars), ces travaux ayant été approuvés dans le budget-programme de 1986-1987 mais différés en raison de la crise financière.

5. Frais généraux de fonctionnement
(Augmentation : 24 800 dollars)

26.9 L'augmentation au titre des communications (31 200 dollars), due à une transmission accrue des documents juridiques par télécopie, est partiellement contrebalancée par une diminution au titre de la location et de l'entretien du matériel de bureautique (6 400 dollars).

6. Divers (Diminution : 1 500 dollars)

26.10 L'inflation ayant été moins élevée que prévu, il y a diminution de 1 500 dollars sous cette rubrique, qui englobe les bourses gérées par le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

TITRE VI. INFORMATION

CHAPITRE 27. INFORMATION

Tableau 27.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
91 771,5	(95,7)	(63,0)	-	1 592,5	1 433,8	93 205,3

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

-	i) D'autres organismes des Nations Unies	-
-	ii) Des programmes extrabudgétaires	-
-	Total a)	-

b) Activités de fond :

-	Fonds d'affectation spéciale pour les intérêts perçus sur la contribution au Compte spécial des Nations Unies	230,0
180,0	Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale	395,4
10,0	Fonds d'affectation spéciale pour le projet "Histoire anecdotique" de l'ONU	10,0
40,0	Fonds d'affectation spéciale pour activités spéciales d'information	131,0
3 400,0	Forum du développement	3 300,0
900,0	Contributions de gouvernements hôtes	1 400,0

Tableau 27.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	Fonds d'affectation spéciale pour l'expansion des activités d'information au Japon	200,0
200,0	Fonds d'affectation spéciale pour l'information au service du redressement et du développement économique de l'Afrique	350,0
a/		
4 730,0	Total b)	6 016,4
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
4 730,0	Total a), b) et c)	6 016,4
96 501,5	Total 1 et 2	99 221,7

a/ Non indiqué précédemment.

Tableau 27.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Decisions des organes directeurs	Divers	Total	Total	
A. Departement de l'information (New York)	58 684,2	(132,8)	-	-	1 584,1	1 451,3	60 135,5	
a) Bureau du Secrétaire général adjoint	3 328,6	(3,4)	-	-	(167,0)	(170,4)	3 158,2	
b) Service des médias/ Haute Direction	1 537,6	(3,2)	-	-	(245,0)	(248,2)	1 289,4	
c) Division de la direction des projets et de la promotion	9 735,5	(22,8)	-	-	(222,0)	(244,8)	9 490,7	
d) Division de la production écrite et audio-visuelle	29 946,6	(73,2)	-	-	2 611,5	2 538,3	32 484,9	
e) Division de la diffusion	5 485,3	(5,3)	-	-	631,0	625,7	6 111,0	
f) Division des centres d'information	2 947,8	(3,3)	-	-	(189,6)	(192,9)	2 754,9	
g) Question de Palestine	766,8	(5,8)	-	-	20,1	14,3	781,1	

Tableau 27.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
			Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total	
h) Namibie	480,7	0,2	-	-	1,6	1,8	482,5	
i) Appui aux programmes :								
Administration du Département	4 455,3	(16,0)	-	-	(856,5)	(872,5)	3 582,8	
B. Service de l'information (Genève)	5 218,6	85,9	(51,4)	-	373,9	408,4	5 627,0	
C. Service de l'information (Vienne)	1 827,4	16,9	(11,6)	-	(14,0)	(8,7)	1 818,7	
D. Centres d'information	26 041,3	(65,7)	-	-	(351,5)	(417,2)	25 624,1	
Total	91 771,5	(95,7)	(63,0)	-	1 592,5	1 443,8	93 205,3	

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, moblier et matériel	Divers	Total	
A. Département de l'informa- tion (New York)	186,3	171,3	(9,4)	1 366,9	(58,8)	(210,3)	5,3	1 451,3
a) Bureau du Secrétaire général adjoint	(312,2)	23,1	-	85,5	14,9	18,3	-	(170,4)
b) Service des médias/ Haute Direction	(187,9)	(15,2)	-	(21,5)	(26,5)	2,9	-	(248,2)
c) Division de la direction des projets et de la promotion	(355,5)	127,1	-	(98,5)	53,3	33,4	(4,6)	(244,8)
d) Division de la production écrite et audio-visuelle	1 461,9	(104,9)	(12,1)	1 253,5	(11,8)	(48,3)	-	2 538,3
e) Division de la diffusion	311,9	32,0	-	223,9	(21,7)	79,6	-	625,7
f) Division des centres d'information	(151,9)	(21,0)	-	(14,1)	0,1	1,3	(7,3)	(192,9)
g) Question de Palestine	21,0	70,9	2,7	(69,2)	(2,4)	(8,7)	-	14,3

Tableau 27.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
h) Namibie	(4,7)	59,3	-	7,3	(77,4)	0,1	17,2	1,8
i) Appui aux programmes :								
Administration du Département	(596,3)	-	-	-	12,7	(288,9)	-	(872,5)
B. Service de l'information (Genève)	582,2	(11,0)	-	(62,1)	6,1	(106,8)	-	408,4
C. Service de l'information (Vienne)	7,8	3,0	-	(14,3)	5,0	(10,2)	-	(8,7)
D. Centres d'information	(743,4)	(175,5)	-	(11,6)	826,3	(315,5)	0,5	(417,2)
Total	32,9	(12,2)	(9,4)	1 278,9	778,6	(640,8)	5,8	1 433,8

CHAPITRE 27. INFORMATION

MONTANTS REVISES (Augmentation : 1 433 800 dollars)

A. Département de l'information (New York)
(Augmentation : 1 451 300 dollars)

27.1 Le montant global des prévisions de dépenses au titre du chapitre 27 pour la totalité de l'exercice biennal 1990-1991 est de 93 205 300 dollars et représente une augmentation de 1 433 800 dollars par rapport au crédit révisé de 91 771 500 dollars. Cette augmentation intéresse essentiellement le Siège, pour lequel une augmentation de 1 451 300 dollars est demandée. L'augmentation projetée de 1 433 800 dollars concerne les dépenses de personnel et dépenses connexes (32 900 dollars) et les dépenses de fonctionnement autres que de personnel (1 440 900 dollars).

27.2 L'augmentation nette de 32 900 dollars des dépenses de personnel et dépenses connexes se ventile comme suit ; coût d'un certain nombre de surnuméraires au Département pendant l'exercice biennal (735 500 dollars); personnel temporaire (726 700 dollars); heures supplémentaires (178 700 dollars); concours extérieurs divers (382 300 dollars). Elle est en partie contrebalancée par des économies au titre des postes permanents ou temporaires (769 500 dollars) et des dépenses communes de personnel (1 220 800 dollars).

27.3 Le crédit additionnel demandé au titre des dépenses autres que de personnel concerne le service d'un certain nombre de réunions pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu au chapitre 27 ; réunion du Conseil de sécurité à Genève en 1990 (25 000 dollars); huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane (30 000 dollars); deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris (60 000 dollars). En outre, des dépenses ont dû être engagées à la fin de 1990 et au début de 1991 pour couvrir la crise Iraq-Koweït (90 000 dollars). Le reste de l'augmentation des dépenses de fonctionnement autres que de personnel concerne essentiellement les télécommunications (1 176 200 dollars), ainsi qu'il est expliqué plus loin, au paragraphe 27.8.

1. Direction exécutive et administration

a) Bureau du Secrétaire général adjoint (Diminution : 170 400)

27.4 La diminution de 312 300 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est l'effet net des économies réalisées du fait des vacances de poste existant au Bureau pendant l'exercice biennal, du coût d'un poste de surnuméraire de classe P-5 et d'une augmentation au titre des concours extérieurs divers (55 200 dollars). Pour ce qui est des autres objets de dépense, l'augmentation pour les frais de voyage (23 100 dollars) tient au fait que la Secrétaire générale adjointe et les fonctionnaires du Bureau ont dû se déplacer plus que prévu. Les augmentations au titre des

services contractuels (85 500 dollars) tiennent surtout aux sondages d'opinion effectués à la fin de 1989 et imputés sur le budget de 1990-1991.

L'augmentation au titre des réceptions officielles (11 500 dollars) s'explique par les dépenses de représentation que la Secrétaire générale adjointe a dû engager en plus d'occasions que prévu. Toutefois, ce montant est plus que compensé par des économies correspondantes au titre des réceptions officielles prévues pour le Service des médias/Haute Direction.

b) Service des médias/Haute Direction (Diminution : 248 200 dollars)

27.5 Les économies de 187 900 dollars sur les traitements et dépenses communes de personnel résultent de la vacance d'un poste D-1 pendant une bonne partie de l'exercice biennal 1990-1991. La diminution indiquée au titre des frais de voyage (15 200 dollars) tient en partie au report en 1992 de la table ronde des rédacteurs prévue pour 1991. Des économies devraient aussi être réalisées au titre des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure qui ne sont pas soumis à l'approbation du Comité des publications (25 100 dollars) et au titre des réceptions officielles (26 500 dollars).

c) Division de la direction des projets et de la promotion
(Diminution : 244 800 dollars)

27.6 La diminution nette au titre des postes permanents et temporaires et des dépenses communes de personnel (355 500 dollars) tient à ce qu'un certain nombre de postes sont restés vacants plus ou moins longtemps pendant l'exercice biennal. L'augmentation des frais de voyage (127 100 dollars) est liée au service d'un certain nombre de réunions pour lesquelles aucun crédit n'avait été ouvert au chapitre 27.

d) Division de la production écrite et audio-visuelle
(Augmentation : 2 538 300 dollars)

27.7 Une augmentation de 1 461 900 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est imputable aux facteurs suivants : a) la quasi-totalité des postes de la Division étaient pourvus pendant l'exercice biennal; b) il a fallu financer deux postes de surnuméraire (1 P-4 et 1 P-2); c) il a fallu couvrir le coût d'un certain nombre de licenciements; d) il a fallu disposer pour le personnel temporaire d'un montant de 699 400 dollars (un poste étant toutefois prélevé sur l'administration du Département) (voir plus loin). Ce dernier montant doit couvrir le coût du personnel temporaire supplémentaire à recruter pour assurer une couverture complète en anglais et en français des séances au Siège, comme l'a demandé l'Assemblée générale. Sur le crédit au titre du personnel temporaire, un montant de quelque 45 000 dollars concerne la couverture de la crise Iraq-Koweït. Le montant total de 723 600 dollars demandé pour la totalité de l'exercice au titre des concours extérieurs divers, qui dépasse de 243 600 dollars le crédit révisé, couvre essentiellement le coût d'assistants de production (surtout radio et télévision) qui épaulent l'effectif permanent de base.

27.8 Le montant prévu pour les Services de télécommunication (7 366 200 dollars) dépasse de 1 186 400 dollars le montant révisé de 6 179 800 dollars. La totalité du montant nécessaire à ce titre représente le coût de services techniques contractuels requis pour l'exploitation et l'entretien des moyens et installations techniques nécessaires aux productions et services radio et audio-visuels. L'augmentation est due en partie au fait qu'une modification des tarifs des services a découlé du renouvellement et de la révision du contrat en 1990 et au fait que l'on a davantage utilisé ces services techniques pendant la crise du golfe Persique.

e) Division de la diffusion (Augmentation : 625 700 dollars)

27.9 Les augmentations au titre du personnel temporaire (235 100 dollars) et des concours extérieurs divers (94 100 dollars) doivent permettre de rémunérer l'équivalent de sept agents des services généraux employés à des travaux de distribution et les consultants dont on a besoin pour mettre au point le programme de publipostage et autres logiciels requis par les besoins d'informatisation de la Division. Le coût additionnel du personnel temporaire est en partie contrebalancé par le prélèvement d'un poste sur l'administration du Département. L'augmentation au titre des frais de voyage (32 200 dollars) tient au fait que les besoins sont plus élevés que prévu. L'augmentation au titre de l'achat de mobilier et matériel a permis d'acheter une fois pour toutes divers articles nécessaires aux travaux de distribution (machines à adresser en nombre, tables de tri, rayonnages, etc.).

f) Division des centres d'information (Diminution : 192 900 dollars)

27.10 La diminution tient essentiellement aux économies réalisées au titre des traitements et dépenses communes de personnel, un certain nombre de postes étant demeurés vacants (151 900 dollars).

g) Question de Palestine (Augmentation : 14 300 dollars)

27.11 L'augmentation au titre des voyages des participants à des réunions (79 900 dollars) est contrebalancée en partie par des diminutions au titre d'autres objets de dépense.

h) Namibie (Augmentation : 1 800 dollars)

27.12 Il sera mis fin au programme d'information à la fin de 1991.

i) Appui aux programmes : administration du Département
(Diminution : 872 500 dollars)

27.13 La diminution tient essentiellement à des transferts au titre du personnel temporaire (390 800 dollars) et des heures supplémentaires (146 300 dollars) aux divisions intéressées, afin de mieux refléter l'utilisation effective de ces crédits. En outre, des économies devraient être réalisées au titre des traitements et dépenses communes de personnel (59 900 dollars), de la location et de l'entretien du matériel de traitement

électronique de l'information (108 000 dollars) et des fournitures, des accessoires et du matériel (288 900 dollars). Toutefois, de même que d'autres économies mineures, ces économies sont en partie contrebalancées par une augmentation au titre des communications (107 300 dollars).

B. Service de l'information (Genève)
(Augmentation : 408 400 dollars)

27.14 L'augmentation de 582 200 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel résulte des facteurs suivants : a) taux d'occupation des postes plus élevé que prévu; b) occupation pendant trois mois d'un poste de surnuméraire de la catégorie des services généraux; c) versement à la cessation de services de surnuméraires; d) augmentation au titre du personnel temporaire (154 100 dollars), des heures supplémentaires (10 200 dollars) et des accessoires photographiques (5 000 dollars), le volume de travail ayant été plus élevé que prévu. Ces augmentations sont en partie contrebalancées par des transferts et économies au titre d'un certain nombre d'autres objets de dépense.

C. Service de l'information (Vienne)
(Augmentation : 3 400 dollars)

27.15 L'augmentation au titre des traitements et dépenses communes de personnel (7 800 dollars), des frais de voyage (3 000 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (5 000 dollars) est partiellement contrebalancée par des économies au titre d'un certain nombre d'autres objets de dépense.

D. Centres d'information (Diminution : 417 200 dollars)

27.16 La diminution concerne essentiellement les traitements et dépenses communes de personnel (743 400 dollars). L'ouverture du centre d'information de Windhoek était prévue pour la fin de 1991 et non plus pour le début de l'année, d'où des économies d'environ 70 000 dollars au titre des dépenses de fonctionnement et 110 000 dollars au titre des dépenses de personnel. L'augmentation des frais généraux de fonctionnement (826 300 dollars) tient surtout aux obligations contractuelles relatives à la location et à l'entretien des locaux.

TITRE VII. SERVICES COMMUNS D'APPUI

CHAPITRE 28A. BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION

Tableau 28A.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
14 557,5	(44,4)	(11,4)	-	499,6	443,8	15 001,3
2. Fonds extrabudgétaires						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
	Services d'appui à :					
	i) D'autres organismes des Nations Unies :					
714,3	Appui administratif financé à l'aide de fonds extrabudgétaires				651,4	
	ii) Des programmes extrabudgétaires :					
1 488,5	Appui à des activités de fonds extrabudgétaires				744,2	
4 021,7	Remboursement au titre des services d'appui aux activités de coopération technique				2 010,8	
1 511,5	Opérations de maintien de la paix				1 344,0	
7 736,0	Total 2				4 750,4	
22 293,5	Total 1 et 2				19 751,7	

Tableau 28A.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion :							
1. Direction exécutive et administration	1 868,6	(3,7)	-	-	239,1	235,4	2 104,0
2. Examens et recours	873,5	(0,3)	-	-	27,1	26,8	900,3
3. Système intégré de gestion	9 341,6	(42,4)	(11,4)	-	-	(53,8)	9 287,8
4. Appui au programme : Service administratif	2 473,8	2,0	-	-	233,4	235,4	2 709,2
Total	14 557,5	(44,4)	(11,4)	-	499,6	443,8	15 001,3

Tableau 20A.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses					
	personnel	voyage	contractuels	de fonc-	mobilier et	
				tionnement	matériel	
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion :						
1. Direction exécutive et administration	188,2	45,9	-	1,3	-	235,4
2. Examen et recours	26,8	-	-	-	-	26,8
3. Système intégré de gestion	(15,0)	(0,3)	(29,0)	-	(9,5)	(53,8)
4. Appui au programme : Service administratif	235,4	-	-	-	-	235,4
Total	435,4	45,6	(29,0)	1,3	(9,5)	443,8

**CHAPITRE 28A. BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT
A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION**

MONTANTS REVISES (Augmentation : 443 800 dollars)

**A. Bureau du Secrétaire général adjoint
(Augmentation : 235 400 dollars)**

28A.1 L'augmentation globale de 188 200 dollars enregistrée à la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel est répartie comme suit : postes permanents (118 000 dollars), dépenses communes de personnel (15 800 dollars), surnuméraires (35 300 dollars) et heures supplémentaires (19 100 dollars). Cette augmentation est due au fait qu'il a fallu transférer des postes pour faire face à la charge de travail supplémentaire liée au mandat spécial du Secrétaire général adjoint relatif à la Namibie et aux autres missions entreprises au cours de l'exercice biennal. L'augmentation de 45 900 dollars à la rubrique Frais de voyage correspond à deux sessions supplémentaires du groupe de travail du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel qui ont eu lieu pendant l'exercice. L'augmentation de 1 300 dollars à la rubrique Frais généraux de fonctionnement concerne l'entretien du matériel de bureautique.

B. Examens et recours (Augmentation : 26 800 dollars)

28A.2 L'augmentation nette de 26 800 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est due à des écarts entre les coûts standard et les coûts effectifs (impliquant une augmentation de 19 000 dollars pour les postes permanents et, en contrepartie, une diminution de 35 100 dollars pour les dépenses communes de personnel), et au fait qu'on a continué à faire appel aux surnuméraires pendant une partie de l'exercice biennal (43 200 dollars). On enregistre une légère diminution pour le personnel temporaire (300 dollars), le taux d'inflation ayant été plus faible que prévu.

C. Système intégré de gestion (Diminution : 53 800 dollars)

28A.3 Le Secrétaire général adjoint a obtenu l'autorisation d'affecter les crédits demandés pour le Système intégré de gestion à un compte distinct afin de pouvoir reporter tout solde inutilisé à l'exercice biennal suivant jusqu'à ce que la phase I du projet soit achevée et les comptes apurés. Le crédit est donc inscrit à ce compte spécial. La diminution tient au fait que ce crédit a été réajusté sur la base des taux révisés de 1991.

D. Service administratif (Augmentation : 235 400 dollars)

28A.4 L'augmentation nette de 235 400 dollars comprend des augmentations de 232 500 dollars pour les postes permanents, 87 100 dollars pour les surnuméraires et 19 900 dollars pour les heures supplémentaires, et une diminution de 104 100 dollars pour les dépenses communes de personnel. L'augmentation au titre des postes permanents est due au fait que les coûts ont été supérieurs à la moyenne, qu'aucun poste n'a été laissé vacant dans le

tableau d'effectifs et que des postes ont été transférés au Service administratif en raison de l'augmentation du volume de travail. L'augmentation au titre des heures supplémentaires s'explique également par la charge de travail plus lourde inhérente à la gestion de diverses missions de maintien de la paix organisées au cours de l'exercice biennal. La diminution à la rubrique Dépenses communes de personnel reflète l'écart entre les coûts standard et les dépenses effectives, qui étaient plus faibles.

**CHAPITRE 28.B. BUREAU DE LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES.
DU BUDGET ET DES FINANCES**

Tableau 28B.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
22 599,5	(16,0)	-	-	159,9	143,9	22 743,4

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
	i) D'autres organismes des Nations Unies :	
	Appui administratif financé à l'aide de fonds extrabudgétaires	
3 227,0		3 279,6
	ii) Des programmes extrabudgétaires :	
	Appui à des activités de fond extrabudgétaires	
1 264,2		1 218,7
	Remboursement au titre des services d'appui aux activités de coopération technique	
3 144,3		3 265,4
2 126,1	Opérations de maintien de la paix	1 450,8
9 761,6		9 214,5
	Total a)	

Tableau 28B.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
-	b) Activités de fond	
-		Total b)
-	c) Projets opérationnels	
-		Total c)
9 761,6	Total a), b) et c)	9 214,5
32 360,8	Total 1 et 2	31 057,9

Tableau 200.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour						Total
	1990-1991	Inflation	taux de change	Decisions des organes directeurs	Divers	1990-1991	
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances :							
1. Bureau du Sous-Secrétaire général (Contrôleur)	1 035,7	(4,1)	-	-	160,9	156,8	1 192,5
2. Division de la gestion financière et du contrôle	2 771,4	(0,1)	-	-	(37,2)	(37,3)	2 734,1
3. Division de la planification des programmes et du budget	6 276,6	(8,4)	-	-	(245,5)	(253,9)	6 022,7
4. Division des services d'évaluation et de gestion	3 261,0	(5,2)	-	-	(297,2)	(302,4)	2 958,6
5. Division de la comptabilité	8 235,5	3,0	-	-	450,5	453,5	8 689,0
6. Trésorerie	1 319,3	(1,2)	-	-	128,4	127,2	1 146,5
Total	22 599,5	(16,0)	-	-	159,9	143,9	22 743,4

Budget ordinaire : repartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services		Frais généraux		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
	Personnel	Frais de voyage	Autres services	Frais généraux	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total					
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances :												
1. Bureau du Sous-Secrétaire général (Contrôleur)	142.2		14.6	-	-	-	-	-	-	-	-	156.8
2. Division de la gestion financière et du contrôle	(40.9)		3.6	-	-	-	-	-	-	-	-	(37.3)
3. Division de la planification des programmes et du budget	(255.6)		1.7	-	-	-	-	-	-	-	-	(253.9)
4. Division des services d'évaluation et de gestion	(311.7)		9.3	-	-	-	-	-	-	-	-	(302.4)
5. Division de la comptabilité	497.7		3.4	(47.6)	-	-	-	-	-	-	-	453.5
6. Trésorerie	131.1		-	(3.9)	-	-	-	-	-	-	-	127.2
Total	162.8		32.6	(51.5)	-	-	-	-	-	-	-	143.9

**CHAPITRE 28B. BUREAU DE LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES,
DU BUDGET ET DES FINANCES**

MONTANTS REVISES (Augmentation : 143 900 dollars)

28B.1 L'augmentation totale pour l'ensemble du chapitre correspond essentiellement à des augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (162 800 dollars), notamment parce qu'il a fallu couvrir les dépenses afférentes aux surnuméraires qui sont restés au service de l'Organisation après les réductions d'effectifs.

**A. Bureau du Sous-Secrétaire général (Contrôleur)
(Augmentation : 156 800 dollars)**

28B.2 L'augmentation de 142 200 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel comprend une augmentation de 29 000 dollars au titre des postes permanents et une autre de 38 600 dollars au titre des dépenses communes de personnel, dues l'une et l'autre aux écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard. On enregistre une augmentation de 78 500 dollars pour les heures supplémentaires, due à un accroissement de la charge de travail au cours de l'exercice biennal, notamment à la Division de la comptabilité. Il devrait y avoir une diminution de 3 900 dollars au titre du personnel temporaire et des consultants. A la rubrique frais de voyage, une augmentation de 14 600 dollars correspond à des déplacements qui n'étaient pas prévus dans le budget, pour les consultations et négociations concernant les nouveaux arrangements avec le PNUD.

**B. Division de la gestion financière et du contrôle
(Diminution : 37 300 dollars)**

28B.3 La diminution prévue de 37 300 dollars provient d'une économie de 172 200 dollars réalisée sur les dépenses communes de personnel, qui a été partiellement contrebalancée par une augmentation de 131 300 dollars dans les dépenses afférentes aux surnuméraires, pour lesquels aucun crédit n'était prévu durant l'exercice biennal. L'augmentation de 3 600 dollars au titre des frais de voyage correspond à la participation aux négociations sur les nouveaux arrangements avec le PNUD.

**C. Division de la planification des programmes et du budget
(Diminution : 253 900 dollars)**

28B.4 La diminution de 253 900 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est le résultat net d'une augmentation de 335 600 dollars imputable aux surnuméraires, qui est contrebalancée très largement par une diminution de 76 900 dollars au titre des postes permanents et une autre diminution de 31 000 dollars au titre des dépenses communes de personnel, dues l'une et l'autre aux écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard. On enregistre une augmentation de 1 700 dollars correspondant à des frais de voyage supplémentaires pour la participation à diverses réunions.

D. Division des services d'évaluation et de gestion
(Diminution : 302 400 dollars)

28B.5 Cette diminution de 302 400 dollars correspond à des économies d'un montant de 477 500 dollars prévues au titre des traitements (296 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (181 300 dollars) en raison des vacances de poste créées par la réorganisation de la Division, et à une économie de 28 700 dollars à la rubrique Consultants, économies qui ont été compensées en partie par des augmentations au titre des surnuméraires (194 700 dollars) et des frais de voyage (9 300 dollars), pour établir les rapports d'évaluation dans d'autres lieux d'affectation.

E. Division de la comptabilité (Augmentation : 453 500 dollars)

28B.6 L'augmentation globale de 497 700 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel comprend une augmentation de 378 800 dollars au titre des postes permanents et une autre de 118 900 dollars au titre des dépenses communes de personnel, dues essentiellement aux surnuméraires. Une augmentation de 3 400 dollars est imputable à des frais de voyage imprévus. On enregistre en contrepartie une diminution beaucoup plus importante (47 600 dollars) au titre des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure.

F. Trésorerie (Augmentation : 127 200 dollars)

28B.7 L'augmentation nette de 127 200 dollars résulte d'augmentations au titre des postes permanents (121 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (9 900 dollars), dues aux surnuméraires. On enregistre une diminution de 3 900 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie et de reliure qui correspond à une réduction des ressources nécessaires à cette rubrique.

CHAPITRE 28C. BUREAU DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tableau 28C.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
27 952,4	(40,7)	0,6	-	4 969,0	4 928,9	32 881,3

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies :

1 108,5	Appui administratif financé à l'aide de fonds extrabudgétaires	1 732,6
---------	--	---------

ii) Des programmes extrabudgétaires :

	Fonds d'affectation spéciale des intérêts de la contribution au compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	45,6
170,5	Appui à des activités de fond financées à l'aide de fonds extrabudgétaires	366,7
117,4	Remboursements au titre des services d'appui aux activités de coopération technique	140,2
356,8	Opérations de maintien de la paix	638,0

Tableau 28C.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
-	Fonds d'affectation spéciale pour une aide à la formation de fonctionnaires des Nations Unies en français	3,0
117,4	Divers (HCR)	-
1 870,6	Total a)	2 926,1
-	b) Activités de fond	-
-	Total b)	-
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
1 870,6	Total a), b) et c)	2 926,1
29 823,0	Total 1 et 2	35 807,4

Tableau 28C.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
a) Direction exécutive et administration	690,3	(1,4)	-	-	363,8	362,4	1 252,7
b) Planification et information	1 577,4	(0,5)	-	-	1 162,6	1 162,1	2 739,5
c) Services du personnel, des affectations et de l'organisation des carrières	8 765,8	(8,4)	-	-	1 687,7	1 679,3	10 445,1
d) Administration du personnel	5 969,1	(5,1)	-	-	1 092,1	1 087,0	7 056,1
e) Services médicaux et assistance du personnel	2 951,6	(1,5)	-	-	518,8	517,3	3 468,9
f) Examens et recours	825,4	(4,0)	-	-	37,2	33,2	858,6
g) Services de formation (Siège)	6 270,0	(20,1)	-	-	303,4	283,3	6 553,3

28C. Bureau de la gestion des
ressources humaines :

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Decisions des organes directeurs	Divers	Total		
h) Formation : commissions régionales :								
i) Formation et examens (CESAP)	189,5	0,3	0,6	-	-	0,9	190,4	
ii) Formation et examens (CEPALC)	119,5	-	-	-	(12,5)	(12,5)	107,0	
iii) Formation et examens (CEA)	232,3	-	-	-	(54,4)	(54,4)	177,9	
iv) Formation et examens (CESAO)	161,5	-	-	-	(129,7)	(129,7)	31,8	
Total partie I, h)	702,8	0,3	0,6	-	(196,6)	(195,7)	507,1	
Total	27 952,4	(40,7)	0,6	-	4 965,0	4 928,9	32 881,3	

Tableau 28C.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
h) Formation :								
commissions								
régionales :								
i) Formation et examens (CESAP)	6,6	-	-	-	-	(5,7)	-	0,9
ii) Formation et examens (CEPALC)	(7,0)	0,5	-	-	-	(6,0)	-	(12,5)
iii) Formation et examens (CEA)	(54,4)	-	-	-	-	-	-	(54,4)
iv) Formation et examens (CESAD)	(113,7)	(5,0)	-	-	-	(11,0)	-	(125,7)
Total partie l. h)	(168,5)	(4,5)	-	-	-	(22,7)	-	(195,7)
Total	5 058,1	(14,2)	(24,1)	(227,9)	(2,7)	29,9	109,8	4 928,9

CHAPITRE 28C. BUREAU DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

MONTANTS REVISES (Augmentation : 4 928 900 dollars)

28C.1 L'augmentation globale prévue au chapitre 28C est le résultat net des facteurs suivants : augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (5 058 100 dollars), du matériel (29 900 dollars) et des études professionnelles (109 800 dollars); économies réalisées à diverses rubriques, notamment les frais de voyage, les travaux d'imprimerie et les services contractuels. L'augmentation liée aux traitements et aux dépenses communes de personnel comprend les dépenses afférentes aux surnuméraires employés au Bureau de la gestion des ressources humaines (3 954 500 dollars) ainsi que des augmentations au titre des postes permanents (811 300 dollars), du personnel temporaire (61 800 dollars), des consultants (23 300 dollars), des heures supplémentaires (44 600 dollars), des traitements des professeurs de langues (69 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (93 400 dollars). Au 30 novembre 1991, le Bureau comptait 25 surnuméraires dans ses effectifs.

A. Direction exécutive et administration
(Augmentation : 362 400 dollars)

28C.2 A la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel, des ressources additionnelles sont nécessaires (398 500 dollars) pour couvrir les dépenses afférentes aux surnuméraires (316 300 dollars) et les augmentations au titre des heures supplémentaires (3 500 dollars) et des dépenses communes de personnel (78 700 dollars). Cette dernière augmentation est imputable aux écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard. Les augmentations ci-dessus sont compensées en partie par des économies aux rubriques Frais de voyage, Imprimerie et Frais généraux de fonctionnement.

B. Planification et information (Augmentation : 1 162 100 dollars)

28C.3 L'augmentation de 1 168 200 dollars proposée pour les traitements et les dépenses communes de personnel se décompose comme suit : dépenses afférentes aux surnuméraires : 1 027 300 dollars; emploi d'un consultant pour assister l'administratrice générale chargée des questions féminines : 25 000 dollars (aucun crédit n'avait été prévu); et augmentation due principalement à l'écart entre les coûts effectifs et les coûts standard pour les traitements et dépenses communes de personnel : 115 900 dollars.

C. Services du personnel, des affectations et de l'organisation des carrières
(Augmentation : 1 679 300 dollars)

28C.4 Cette augmentation concerne principalement les ressources additionnelles nécessaires pour les dépenses de personnel (1 725 500 dollars); elle est composée des éléments suivants : a) dépenses afférentes aux surnuméraires (890 400 dollars); b) transferts de postes à ce secteur d'activité et écart entre les dépenses effectives et les coûts standard

(884 000 dollars); c) économie à la rubrique Personnel temporaire (71 700 dollars); d) dépenses supplémentaires au titre des heures supplémentaires (22 800 dollars).

D. Administration du personnel (Augmentation : 1 087 000 dollars)

28C.5 Cette augmentation représente principalement les ressources supplémentaires qui seront nécessaires pour financer les dépenses de personnel (1 045 000 dollars) et les frais de voyage du personnel (42 800 dollars). Les missions effectuées dans les bureaux extérieurs pour le classement des emplois et les enquêtes sur les salaires ont entraîné des déplacements plus nombreux. L'augmentation des dépenses de personnel est due aux facteurs suivants : a) dépenses non budgétisées afférentes aux surnuméraires employés par le Groupe des indemnités et prestations (1 375 000 dollars); b) dépenses additionnelles au titre du personnel temporaire (72 600 dollars) et des heures supplémentaires (14 800 dollars), compensées en partie par des économies à la rubrique Postes permanents et dépenses communes de personnel (417 400 dollars), qui sont dues à des écarts entre les dépenses effectives et les coûts standard, ainsi qu'à des transferts de postes.

E. Services médicaux et assistance au personnel
(Augmentation : 517 300 dollars)

28C.6 L'augmentation proposée concerne principalement les dépenses de personnel (514 600 dollars) et est imputable à l'emploi de surnuméraires (249 600 dollars), à des écarts entre les dépenses effectives et les coûts standard (241 800 dollars) et à des services de consultants (23 200 dollars).

F. Examens et recours (Augmentation : 33 200 dollars)

28C.7 L'augmentation (33 200 dollars) est le résultat net d'une augmentation au titre des postes permanents (70 400 dollars) et des heures supplémentaires (2 500 dollars) qui est partiellement compensée par des économies au titre du personnel temporaire (33 300 dollars) et des dépenses communes de personnel (6 400 dollars).

G. Services de formation (Siège) (Augmentation : 225 300 dollars)

28C.8 Des ressources supplémentaires sont demandées au titre des traitements et des dépenses communes de personnel (341 600 dollars), des frais de voyage (4 800 dollars), des fournitures (14 700 dollars), des matériels (39 600 dollars) et des études professionnelles (177 800 dollars). Les augmentations ont été partiellement compensées par des économies dans les programmes de formation linguistique de Moscou et Beijing (225 300 dollars) et dans les frais généraux de fonctionnement (400 dollars).

28C.9 L'augmentation correspondant aux dépenses de personnel comprend les éléments suivants : surnuméraires (95 900 dollars), personnel temporaire pour la formation à l'informatique (32 800 dollars), consultants pour la formation à l'informatique (113 000 dollars), dépenses additionnelles afférentes aux traitements des professeurs de langues et écarts entre les dépenses effectives et les coûts standard pour les traitements et dépenses communes de personnel (99 900 dollars).

H. Formation : commissions régionales
(Diminution : 195 700 dollars)

28C.10 Les activités de formation ont été interrompues dans deux commissions régionales parce qu'il a fallu évacuer leur personnel. Des économies ont ainsi été réalisées aux rubriques Consultants (76 100 dollars), Traitements des professeurs de langues (92 400 dollars), Frais de voyage du personnel (4 500 dollars) et Fournitures, accessoires, mobilier et matériel (22 700 dollars).

CHAPITRE 28D. BUREAU DES SERVICES GENERAUX (SIEGE)

Tableau 28D.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
195 963,4	(977,8)	(75,4)	-	379,7	(673,5)	195 289,9

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies :

4 240,2	Appui administratif financé à l'aide de fonds extrabudgétaires	4 364,2
---------	--	---------

ii) Des programmes extrabudgétaires :

1 500,0	Appui aux programmes de coopération technique	1 500,0
162,8	Fonds d'affectation spéciale pour la section allemande de traduction	185,4
8 206,4 a/	Opérations de maintien de la paix	5 901,1
14 109,4 a/	Total a)	11 950,7

Tableau 28D.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	b) Activités de fond :	
-	Fonds d'affectation spéciale pour les intérêts perçus sur la contribution au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	249,6
-	Fonds d'affectation spéciale pour les achats coordonnés des organismes des Nations Unies	238,5
-	Total b)	488,1
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
14 109,4	Total a), b) et c)	12 438,8
210 072,8	Total 1 et 2	207 728,7

a/ Comprend le financement des postes pour le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, qui avait été planifié sur l'ensemble de l'exercice biennal.

Tableau 280.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991	
D. Bureau des services généraux du Siège	195 963,4	(977,8)	(75,4)	-	379,7	(673,5)	195 289,9	
1. Directeur exécutive et administration	1 151,4	(5,7)	-	-	17,4	11,7	1 163,1	
2. Division des opérations hors Siège	6 121,7	44,7	(12,8)	-	(422,4)	(390,5)	5 731,2	
3. Service de la sécurité et de la sûreté	23 254,2	27,9	-	-	7,2	35,1	23 289,3	
4. Division des bâtiments et des services commerciaux	121 000,8	(905,6)	-	-	608,4	(297,2)	120 703,6	
a) Service des activités commerciales, des achats et des transports	11 588,3	2,3	-	-	1 565,8	1 568,1	13 156,4	
b) Exploitation et entretien des bâtiments	87 147,8	(873,4)	-	-	(727,0)	(1 600,4)	85 547,4	
c) Courrier, archives et gestion des dossiers	22 264,7	(34,5)	-	-	(230,4)	(264,9)	21 999,8	

Tableau 280.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
5. Division des services électroniques	44 435,3	(139,1)	(62,6)	-	169,1	(32,6)	44 402,7	
a) Bureau du Directeur	538,5	(1,4)	-	-	(24,7)	(26,1)	512,4	
b) Service des télécommunications	18 422,7	(67,4)	(4,8)	-	603,4	531,2	18 953,9	
c) Service de bureautique	6 421,6	(22,4)	-	-	(82,6)	(105,0)	6 316,6	
d) Section informatique de New York	10 599,6	(36,4)	-	-	567,5	531,1	11 130,7	
e) Service de gestion de l'information	2 235,0	(5,7)	-	-	(404,7)	(410,4)	1 824,6	
f) Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information	906,6	(1,9)	(8,8)	-	(73,1)	(82,8)	823,8	
g) Centre international de calcul	5 311,3	(4,9)	(49,0)	-	(416,7)	(470,6)	4 840,7	
Totaux	195 963,4	(977,8)	(75,4)	-	379,7	(673,5)	195 289,9	

Tableau 280.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services contractuels		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et divers		Total
0. Bureau des services généraux du Siège	437,4	62,7	46,7	872,1	(3 475,5)	1 936,5	(553,4)	(673,5)			
1. Direction exécutive et administration	26,4	(14,6)	-	-	(0,1)	-	-	11,7			
2. Division des opérations hors Siège	(496,5)	-	-	-	91,7	14,3	-	(390,5)			
3. Service de la sécurité et de la sûreté	(224,0)	39,8	4,2	-	145,1	70,0	-	35,1			
4. Division des bâtiments et des services commerciaux	153,4	6,2	42,5	821,4	(2 945,8)	1 625,1	-	(297,2)			
a) Service des activités commerciales, des achats et des transports	1 011,0	18,4	42,5	-	(4,3)	500,5	-	1 568,1			
b) Exploitation et entretien des bâtiments	(556,2)	(12,2)	-	-	(1 965,2)	933,2	-	(1 600,4)			
c) Courrier, archives et gestion des dossiers	(301,4)	-	-	801,4	(976,3)	191,4	-	(264,9)			

Tableau 280.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Total
						Divers	Total	
5. Division des services électroniques	979,1	31,3	-	50,7	(766,4)	227,1	(553,4)	(32,6)
a) Bureau du Directeur	(57,3)	31,2	-	-	-	-	-	(26,1)
b) Service des telecommunications	951,4	0,1	-	-	(419,5)	(0,8)	-	531,2
c) Service de bureautique	(114,6)	-	-	-	(121,3)	130,9	-	(105,0)
d) Section informa- tique de New York	616,4	-	-	43,2	(225,5)	97,0	-	531,1
e) Service de gestion de l'information	(417,8)	-	-	7,5	(0,1)	-	-	(410,4)
f) Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information	-	-	-	-	-	-	(82,8)	(82,8)
g) Centre international de calcul	-	-	-	-	-	-	(470,6)	(470,6)
Total	437,4	62,7	46,7	872,1	(3 475,5)	1 936,5	(553,4)	(673,5)

CHAPITRE 28D. BUREAU DES SERVICES GENERAUX**MONTANTS REVISES (Diminution : 673 500 dollars)**

28D.1 L'économie nette prévue (673 500 dollars) comprend une diminution de 977 800 dollars due au fait que l'inflation a été plus faible que prévu et une autre diminution de 75 400 dollars imputable à des taux de change favorables, ces diminutions étant partiellement compensées par une augmentation de 379 700 dollars à la rubrique Divers. La diminution à la rubrique Taux de change concerne : a) à Genève, la participation aux activités du Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information et à celles du Centre international de calcul, et le réseau de communications de l'ONU (62 600 dollars); et b) les activités du dépôt de l'ONU à Pise et des agents du Service mobile chargés des communications (12 800 dollars).

28D.2 La répartition des montants révisés par programme, ainsi que les écarts par rapport aux prévisions, par principal objet de dépense sont expliqués ci-après dans le détail sous les programmes correspondants. En résumé, la diminution nette de 673 500 dollars est due aux facteurs suivants :

a) diminution de 1 539 000 dollars au titre des services communs d'appui (frais généraux de fonctionnement, fournitures, accessoires, mobilier et matériel); et b) diminution de 553 400 dollars au titre de la participation de l'ONU aux activités des systèmes de calcul et d'information. Ces réductions sont compensées en partie par les augmentations suivantes : a) 1 372 200 dollars au titre des dépenses de personnel, directes et indirectes, dont 437 400 dollars pour les traitements et dépenses communes de personnel, 62 700 dollars pour les frais de voyage et 872 100 dollars pour les autres services contractuels; b) 46 700 dollars au titre de l'imprimerie.

A. Direction exécutive et administration
(Augmentation : 11 700 dollars)

28D.3 L'augmentation nette prévue pour le Bureau du Sous-Secrétaire général résulte de dépenses additionnelles à la rubrique Divers (17 400 dollars) qui ont été partiellement compensées par une diminution due à un taux d'inflation plus faible que prévu (5 700 dollars). Ventilée par principal objet de dépense, cette augmentation comprend une augmentation à la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel (26 400 dollars) et des économies aux rubriques Frais de voyage du personnel (14 600 dollars) et Frais généraux de fonctionnement (100 dollars).

28D.4 L'augmentation de 26 400 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel résulte d'un taux élevé d'occupation des postes (109 800 dollars). Cette augmentation est partiellement compensée par une économie de 83 300 dollars au titre du personnel temporaire et de 100 dollars au titre des communications téléphoniques interurbaines et internationales.

B. Division des opérations hors Siège
(Diminution : 390 500 dollars)

28D.5 Les activités de la Division se répartissent entre le Siège, les missions hors Siège pour lesquelles elle fournit des spécialistes des communications, et le dépôt de l'ONU à Pise. La diminution nette résulte des facteurs suivants : économies aux rubriques Divers (422 400 dollars) et Taux de change (12 800 dollars) et augmentation imputable à l'inflation (44 700 dollars).

28D.6 La diminution de 496 500 dollars qui apparaît au titre des traitements et dépenses communes de personnel est due essentiellement au fait que les dépenses effectives ont été inférieures aux coûts standard utilisés dans les prévisions (594 500 dollars), économie partiellement compensée par des dépenses plus importantes à la rubrique Heures supplémentaires (98 000 dollars). L'augmentation de 98 000 dollars au titre des heures supplémentaires, dont 38 200 dollars concernent le personnel du Siège et 59 800 dollars le personnel des communications hors Siège, résulte d'un accroissement du volume de travail dû à la mise en place de plusieurs nouvelles missions de maintien de la paix, à intervalles rapprochés.

28D.7 En ce qui concerne les frais généraux de fonctionnement, l'augmentation de 91 700 dollars correspond principalement au coût des communications liées à la mise en place de nouvelles missions de maintien de la paix. En outre, comme on avait sous-estimé le coût de remplacement d'un véhicule pour le dépôt de l'ONU à Pise, des dépenses supplémentaires d'un montant de 14 300 dollars sont prévues à la rubrique Mobilier et matériel.

C. Service de la sécurité et de la sûreté
(Augmentation : 35 100 dollars)

28D.8 L'augmentation ci-dessus est imputable à l'inflation (27 900 dollars) et aux divers (7 200 dollars). Les postes de dépenses concernés sont principalement les frais de voyage du personnel (39 800 dollars), les frais d'imprimerie (4 200 dollars), les frais généraux de fonctionnement (145 100 dollars) et les fournitures, les accessoires, le mobilier et le matériel (70 000 dollars). Ces augmentations sont partiellement compensées par une économie de 224 000 dollars sur les traitements et dépenses communes de personnel. L'inflation positive prévue pour ce service résulte de l'écart entre les coûts salariaux qui ont été effectivement enregistrés en 1991 et les prévisions budgétaires en ce qui concerne les agents des services généraux et les agents apparentés. Comme ceux-ci sont particulièrement nombreux, les prévisions concernant l'inflation produisent un montant positif.

28D.9 La diminution de 224 000 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel correspond à des économies aux rubriques Postes permanents (741 400 dollars) et Dépenses communes de personnel (438 400 dollars), qui sont partiellement compensées par des diminutions au titre du personnel temporaire (638 800 dollars) et des heures supplémentaires (317 000 dollars). Comme le pourcentage des postes vacants était plus élevé

que prévu à la fin de l'exercice biennal 1990-1991, les coûts effectifs correspondant aux traitements et aux dépenses communes de personnel devraient être inférieurs au montant des crédits initialement approuvés. La forte augmentation au titre du personnel temporaire (638 800 dollars) tient au fait qu'il a fallu renforcer les mesures de sécurité à cause de la situation entre l'Iraq et le Koweït. De même, les mesures de sécurité adoptées pour les réunions et les multiples consultations officieuses du Conseil de sécurité ont entraîné des dépenses additionnelles à la rubrique Heures supplémentaires (317 000 dollars).

28D.10 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, il a fallu mettre des agents de sécurité à la disposition du Président de l'Assemblée générale pour l'accompagner dans ses déplacements. Comme aucun crédit n'était prévu à cet effet dans le budget-programme, on a enregistré à ce poste des dépenses supplémentaires d'un montant de 39 800 dollars en 1990-1991. L'accroissement du nombre des formulaires imprimés a également entraîné des dépenses supplémentaires s'élevant à 4 200 dollars.

28D.11 S'agissant des frais généraux de fonctionnement, l'augmentation (145 100 dollars) correspond à des dépenses consacrées aux fournitures pour l'entretien des locaux. Du fait que la sécurité a été renforcée à l'intérieur du périmètre de l'ONU et que de nouveaux agents ont été recrutés à titre temporaire, il a fallu acheter des uniformes et des fournitures supplémentaires pour le Service de la sécurité et de la sûreté. Par ailleurs, le renforcement du dispositif de sécurité au Siège a nécessité l'acquisition de plusieurs détecteurs à rayons X. On prévoit de ce fait des dépenses additionnelles d'un montant de 70 000 dollars à la rubrique Mobilier et matériel.

D. Division des bâtiments et des services commerciaux
(Diminution : 297 200 dollars)

1. Service des activités commerciales, des achats et des transports (Augmentation : 1 568 100 dollars)

28D.12 Cette augmentation est imputable à l'inflation (2 300 dollars) et aux divers (1 565 800 dollars). L'inflation positive prévue pour ce programme est due au fait que les agents appartenant à la catégorie des services généraux et aux catégories apparentées étaient plus nombreux que d'habitude. Etant donné les coûts effectifs enregistrés en 1991, on prévoit des dépenses salariales plus élevées que celles qui avaient été initialement budgétisées pour ces catégories.

28D.13 Ces augmentations sont réparties comme suit entre les principaux objets de dépense : traitements et dépenses communes de personnel (1 011 000 dollars); frais de voyage (18 400 dollars); imprimerie (42 500 dollars) et fournitures, accessoires, mobilier et matériel (500 500 dollars).

28D.14 L'augmentation de 1 011 000 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel résulte de dépenses additionnelles à la rubrique Traitements (1 098 900 dollars) qui ont été partiellement compensées par une diminution des dépenses aux rubriques Dépenses communes de personnel (87 200 dollars) et Heures supplémentaires (700 dollars). Les augmentations afférentes aux traitements s'expliquent par des taux d'occupation de postes plus élevés que prévu et le recours à un grand nombre de surnuméraires.

28D.15 L'augmentation de 18 400 dollars qui apparaît dans les frais de voyage du personnel correspond aux frais de participation à une réunion interinstitutions consacrée à l'amélioration des opérations d'achat. L'augmentation de 42 500 dollars au titre des travaux contractuels d'imprimerie concerne les laissez-passer supplémentaires qui ont dû être établis pour les fonctionnaires affectés à diverses missions de maintien de la paix.

28D.16 L'augmentation prévue (500 500 dollars) à la rubrique Fournitures, accessoires, mobilier et matériel est entièrement imputable aux services d'appui que la Division des opérations hors Siège fournit aux missions de maintien de la paix. Comme c'est le Service des activités commerciales, des achats et des transports qui s'occupe des opérations d'achat, les ressources supplémentaires sont demandées sous son nom.

28D.17 Du fait que le nombre des opérations de maintien de la paix et des missions apparentées a fortement augmenté au cours de l'exercice biennal considéré, il a fallu acquérir du matériel de bureautique supplémentaire pour la Division des opérations hors Siège. En outre, pour accélérer l'enregistrement des opérations financières et des opérations d'achat entre le Siège et les missions, la Division a acheté un progiciel spécialement adapté à cet usage qui sera exploité sur le terrain. Comme ce progiciel nécessite un matériel plus perfectionné, il faudrait moderniser le matériel de bureautique existant non seulement à la Division des opérations hors Siège mais aussi à la Division de la comptabilité et au Service des activités commerciales, des achats et des transports. Dans les budgets des opérations de maintien de la paix, il n'y a généralement pas de crédits prévus pour l'achat de matériel de bureautique; c'est la raison pour laquelle les dépenses correspondantes sont intégrées dans les prévisions budgétaires du Service susmentionné.

2. Exploitation et entretien des bâtiments

(Diminution : 1 600 400 dollars)

28D.18 La diminution de 1 600 400 dollars correspond à des économies à la rubrique Inflation - qui a été plus faible que prévu - (873 400 dollars) et Divers (727 000 dollars). Cette diminution est le résultat des facteurs suivants : économies au titre des traitements et dépenses communes de personnel (556 200 dollars), des frais de voyage (12 200 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (1 965 000 dollars), augmentation au titre des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (933 200 dollars).

28D.19 La diminution nette de 556 200 dollars à la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel comprend des économies au titre des Traitements (198 000 dollars) et des Dépenses communes de personnel (580 000 dollars) qui sont compensées en partie par des augmentations aux rubriques Personnel temporaire (79 500 dollars) et Heures supplémentaires (142 300 dollars). Les économies susmentionnées sont dues au fait que les coûts effectifs ont été plus faibles que les coûts prévus dans le budget pour les traitements et dépenses communes de personnel. Des crédits ont été approuvés au titre du personnel temporaire pour engager des jardiniers en saison. Comme les conditions météorologiques étaient favorables, la saison de jardinage a été prolongée en 1990-1991, ce qui a entraîné des dépenses supplémentaires à la rubrique Personnel temporaire. En ce qui concerne les heures supplémentaires, l'augmentation correspond a) aux services d'information et de réception qui ont dû être assurés après les heures de bureau pour les réunions et les consultations officieuses du Conseil de sécurité, dont le nombre a considérablement augmenté (42 300 dollars); b) à de gros travaux d'entretien urgent (70 000 dollars) qui ne pouvaient être effectués qu'en dehors des heures normales de travail; et c) à des aménagements mineurs des locaux liés à la création de plusieurs postes auxiliaires pour les opérations de maintien de la paix et d'autres activités connexes (30 000 dollars).

28D.20 La diminution de 12 200 dollars à la rubrique Frais de voyage du personnel correspond à un transfert de ressources au Service des activités commerciales, des achats et des transports, qui avait pour but de compenser en partie les dépenses additionnelles de ce service.

28D.21 La diminution nette de 1 965 200 dollars prévue au titre des frais généraux de fonctionnement correspond à une économie de 2 000 200 dollars escomptée à la rubrique Eclairage, chauffage, énergie et eau, dont il faut déduire des dépenses additionnelles d'un montant de 35 000 dollars à la rubrique Location et entretien des locaux :

a) L'augmentation nette à la rubrique Location et entretien des locaux correspond à des dépenses additionnelles au titre de la location des locaux (563 200 dollars), des aménagements mineurs des locaux (1 042 700 dollars) et des services divers d'entretien (248 700 dollars). Elle est compensée en partie par une réduction des dépenses au titre des fournitures pour l'entretien des locaux (581 100 dollars), de l'exploitation et de l'entretien des ascenseurs (1 238 500 dollars);

b) Les économies prévues à la rubrique Eclairage, chauffage, énergie et eau se décomposent comme suit : électricité (1 326 800 dollars), chaudières (612 100 dollars) et divers (61 300 dollars).

28D.22 L'augmentation de 563 200 dollars au titre de la location des locaux est due au fait qu'il a fallu louer une surface supplémentaire d'environ 725 mètres carrés dans le bâtiment DC2, location pour laquelle l'accord du CCQAB avait été sollicité au début de 1990.

28D.23 L'augmentation de 1 042 700 dollars au titre des aménagements mineurs des locaux correspond principalement à des dépenses non prévues au budget et reportées de l'exercice biennal 1988-1989, qu'il a fallu engager pour réaménager les bureaux à l'occasion de la réorganisation du Secrétariat et aux dépenses afférentes à la rénovation des locaux supplémentaires à usage de bureaux qui ont été loués (voir paragraphe 28D.22 ci-dessus). Les dépenses additionnelles sont également imputables, dans une moindre mesure, aux travaux d'installation électrique supplémentaires qu'il a fallu effectuer pour installer le matériel de bureautique dans les unités administratives relocalisées.

28D.24 Les diminutions au titre des fournitures pour l'entretien des locaux (581 100 dollars) et des services divers d'entretien (248 700 dollars) sont fondées sur une évaluation des stocks et des obligations contractuelles. La réduction des dépenses pour l'exploitation et l'entretien des ascenseurs (1 238 500 dollars) est directement liée au programme de modernisation des ascenseurs qui sera quasiment achevé à la fin de l'exercice biennal.

28D.25 A la rubrique Eclairage, chauffage, énergie et eau, la diminution de 2 000 200 dollars s'explique d'une part par les conditions météorologiques favorables et les économies d'énergie (1 336 500 dollars) et, d'autre part, par un taux d'inflation plus faible que prévu (663 700 dollars).

28D.26 L'augmentation de 933 200 dollars à la rubrique Fournitures, accessoires, mobilier et matériel est due à des dépenses non prévues au budget qui ont été engagées pour le mobilier et les équipements (691 100 dollars), à la nécessité de moderniser le matériel informatique du Service afin d'améliorer la coordination entre les divers systèmes de gestion informatisée (53 700 dollars) et au remplacement de certains appareils aux cuisines, qui tombaient constamment en panne et ne pouvaient plus être réparés (188 400 dollars).

3. Service du courrier, des archives et des dossiers
(Diminution : 264 900 dollars)

28D.27 La diminution prévue (264 900 dollars) comprend une économie de 34 500 dollars au titre de l'inflation et une économie de 230 400 dollars au titre des divers. Ces économies se répartissent entre les traitements et dépenses communes de personnel (301 400 dollars) et les frais généraux de fonctionnement (976 300 dollars), et elles sont compensées en partie par des augmentations au titre des autres services contractuels (821 400 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (191 400 dollars).

28D.28 La diminution de 301 400 dollars à la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel est imputable à des écarts entre les coûts effectifs et les coûts standard.

28D.29 L'augmentation de 821 400 dollars à la rubrique Autres services contractuels concerne les ingénieurs du son auxquels on a dû faire appel pour les nombreuses réunions et consultations officieuses du Conseil de sécurité.

28D.30 La diminution de 976 300 dollars à la rubrique Frais généraux de fonctionnement se décompose comme suit : économie de 526 100 dollars au titre de l'affranchissement et de 450 200 dollars au titre des valises diplomatiques. Ces économies sont dues au recours, pour l'envoi du courrier et des valises diplomatiques, à des formules qui permettent d'obtenir des tarifs plus économiques.

28D.31 L'augmentation de 191 400 dollars prévue à la rubrique Fournitures, accessoires, mobilier et matériel, est due au fait qu'il fallait remplacer le système de vote dans la salle de conférence 1 et le matériel d'interprétation simultanée dans la salle de conférence 9.

E. Division des services électroniques
(Diminution : 32 600 dollars)

1. Bureau du Directeur (Diminution : 26 100 dollars)

28D.32 Une diminution de 57 300 dollars est prévue à la rubrique Traitements et dépenses communes de personnel, principalement parce que les dépenses communes de personnel ont été inférieures aux prévisions. Cette diminution est compensée en partie par des dépenses additionnelles (31 200 dollars) à la rubrique Frais de voyage du personnel, dues au fait que les techniciens ont dû accompagner le Secrétaire général pour fournir une assistance en matière de cryptographie et aussi à des déplacements liés à l'installation de systèmes téléphoniques dans d'autres lieux d'affectation.

2. Services des télécommunications
(Augmentation : 531 200 dollars)

28D.33 L'augmentation de 531 200 dollars représente la différence entre les dépenses additionnelles prévues aux rubriques Traitements et dépenses communes de personnel (951 400 dollars) et Frais de voyage (100 dollars) et les économies prévues aux rubriques Frais généraux de fonctionnement (419 500 dollars) et Fournitures, accessoires, mobilier et matériel (800 dollars).

28D.34 L'augmentation de 951 400 dollars est répartie entre les traitements (686 400 dollars), les dépenses communes de personnel (94 800 dollars), les heures supplémentaires (90 700 dollars) et les services contractuels (institutions ou sociétés) (79 500 dollars). Pour les traitements et les dépenses communes de personnel, l'augmentation est due au fait que les surnuméraires ont été particulièrement nombreux au cours de l'exercice biennal. Par suite de la réorganisation du Bureau, un certain nombre de postes ont également été transférés du Service de gestion de l'information au Service des télécommunications. Pour les heures supplémentaires, l'augmentation est imputable principalement au volume considérable des télégrammes et télex qui ont été traités au cours de l'exercice 1990-1991. Pour les services contractuels, elle correspond aux frais d'assistance juridique et technique liés au litige portant sur la facturation des communications téléphoniques entre l'ONU et les sociétés NYNEX et AT&T. Le montant qui a été négocié par voie d'arbitrage est inclus dans ce chiffre.

28D.35 A la rubrique Frais généraux de fonctionnement, la diminution de 419 500 dollars correspond à des économies aux sous-rubriques Location de téléphones (1 085 900 dollars) et Communications téléphoniques locales, (273 000 dollars), qui ont été compensées en partie par des dépenses additionnelles à la sous-rubrique Télégrammes et télex (939 400 dollars). Pour la location des téléphones, la diminution a été obtenue grâce à l'accord de crédit-bail qui a été conclu au début de l'exercice biennal. L'économie de 273 000 dollars prévue au titre des communications téléphoniques locales repose sur les schémas de dépenses. Enfin, l'augmentation concernant les télégrammes et les télex est imputable principalement à un accroissement important du volume des communications, et notamment à la diffusion d'informations sur la situation entre l'Iraq et le Koweït.

3. Section informatique de New York
(Augmentation : 531 100 dollars)

28D.36 L'augmentation de 531 100 dollars correspond à des dépenses additionnelles à la rubrique Divers (567 500 dollars), qui sont compensées en partie par une économie de 36 400 dollars liée à l'inflation. L'augmentation globale se décompose comme suit : augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (616 400 dollars), des autres services contractuels (43 200 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (97 000 dollars); diminution au titre des frais généraux de fonctionnement (225 500 dollars).

28D.37 Pour les traitements et les dépenses communes de personnel, l'augmentation de 616 400 dollars est ventilée de la manière suivante : postes permanents (282 700 dollars), heures supplémentaires (49 800 dollars), services contractuels (institutions ou sociétés) (149 000 dollars) et dépenses communes de personnel (134 900 dollars). Les augmentations au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel sont dues au fait que plusieurs postes ont été transférés du Service de gestion de l'information à la Section dans le cadre du réaménagement de la Division. L'augmentation de 49 800 dollars à la rubrique Heures supplémentaires correspond à des services supplémentaires fournis aux bureaux extérieurs, par exemple l'accès permanent aux installations informatiques de New York jour et nuit. L'augmentation de 149 000 dollars à la rubrique Services contractuels (institutions ou sociétés) correspond principalement à la saisie d'une plus grande quantité de données pour les statistiques sur le commerce des produits de base établies par le Bureau de statistique du Département des affaires économiques et sociales internationales.

28D.38 La diminution de 225 500 dollars à la rubrique Frais généraux de fonctionnement résulte du report de l'entretien de l'ordinateur principal pour faire face à d'autres besoins urgents dans d'autres domaines.

28D.39 L'augmentation de 47 000 dollars à la rubrique Fournitures, accessoires, mobilier et matériel est imputable à l'acquisition de nouveaux logiciels pour améliorer les prestations que la Section fournit à d'autres unités administratives.

4. Service de bureautique (Diminution : 105 000 dollars)

28D.40 La diminution nette de 105 000 dollars correspond à une économie de 82 600 dollars à la rubrique Divers et à une économie de 22 400 dollars due à un taux d'inflation plus faible que prévu. On pense réaliser une économie globale au titre des traitements et dépenses communes de personnel (114 600 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (121 300 dollars) qui doit être compensée en partie par une augmentation de 130 900 dollars à la rubrique Fournitures, accessoires, mobilier et matériel.

28D.41 La diminution de 114 600 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel tient en partie au fait que le nombre des postes vacants a été plus élevé que prévu. D'autre part, les coûts effectifs correspondants ont été inférieurs aux prévisions initiales.

28D.42 La diminution de 121 300 dollars à la rubrique Frais généraux de fonctionnement concerne l'entretien de matériels divers. Compte tenu de la structure des dépenses, on pense réaliser une économie pour ce poste budgétaire.

28D.43 Au cours de l'exercice biennal, on a évalué une large gamme de matériels de bureautique en vue de l'installation d'un serveur de réseau local, et d'autres types de matériels requis pour la première phase du plan de câblage général qui doit être exécuté durant l'exercice biennal 1992-1993. Il faudrait donc acquérir du matériel de bureautique à des fins d'expérimentation, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 130 900 dollars à la rubrique Mobilier et matériel.

5. Service de gestion de l'information

(Diminution : 410 400 dollars)

28D.44 La diminution de 410 400 dollars résulte de deux diminutions respectives aux rubriques Traitements et dépenses communes de personnel (417 800 dollars) et Frais généraux de fonctionnement (100 dollars), après déduction d'une augmentation de 7 500 dollars au titre des services contractuels. En ce qui concerne les traitements et les dépenses communes de personnel, cette diminution est imputable au transfert de plusieurs postes au Service des télécommunications et à la Section informatique de New York.

6. Participation de l'ONU au financement des dépenses du Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (Diminution : 82 800 dollars)

28D.45 Le montant révisé du crédit ouvert pour la participation de l'ONU au financement du Comité consultatif s'élève à 823 800 dollars. Les dépenses du secrétariat du Comité sont actuellement estimées à 2 036 100 dollars, dont 40,96 %, soit 823 800 dollars (une diminution de 82 800 dollars), représentent la part du total des dépenses prévues pour 1990-1991 prise en charge par l'ONU.

7. Participation de l'ONU au financement des dépenses
du Centre international de calcul de Genève
(Diminution : 470 600 dollars)

28D.46 La participation de l'ONU aux dépenses du Centre est actuellement estimée à 4 840 700 dollars, soit une diminution de 470 600 dollars par rapport aux prévisions initiales.

CHAPITRE 28E. SERVICES DE VERIFICATION INTERNE DES COMPTES

Tableau 28E.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
5 902,0	22,0	(17,2)	-	(168,0)	(163,2)	5 738,8
2. Fonds extrabudgétaires						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :					
1 711,4	i) D'autres organismes des Nations Unies					1 673,2
1 477,0	ii) Des programmes extrabudgétaires					1 174,1
3 188,4	Total a)					2 847,3
-	b) Activités de fond					-
-	Total b)					-
-	c) Projets opérationnels					-
-	Total c)					-
3 188,4	Total a), b) et c)					2 847,3
9 090,4	Total 1 et 2					8 586,1

Tableau 20E.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
E. Services de vérification interne des comptes	5 902,0	22,0	(17,2)	-	(168,0)	(163,2)	5 738,8	

Tableau 20E.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel		Frais de voyage		Autres services contractuels		Frais généraux de fonctionnement		Fournitures, accessoires, mobilier et matériel		Divers	Total
E. Services de vérification interne des comptes	(121,0)	(41,7)	-	-	(0,2)	(0,3)	-	(0,3)	-	-	-	(163,2)

CHAPITRE 28E. SERVICES DE VERIFICATION INTERNE DES COMPTES

MONTANTS REVISES (Diminution : 163 200 dollars)

28E.1 La diminution est surtout due au fait qu'il y a eu dans la Division un nombre de vacances de poste plus élevé que prévu, d'où une économie de 121 000 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel. Une autre économie (41 700 dollars), au titre des frais de voyage, est due en partie à l'annulation, pour des raisons de sécurité, d'un certain nombre de vérifications dans la région du golfe Persique et dans certains pays d'Afrique.

CHAPITRE 28F. ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS (GENEVE)

Tableau 28F.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
96 643,6	1 183,4	(961,7)	-	(70,1)	151,6	96 795,2
2. Fonds extrabudgétaires						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :					
6 520,5	i) D'autres organismes des Nations Unies					6 520,5
-	ii) Des programmes extrabudgétaires					-
6 520,5	Total a)					6 520,5
-	b) Activités de fond					-
-	Total b)					-
-	c) Projets opérationnels					-
-	Total c)					-
6 520,5	Total a), b) et c)					6 520,5
103 164,1	Total 1 et 2					103 315,7

Tableau 20E.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Decisions des organes directeurs	Divers	Total	
1. Bureau du Directeur	653,7	12,2	(6,5)	-	16,6	22,3	676,0
2. Services administratifs	16 899,0	262,1	(158,0)	-	821,9	926,0	17 825,0
3. Services généraux	75 852,9	889,1	(765,7)	-	(991,0)	(867,6)	74 985,3
4. Formation du personnel	3 238,0	20,0	(31,5)	-	82,4	70,9	3 308,9
Total	96 643,6	1 183,4	(961,7)	-	(70,1)	151,6	96 795,2

Tableau 20E.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses					
	personnel	voyage	contractuels	de fonc-	matériel	Divers
				tionnement		
1. Bureau du Directeur	22,6	(0,3)	-	-	-	22,3
2. Services administratifs	1 176,5	(0,3)	-	(11,7)	(2,9)	926,0
3. Services généraux	1 000,9	4,8	-	(1 925,4)	52,1	(867,6)
4. Formation du personnel	71,4	(0,1)	-	(0,2)	(0,2)	70,9
Total	2 271,4	4,1	-	(1 937,3)	49,0	151,6

CHAPITRE 28F. ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS (GENEVE)

MONTANTS REVISES (Augmentation : 151 600 dollars)

28F.1 L'augmentation concerne presque entièrement les traitements et dépenses communes de personnel et s'explique essentiellement par deux facteurs :

a) les traitements des agents des services généraux ont été relevés de 9,89 % à compter du 1er janvier 1991, alors que, dans le premier rapport sur l'exécution du budget, on avait tablé sur un pourcentage de 3,9 %; b) le pourcentage effectif des dépenses communes de personnel par rapport aux traitements a été de 32,6 %, alors qu'on avait tablé sur un pourcentage de 31 % dans le premier rapport.

1. Bureau du Directeur (Augmentation : 22 300 dollars)

28F.2 L'augmentation au titre des traitements et dépenses communes de personnel (22 600 dollars) est diminuée d'une économie au titre des frais de voyage (300 dollars).

2. Services administratifs (Augmentation : 926 000 dollars)

28F.3 Une augmentation au titre des traitements et dépenses communes de personnel (1 176 500 dollars) est partiellement contrebalancée par des diminutions au titre des rubriques ci-après : frais de voyage (300 dollars), frais généraux de fonctionnement (11 700 dollars), fournitures, accessoires, mobilier et matériel (2 900 dollars) et part des dépenses du Service médical commun à la charge de l'ONU (235 600 dollars).

3. Services généraux (Diminution : 867 600 dollars)

28F.4 Il y a diminution au titre des frais généraux de fonctionnement (1 925 400 dollars), partiellement contrebalancée par des augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (1 000 900 dollars), des frais de voyage (4 800 dollars) et des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel (52 100 dollars).

28F.5 La diminution au titre des frais généraux de fonctionnement peut se ventiler comme suit :

a) Location et entretien des locaux : Diminution de 358 500 dollars, due surtout au fait que les travaux de réparation et d'entretien des bâtiments ont été limités au strict minimum;

b) Eclairage, chauffage, énergie et eau : Diminution de 996 800 dollars, le coût du combustible ayant été moins élevé que prévu;

c) Communications : Diminution de 722 100 dollars;

d) Location et entretien du matériel : Augmentation de 107 900 dollars;

e) Services divers : Augmentation de 44 100 dollars.

4. Formation de personnel (Augmentation : 70 900 dollars)

28F.6 L'augmentation concerne surtout les traitements des professeurs de langues à plein temps. Ces traitements découlent du barème des traitements des agents des services généraux à l'ONUG, qui a été relevé de 9.89 % le 1er janvier 1991.

CHAPITRE 28G. DEPENSES DIVERSES

Tableau 28G.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
17 676,2	2 229,8	(36,5)	420,0	439,8	3 053,1	20 729,3

Tableau 286.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
1. Cotisations à l'assurance maladie après cessation de service	14 422,5	2 738,3	(34,3)	-	365,6	3 069,6	17 492,1	
2. Indemnisation	1 557,3	(6,7)	(2,2)	-	(9,8)	(18,7)	1 538,6	
3. Assurances générales	1 423,2	(501,7)	-	-	-	(501,7)	921,5	
4. Frais bancaires	25,6	(0,1)	-	-	4,4	4,3	29,9	
5. Mesures de sécurité interorganisations	247,6	-	-	420,0	79,6	499,6	747,2	
Total	17 676,2	2 229,8	(36,5)	420,0	439,8	3 053,1	20 729,3	

Tableau 265.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres		Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	services contractuels	généraux de fonc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel	
1. Cotisations à l'assurance maladie après cessation de service	3 069,6	-	-	-	-	-	3 069,6
2. Indemnisation	(18,7)	-	-	-	-	-	(18,7)
3. Assurances générales	-	-	-	-	(501,7)	-	(501,7)
4. Frais bancaires	-	-	-	-	4,3	-	4,3
5. Mesures de sécurité interorganisations	104,2	43,7	-	-	288,4	63,3	699,6
Total	3 155,1	43,7	-	-	(209,0)	63,3	3 053,1

CHAPITRE 28G. DEPENSES DIVERSES

MONTANTS REVISES (Augmentation : 3 053 100 dollars)

**A. Assurance maladie après cessation de service
(Augmentation : 3 069 600 dollars)**

28G.1 L'augmentation s'explique comme suit :

a) Le nombre à l'ONUG des participants à l'assurance maladie après cessation de service a été plus élevé que prévu lors de l'établissement du projet de budget-programme : il a été de 1 075 en 1990 et de 1 146 en 1991, alors que les chiffres prévus étaient de 1 000 et 1 050 respectivement. Il en est résulté une dépense supplémentaire de 365 600 dollars;

b) Les primes pendant l'exercice ont beaucoup plus augmenté que prévu lors de l'établissement du projet de budget-programme. Les taux d'inflation retenus initialement et ultérieurement modifiés dans le premier rapport sur l'exécution du budget étaient les taux standard employés pour New York, à savoir 5,6 % pour 1990 et 5,4 % pour 1991. Or l'augmentation effective moyenne des primes a été de 7,3 % pour les deux années de l'exercice, d'où une dépense supplémentaire de 2 738 300 dollars.

B. Indemnisation (Diminution : 18 700 dollars)

28G.2 La diminution reflète la tendance générale des demandes d'indemnisation et s'explique aussi, en partie, par un taux d'inflation moindre que prévu et par un taux de change favorable du dollar par rapport au franc suisse.

C. Assurances générales (Siège) (Diminution : 501 700 dollars)

28G.3 On a obtenu des assureurs des tarifs de primes plus favorables qu'initialement prévu.

D. Frais bancaires (Augmentation : 4 300 dollars)

28G.4 L'augmentation est due au fait que les banques ont imposé des frais plus élevés que prévu et elle reflète la tendance des dépenses effectives.

**E. Mesures de sécurité interorganisations
(Augmentation : 499 600 dollars)**

28G.5 L'augmentation s'explique comme suit :

a) Il y a eu en 1990 dépassement de 79 600 dollars, qui a été couvert par un crédit ouvert par l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. Cette augmentation concerne surtout les lieux d'affectation dangereux supplémentaires couverts par l'assurance (15 300 dollars) et la mise en place d'un réseau de communications pour le personnel des Nations Unies en poste dans divers pays d'Afrique (63 300 dollars), afin d'améliorer les arrangements de sécurité;

b) On a demandé l'ouverture d'un crédit au titre des engagements d'un montant total de 420 000 dollars contractés en 1991, se décomposant comme suit : 300 000 dollars en vertu de la résolution 44/203 de l'Assemblée générale, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1990-1991; 120 000 dollars autorisés par le CCQAB le 27 septembre 1991. Le coût effectif est estimé à 407 900 dollars. Le solde de 12 100 dollars permettrait de faire face à des engagements éventuellement contractés avant le 31 décembre 1991. Sur cette base, on estime en outre que le montant intégral (420 000 dollars) des engagements autorisés pour 1991 se ventilera comme suit : honoraires et frais de voyage des consultants (7 000 dollars), heures supplémentaires (600 dollars), assurance-vie dans les lieux d'affectation dangereux (60 000 dollars), frais de voyage du personnel chargé d'évaluer la sécurité (64 300 dollars), location d'aéronefs pour des évacuations d'urgence (285 100 dollars), transports locaux (2 000 dollars) et communications (1 000 dollars).

CHAPITRE 28H. ACTIVITES ADMINISTRATIVES FINANCEES EN COMMUN

Tableau 28H.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
16 685,3	62,6	(73,2)	-	(480,4)	(491,0)	16 194,3

Tableau 28H.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	change	Taux de des organes	Décisions directeurs	Divers	Total 1990-1991
H. Activités administratives financées en commun :							
1. Commission de la fonction publique internationale	9 212,3	(27,7)	-	-	(448,0)	(475,7)	8 736,6
2. Corps commun d'inspection	6 908,9	90,9	(67,6)	-	(1,4)	21,9	6 930,8
3. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'ONU)	564,1	(0,6)	(5,6)	-	(31,0)	(37,2)	526,9
(total)	16 695,3	62,6	(73,2)	-	(480,4)	(491,0)	16 194,3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
1. Commission de la fonction publique internationale	(649,5)	184,2	-	1,6	(52,9)	40,9	- (475,7)
2. Corps commun d'inspection	65,4	(40,2)	-	-	(9,0)	5,7	- 21,9
3. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'ONU)	-	-	-	-	-	-	(37,2) (37,2)
Total	(584,1)	144,0	-	1,6	(61,9)	46,6	(37,2) (491,0)

CHAPITRE 28H. ACTIVITES ADMINISTRATIVES FINANCEES EN COMMUN

MONTANTS REVISES (Diminution : 491 000 dollars)

**A. Commission de la fonction publique internationale
(Diminution : 475 700 dollars)**

28H.1 Une diminution de 649 500 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel s'explique comme suit :

a) Il y a eu diminutions au titre des postes permanents (330 300 dollars) et des dépenses communes de personnel (161 400 dollars), en raison d'un nombre inattendu de vacances de poste;

b) Les diminutions au titre du personnel temporaire pour les réunions (86 600 dollars) et du personnel temporaire non requis pour des réunions (12 100 dollars) sont dues au fait que, lors des trente-deuxième et trente-troisième sessions de la Commission, la majeure partie des installations et services de conférence a été fournie par les organisations hôtes, OIT et Unesco respectivement. Ces diminutions sont partiellement contrebalancées par deux augmentations : 39 300 dollars pour les consultants que requiert l'achèvement du programme d'enquêtes; 9 500 dollars pour les heures supplémentaires pendant les périodes de pointe;

c) On a réalisé une économie de 107 900 dollars au titre de la saisie des données, parce qu'une plus grande partie de ce travail a été accomplie non plus à l'extérieur, mais par le secrétariat de la Commission et aussi parce qu'un changement de méthodologie diminue le nombre de données à saisir.

28H.2 Une augmentation de 119 400 dollars au titre des frais de voyage des représentants est surtout due au fait que le Comité consultatif pour les questions d'ajustements a tenu une session extraordinaire en septembre 1990 et au fait que la Commission s'est réunie à New York en novembre 1990. Une augmentation de 64 800 dollars au titre des frais de voyage du personnel est due à l'achèvement des comparaisons intervilles et à d'autres travaux qu'il restait à accomplir pour mener à bien l'étude d'ensemble.

28H.3 Il y a augmentation de 1 600 dollars au titre de l'indemnisation, parce que l'on a ajusté l'indemnisation du Président et du Vice-Président en fonction du niveau de rémunération fixé dans la résolution 45/249 de l'Assemblée générale. On prévoit une diminution de 52 900 dollars des frais généraux de fonctionnement, en grande partie grâce au coût moins élevé des contrats d'entretien du matériel. Il y aurait dépassement de 11 200 dollars quant aux fournitures et accessoires nécessaires pour le nombre plus élevé d'imprimantes et d'ordinateurs personnels qu'emploie maintenant le secrétariat. L'augmentation de 29 700 dollars au titre de l'acquisition de matériel permet de moderniser le matériel de traitement de l'information de la Commission et de relier les terminaux par un réseau local.

B. Corps commun d'inspection (Augmentation : 21 900 dollars)

28H.4 L'augmentation s'explique notamment par une hausse plus élevée que prévu du taux d'inflation (coût : 90 900 dollars). En revanche, les fluctuations des taux de change permettent une économie de 67 600 dollars.

28H.5 Les augmentations au titre des traitements et dépenses communes de personnel (65 400 dollars) concernent les traitements des inspecteurs (84 800 dollars) et les dépenses communes de personnel (43 800 dollars), les coûts effectifs ayant été supérieurs aux coûts standard; en revanche, il y a eu diminution de 32 700 dollars au titre des postes permanents, le nombre des vacances de poste ayant été plus élevé que prévu. De plus, il y a diminutions au titre du personnel temporaire (12 500 dollars), des consultants (17 800 dollars) et des indemnités de représentation (200 dollars). En organisant soigneusement les voyages, on a économisé 40 200 dollars. De même, il y a diminutions au titre des frais généraux de fonctionnement (9 000 dollars) et des fournitures et accessoires (3 500 dollars), partiellement contrebalancées par une augmentation de 9 200 dollars au titre du mobilier et du matériel, en raison de l'achat de nouveau matériel informatique.

**C. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'ONU)
(Diminution : 37 200 dollars)**

28H.6 La diminution se ventile comme suit : taux de change (5 600 dollars); inflation moins élevée que prévu (600 dollars); diminution, en raison de divers facteurs, du montant nécessaire au secrétariat (31 000 dollars).

**CHAPITRE 281. DIVISION DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET DES SERVICES COMMUNS (VIENNE)**

Tableau 281.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
31 993,6	(68,5)	(207,2)	-	(70,2)	(345,9)	31 647,7
2. Fonds extrabudgétaires						
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds					Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :					
173,0	i) D'autres organismes des Nations Unies					579,0
-	ii) Des programmes extrabudgétaires					82,2
173,0	Total a)					661,2
-	b) Activités de fond					-
-	Total b)					-
-	c) Projets opérationnels					-
-	Total c)					-
173,0	Total a), b) et c)					661,2
32 166,6	Total 1 et 2					32 308,9

Tableau 281.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991	
f. Services administratifs (Vienne) :								
1. Bureau du Chef de la Division	516,5	2,9	(1,7)	-	296,8	298,0	814,5	
2. Services de TEI	805,3	1,7	(5,0)	-	320,4	317,1	1 122,4	
3. Services financiers	1 274,1	10,0	(8,4)	-	382,3	383,9	1 658,0	
4. Services généraux	17 828,9	(190,0)	(126,4)	-	(1 000,6)	(1 317,0)	16 511,9	
5. Recrutement	682,5	3,4	(4,5)	-	120,6	119,5	802,0	
6. Administration du personnel	1 320,5	10,5	(8,4)	-	203,0	205,1	1 525,6	
7. Services de sécurité et de sûreté	9 565,8	93,0	(52,8)	-	(392,7)	(352,5)	9 213,3	
Total	31 993,6	(68,5)	(207,2)	-	(70,2)	(345,9)	31 647,7	

**CHAPITRE 28I. DIVISION DES SERVICES ADMINISTRATIFS
ET DES SERVICES COMMUNS (VIENNE)**

MONTANTS REVISES (Diminution : 345 900 dollars)

28I.1 La diminution se ventile comme suit : taux de change (207 200 dollars); inflation moins élevée que prévu (68 500 dollars); divers (70 200 dollars).

**A. Bureau du Chef de la Division
(Augmentation : 298 000 dollars)**

28I.2 L'augmentation se ventile comme suit : divers (296 800 dollars); effet combiné des taux de change et d'inflation (1 200 dollars). L'augmentation de 267 100 dollars au titre des traitements et dépenses connexes est surtout due au fait que l'on a immédiatement pourvu le poste de directeur que l'Assemblée générale avait approuvé à compter du 1^{er} janvier 1991, sans ouvrir pour autant un crédit additionnel au présent chapitre. Les montants effectifs des traitements et dépenses communes de personnel ont aussi dépassé les chiffres standard. Il y a augmentation des frais de voyage (30 300 dollars) à cause de visites additionnelles qu'il a fallu faire à New York et à Genève à l'occasion de l'examen des arrangements administratifs et financiers du Centre international de Vienne et à l'occasion de sessions de la CFPI. Les paiements effectifs à l'AIEA pour travaux d'imprimerie accusent une légère augmentation de 600 dollars.

B. Services de TEI (Augmentation : 317 100 dollars)

28I.3 Il y a augmentations au titre des divers (320 400 dollars) et de l'inflation (1 700 dollars), partiellement contrebalancées par une économie de 5 000 dollars due aux fluctuations des taux de change.

28I.4 Une augmentation nette de 317 100 dollars se ventile comme suit :

a) Une augmentation de 156 000 dollars au titre des contrats de TEI est due au fait que l'utilisation d'ordinateurs dans les bureaux de Vienne a augmenté d'environ 89 %, ce qui a entraîné des dépenses additionnelles pour le rangement des disquettes et la gestion de réseau;

b) Sur la base du coût à ce jour de la location et de l'entretien de matériel de bureautique, on prévoit une augmentation de 48 600 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement;

c) L'augmentation de 27 100 dollars concernant le matériel de bureautique est due au fait que l'on a dû remplacer du matériel précédemment emprunté à l'ONUDI;

d) L'augmentation des divers (199 500 dollars) concerne la part que l'ONU doit assumer du coût du temps machine de l'AIEA et le remboursement à l'ONUDI des services qu'elle fournit en matière d'états de paie, de comptabilité, etc.

28I.5 L'augmentation ci-dessus est partiellement contrebalancée par les diminutions ci-après : 114 100 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel; 45 800 dollars au titre des postes permanents; 68 300 dollars au titre du personnel temporaire.

C. Services financiers (Augmentation : 383 900 dollars)

28I.6 L'augmentation se ventile comme suit : divers (382 300 dollars); effet combiné des taux de change et d'inflation (1 600 dollars).

28I.7 Les montants effectifs des traitements et dépenses communes de personnel étant plus élevés que les montants standard, il y a augmentation de 410 600 dollars. En outre, la Section des services généraux a prêté un poste P-5 pendant 13 mois. La diminution de 26 700 dollars au titre des divers concerne le remboursement effectif de l'ONU à l'ONUDI pour services financiers et de trésorerie. Un montant ayant précédemment été convenu, on n'aura pas besoin du solde du crédit ouvert.

D. Services généraux (Diminution : 1 317 000 dollars)

28I.8 Outre la diminution due à l'effet net des variations des taux de change et d'inflation (316 400 dollars), on prévoit une diminution de 1 000 600 dollars au titre des divers. Les diminutions au titre des traitements et dépenses communes de personnel (332 300 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (1 916 400 dollars) sont partiellement contrebalancées par les augmentations ci-après : 133 200 dollars pour les services de TEI; 721 800 dollars pour les fournitures, les accessoires, le mobilier et le matériel; 76 700 dollars pour les divers.

28I.9 La diminution de 332 300 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est due à deux faits : on a prêté un poste à la Section des services financiers et les coûts effectifs ont été inférieurs aux coûts standard. Pour ce qui est des services de TEI, l'augmentation de 133 200 dollars s'explique par l'acquisition de logiciel compatible avec le Siège. Sous la rubrique Frais généraux de fonctionnement, la diminution de 1 916 400 dollars est due surtout à des économies au titre de l'éclairage, du chauffage, de l'énergie et de l'eau (1 740 800 dollars), le temps ayant été favorable, et au titre des communications (287 300 dollars), parce que l'on a davantage fait appel aux lignes spécialisées de l'ONU. Ces économies sont partiellement contrebalancées par une augmentation nette de 111 700 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement, parce que l'on a dû apporter aux locaux certains aménagements mineurs pour accueillir le personnel supplémentaire des programmes de fond de l'ONU. Les paiements à l'ONUDI au titre des frais généraux de fonctionnement sont faits sur la base de l'utilisation effective.

28I.10 Il y a augmentation de 721 800 dollars au titre des fournitures, des accessoires, du mobilier et du matériel. En raison de la création d'un certain nombre de postes dans les services fonctionnels de Vienne, des dépenses additionnelles sont prévues pour le mobilier et le matériel

(304 100 dollars). En outre, en attendant qu'il y ait accord sur la part de chacune des organisations dans le Fonds commun pour le financement des gros travaux de réfection et à cause des besoins des bureaux de l'ONU au Centre de Vienne, il faudra acheter un autocommutateur privé et installer les câbles requis pour améliorer le réseau de communication de tous les bureaux de l'ONU avec ceux du Siège et des autres lieux d'affectation. A cette fin, on prévoit une dépense de 275 000 dollars pour l'achat de matériel de télécommunications. En outre, il faudra aussi des scrutateurs, des appareils de télécopie et des répondeurs téléphoniques, dont le coût est estimé à 34 000 dollars. Comme le matériel de bureautique est âgé et que l'on a sous-estimé le coût de son remplacement, on prévoit à ce titre une dépense additionnelle de 108 700 dollars.

28I.11 L'augmentation nette de 76 700 dollars au titre des divers est attribuable à une augmentation de la part de l'ONU dans le coût du service des bâtiments (166 900 dollars), cette augmentation étant partiellement contrebalancée par une diminution de 90 200 dollars au titre des versements faits à l'ONUDI pour les services que cette dernière fournit en matière de contrôle des stocks, de gestion des biens, d'expéditions et de transport.

E. Recrutement (Augmentation : 119 500 dollars)

28I.12 L'augmentation concerne en partie les traitements et dépenses communes de personnel, dont les montants effectifs ont été supérieurs aux coûts standard (29 600 dollars). Pour les divers, elle tient à deux facteurs : l'ONU a dû rembourser à l'ONUDI et à l'AIEA des montants plus élevés au titre des cours de langues et des services de logement (36 200 dollars); il a fallu rembourser 53 700 dollars à l'ONUDI pour la formation du personnel.

F. Administration du personnel (Augmentation : 205 100 dollars)

28I.13 L'augmentation se ventile comme suit : effet combiné des taux de change et d'inflation (2 100 dollars); divers (203 000 dollars). En ce qui concerne les traitements et dépenses communes de personnel, une augmentation de 163 300 dollars est due au fait que les coûts effectifs ont dépassé les coûts standard. Quant aux divers, l'augmentation nette de 41 800 dollars est le résultat de deux facteurs : coût plus élevé des services médicaux fournis par l'AIEA à l'ONUV (45 900 dollars); diminution de la somme remboursée à l'ONUDI pour divers services de personnel (4 100 dollars).

**G. Services de sécurité et de sûreté
(Diminution : 352 500 dollars)**

28I.14 Il y a diminutions au titre des taux de change (52 800 dollars) et des divers (392 700 dollars), partiellement contrebalancées par une augmentation de 93 000 dollars au titre de l'inflation.

28I.15 L'économie de 348 900 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est due au fait que les coûts effectifs ont été moindres que les coûts standard.

281.16 L'économie nette de 3 600 dollars au titre des dépenses autres que de personnel est due à des diminutions concernant les fournitures, les accessoires, le mobilier et le matériel (13 300 dollars) et les divers (2 100 dollars), ces diminutions étant partiellement contrebalancées par une augmentation de 11 800 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement, l'ONU ayant dû rembourser une somme plus élevée que prévu à l'ONUDI pour l'entretien des locaux et pour divers services.

CHAPITRE 28J. SERVICES COMMUNS (NAIROBI)

Tableau 28J.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
4 047,3	23,0	(257,8)	19,7	(14,6)	(229,7)	3 817,7

Tableau 28j.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant estimatif des dépenses additionnelles							Total révisé pour 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Des organes	Directeurs	Divers	Total	
J. Services communs (Nairobi)	4 047,4	23,0	(257,8)	19,7	(14,6)	(229,7)	3 817,7	

Tableau 201.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme	Traitements	Frais de		Autres		Frais		Fournitures,		Total
	et dépenses communes de personnel	voilage	service	contractuels	de fonc-	généraux	tionnement	accessoirs,	mobilier et matériel	
J. Services communs (Nairobi)	(74,5)	4,6	-	-	(159,8)	-	-	-	-	(229,7)

CHAPITRE 28J. SERVICES COMMUNS (NAIROBI)

MONTANTS REVISES (Diminution 229 700 dollars)

28J.1 Une augmentation de 19 700 dollars est due à la décision des organes directeurs tendant à ce que la première réunion préparatoire de la Conférence sur l'environnement et le développement, pour laquelle il n'avait pas été prévu de crédit, se tienne à Nairobi.

28J.2 Une diminution de 74 500 dollars au titre des traitements et dépenses communes de personnel est surtout due à des fluctuations favorables du taux de change du dollar. La raison de l'augmentation de 4 600 dollars au titre des frais de voyage du personnel est que le voyage fait au Siège par le Chef du Groupe des services communs pour y avoir des consultations sur des questions générales d'administration ne figure plus sous la rubrique location et entretien des locaux. L'économie de 159 800 dollars au titre des frais généraux de fonctionnement est aussi due, essentiellement, à un cours favorable du dollar.

CHAPITRE 29. SERVICES DE CONFERENCE ET BIBLIOTHEQUE

Tableau 29.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
384 343,2	1 837,4	(1 912,3)	-	6 578,4	6 503,5	390 846,7

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
	a) Services d'appui à :	
1 284,1	i) D'autres organismes des Nations Unies	1 348,7
-	ii) Des programmes extrabudgétaires	-
1 284,1	Total a)	1 348,7
	b) Activités de fond :	
1 520,5	i) Fonds d'affectation spéciale pour la Section allemande de traduction	1 649,6
102,0	ii) Fonds de dotation de la bibliothèque	102,0
1 622,5	Total b)	1 751,6

Tableau 29.1 (suite)

2. Fonds extrabudgétaires		
Dépenses précédemment prévues pour 1990-1991	Origine des fonds	Montants révisés pour 1990-1991
-	c) Projets opérationnels	-
-	Total c)	-
2 906,6	Total a), b) et c)	3 100,3
387 249,8	Total 1 et 2	393 947,0

Tableau 29.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
a) Direction exécutive et administration							
Bureau du Secrétaire général adjoint	1 303,8	(3,1)	-	-	64,2	61,1	1 364,9
b) Services de conférence et bibliothèque (Siège)							
1. Services de conférence (Siège) :							
a) Rédaction et documents officiels	35 489,6	75,4	(31,5)	-	4 464,7	4 508,6	39 998,2
b) Interprétation et service des séances	32 555,5	(81,2)	-	-	(2 584,0)	(2 665,2)	29 890,3
c) Traduction	62 110,8	(146,7)	-	-	(2 668,9)	(2 815,6)	59 295,2
d) Publications	36 331,7	22,1	-	-	(690,9)	(668,8)	35 662,9
Total partiel	166 487,6	(130,4)	(31,5)	-	(1 479,1)	(1 641,0)	164 846,6

Tableau 29.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Decisions des organes directeurs	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
2. Services de bibliothèque (Siège) :							
Bibliothèque Dag Hammarskjöld	16 289,0	(10,0)	-	-	538,1	528,1	16 817,1
Administration du Département (Siège)	31 680,7	(203,9)	-	-	1 560,5	1 356,6	33 037,3
Total partiel (Siège)	214 457,3	(344,3)	(31,5)	-	619,5	243,7	214 701,0
c) Services de conférence et bibliothèque (Genève)							
1. Services de conférence (Genève) :							
a) Services de planification des séances et de contrôle des documents	5 480,9	129,2	(54,2)	-	1 980,4	2 055,4	7 536,3
b) Services d'interprétation	19 777,5	219,6	(194,4)	-	1 623,7	1 648,9	21 426,4
c) Services de traduction, d'édition et de dactylographie	66 471,4	1 175,9	(813,2)	-	11 377,1	11 739,8	78 211,2
d) Service des publications	24 960,3	513,6	(226,0)	-	342,7	1 630,3	26 590,6
Total partiel	116 690,1	2 038,3	(1 287,8)	-	16 323,9	17 074,4	133 764,5

Tableau 29.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total		
2. Bibliothèque (Genève) :								
a) Services de bibliothèque	8 055,5	129,3	(79,0)	-	191,3	241,6	8 297,1	
3. Bureau du Directeur (Genève)	20 614,2	(69,3)	(375,4)	-	(16 510,4)	(16 955,1)	3 659,1	
Total partiel (Genève)	145 359,8	2 098,3	(1 742,2)	-	4,8	360,9	145 720,7	
d) Services de conférence et bibliothèque (Vienne)								
Services de conférence et bibliothèque (Vienne) :								
a) Service commun de planification des séances et d'interprétation (ONU)	5 398,1	43,2	(35,3)	-	1 372,0	1 379,9	6 778,0	
b) Service commun langues et documentation (ONUDI)	15 402,1	44,0	(94,5)	-	4 464,5	4 414,0	19 816,1	
c) Services communs de bibliothèque (AIEA)	2 422,1	(0,7)	(8,8)	-	53,4	43,9	2 466,0	
Total partiel (Vienne)	23 222,3	86,5	(138,6)	-	5 889,9	5 837,8	29 060,1	
Total général	384 343,2	1 837,4	(1 912,3)	-	6 578,4	6 503,5	390 846,7	

Tableau 29.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles.
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitu. cs.	Total
	et dépenses					
	personnel	voyage	contractuels	de fonc-	matériel	Divers
			tionnement	tionnement		
a) Direction exécutive et administration						
Bureau du Secrétaire général adjoint	3,2	24,7	-	33,2	-	61,1
b) Services de conférence et bibliothèque (Siège)						
1. Services de conférence (Siège) :						
a) Rédaction et documents officiels	4 224,5	-	-	-	284,1	4 508,6
b) Interprétation et service des séances	(2 665,2)	-	-	-	-	(2 665,2)
c) Traduction	(4 028,4)	-	1 212,8	-	-	(2 815,6)
d) Publications	(152,6)	-	-	25,7	(541,9)	(668,8)
Total partie	(2 621,7)	-	1 212,8	25,7	(257,8)	(1 641,0)

Tableau 29.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
2. Services de bibliothèque (Siege) :							
Bibliothèque Dag Hammarskjöld	542,0	(1,5)	-	(1,0)	(11,4)	-	528,1
3. Administration du Département (Siege)	1 156,0	-	(0,3)	(6,3)	203,9	-	1 356,6
Total partiel (Siege)	(923,7)	(1,5)	(0,3)	18,4	(65,3)	-	243,7

c) Services de conférence et bibliothèque (Genève)

1. Services de conférence (Geneve) :							
a) Services de planification des séances et de contrôle des documents	1 923,4	132,0	-	-	-	-	2 055,4
b) Services d'interprétation	691,1	957,8	-	-	-	-	1 648,9
c) Services de traduction, d'édition et de dactylographie	10 085,2	880,1	-	774,5	-	-	11 739,8

Tableau 29.3 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
d) Service des publications	1 839,1	58,1	-	39,6	(52,7)	(253,8)	-	1 630,3
Total partiel	14 538,8	2 028,0	-	814,1	(52,7)	(253,8)	-	17 074,4
2. Bibliothèque (Geneve) :								
a) Services de bibliothèque	306,7	(2,3)	-	(37,9)	(0,1)	(24,8)	-	241,6
b) Bureau du Directeur (Geneve)	(15 960,1)	(1,7)	-	(815,5)	(94,6)	(83,2)	-	(16 955,1)
Total partiel (Geneve)	(1 114,6)	2 024,0	-	(39,3)	(147,4)	(361,8)	-	360,9
d) Services de conférence et bibliothèque (Vienne)								
Services de conférence et bibliothèque (Vienne) :								
a) Services communs de planification des séances et d'interprétation (ONU)	1 349,9	-	-	-	-	-	30,0	1 379,9
b) Service commun langues et documentation (ONU/II)	230,4	-	-	-	-	-	4 183,6	4 414,0

Tableau 29.3 (suite)

Programmes	Traitements	Frais de	Impimerie	Autres	Frais	Fournitures,	Divers	Total
	et dépenses	Frais de	contractuels	de fonc-	accessoires,			
	personnel	voyage	services	tionnement	mobilier et			
c) Services communs de bibliothèque (AIEA)	-	-	-	-	-	22,7	21,2	43,9
Total partiel (Vienne)	1 588,3	-	-	-	-	22,7	4 234,8	5 837,8
Total général	(454,8)	2 047,2	(0,3)	1 176,8	(95,8)	(404,4)	4 234,8	6 503,5

CHAPITRE 29. SERVICES DE CONFERENCE ET BIBLIOTHEQUE

MONTANTS REVISES (Augmentation : 6 503 500 dollars)

29.1 L'augmentation nette reflète une diminution due à des taux de change favorables (1 912 300 dollars), plus que contrebalancée par des augmentations au titre de l'inflation (1 837 400 dollars) et des divers (6 578 400 dollars). Cette dernière augmentation est surtout due au fait que le volume des activités de conférence dans les trois lieux d'affectation a été plus grand que prévu, d'où, au titre du personnel temporaire pour les réunions et des dépenses connexes, une augmentation de 7,5 millions de dollars (répartie dans les tableaux ci-dessus entre traitements et dépenses communes de personnel, frais de voyage et divers). Rien qu'à Vienne, le dépassement en question se chiffre à 5,9 millions de dollars. De plus, l'augmentation jusqu'à 50 % des tarifs de traduction en chinois et en russe a coûté 1,2 million de dollars de plus que prévu au Siège.

A. Direction exécutive et administration

(Augmentation : 61 100 dollars)

29.2 L'augmentation de 61 100 dollars concernant le Bureau du Secrétaire général adjoint se ventile comme suit : a) traitements et dépenses communes de personnel (3 200 dollars). le nombre des postes permanents occupés ayant été plus élevé que prévu; b) communications (33 200 dollars), en grande partie parce qu'on a davantage recouru à la traduction par télécopie de documents de conférences tenues hors Siège; c) frais de voyage (24 700 dollars), à cause surtout du programme d'échange de personnel et de voyages non prévus que des consultations concernant les services de conférence à Vienne ont rendu nécessaires.

B. Services de conférence et bibliothèque (Siège)

(Augmentation : 243 700 dollars)

29.3 Des augmentations au titre des services de bibliothèque (528 100 dollars) et de l'administration du Département (1 356 600 dollars) sont partiellement contrebalancées par une diminution de 1 641 000 dollars au titre des services de conférence.

1. Services de conférence (Siège)

(Diminution : 1 641 000 dollars)

29.4 Le total du montant révisé est de 164 846 600 dollars, soit une diminution nette de 1 641 000 dollars par rapport au montant révisé du crédit ouvert.

29.5 Comme le montre le tableau ci-après, le volume des services de conférence a été plus important en 1990-1991 qu'en 1988-1989 dans chaque domaine, sauf le contrôle de la rédaction. S'il est vrai que la demande de ces services a accru le volume de travail, une part importante des dépenses a été due à l'obligation où l'on a été de garder en état d'alerte des administrateurs comme des agents des services généraux pendant de longues

consultations informelles. Le tableau ci-après indique la production du Département en 1988-1989 (chiffres effectifs), les prévisions initiales figurant dans le projet de budget-programme pour 1990-1991 et les prévisions finales pour 1990-1991.

Production des services de conférence (Siège)

	1988-1989 (chiffres effectifs)	1990-1991 (prévisions initiales)	1990-1991 (prévisions finales)
Interprétation : nombre de périodes de travail	57 623	60 000	60 100
Traduction/révision : milliers de mots	140 659	151 250	149 000
Dactylographie : milliers de mots	286 089	300 000	301 100
Contrôle de la rédaction : milliers de mots	134 039	150 000	117 000
Reproduction : milliers de pages tirées	1 372 000	1 500 000	1 485 000
Distribution : milliers de documents	90 160	75 500	115 000

29.6 Vu les incertitudes constantes quant au volume et à l'échelonnement exacts du travail, les ressources permanentes prévues dans le budget pour les services de conférence sont moindres que les besoins effectifs. Comme les années précédentes, le Département a continué de recourir durant tout l'exercice à du personnel temporaire pour les réunions. La répartition inégale du volume de travail pendant l'exercice ressort du tableau ci-après, qui donne les statistiques mensuelles de l'interprétation en 1990 et 1991.

Périodes de travail d'interprète en 1990-1991

(Nombre de périodes)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1990	1 472	2 041	2 236	2 519	3 224	2 386
1991	1 173	1 823	1 572	3 006	3 875	2 899
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1990	1 190	1 611	2 208	3 861	4 215	2 400
1991	1 476	1 919	2 196	-	-	-

/...

a) Traitements et dépenses communes de personnel
(Diminution : 2 621 700 dollars)

29.7 Un dépassement de 4 224 500 dollars pour la Division de la rédaction et des documents officiels, dû à l'écart entre les coûts effectifs et les coûts standard, est plus que contrebalancé par une économie de 6 693 600 dollars provenant du nombre élevé des vacances de poste dans les Divisions de traduction et d'interprétation.

b) Autres services contractuels (Augmentation : 1 212 800 dollars)

29.8 L'augmentation reflète un relèvement (en moyenne de 50 %) des tarifs de traduction à l'extérieur en chinois et en russe. En outre, à cause du volume de travail accru résultant de la crise Iraq-Koweït, notamment de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, le Département a dû faire davantage appel à la traduction contractuelle pour des travaux moins urgents.

c) Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 25 700 dollars)

29.9 L'augmentation concerne l'entretien du matériel de reproduction, que l'on utilise davantage à cause de la plus grande quantité de documentation produite au Secrétariat.

d) Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 257 800 dollars)

29.10 La diminution s'explique par des réductions au titre des fournitures de reproduction interne (260 000 dollars) et du mobilier et du matériel (249 100 dollars) de la Division des publications. Les fournitures de traitement de l'information, dont le coût était précédemment englobé dans celui des fournitures de production interne, font maintenant l'objet d'une rubrique séparée (voir plus loin, par. 29.16). Ces réductions sont partiellement contrebalancées par une augmentation de 284 100 dollars pour le projet disques optiques. Comme le Secrétaire général l'a écrit au paragraphe 15 de son rapport sur le système à disques optiques pour le stockage et la recherche de documents (A/C.5/46/26), le coût total du projet disques optiques sera de 993 636 dollars en 1990-1991. Pour le couvrir, on a utilisé 400 000 dollars provenant de ressources extrabudgétaires, 309 500 dollars du chapitre premier et 162 500 dollars d'économies concernant le mobilier et le matériel de la Division des publications. On a ainsi disposé de 472 000 dollars pour le chapitre 29. Les dépenses du budget ordinaire étant estimées à 593 636 dollars, il y a dépassement de 121 600 dollars. On notera à ce sujet que le CCQAB a donné son assentiment à l'engagement d'une dépense de 410 000 dollars sous cette rubrique.

2. Services de bibliothèque (Siège) (Bibliothèque Dag Hammarskjöld) (Augmentation : 528 100 dollars)

a) Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 542 000 dollars)

29.11 Les coûts effectifs des postes permanents ont dépassé de 351 600 dollars les coûts standard et il y a eu augmentation de 190 400 dollars pour le personnel temporaire, parce qu'il a fallu remplacer de personnel en congé de maladie pendant de longues périodes et affecter du personnel aux services d'appui supplémentaires fournis par la Bibliothèque.

b) Frais de voyage (Diminution : 1 500 dollars)

29.12 Une économie est prévue.

c) Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 1 000 dollars)

29.13 L'entretien du matériel a coûté moins cher que prévu.

d) Livres et fournitures de bibliothèque (Diminution : 11 400 dollars)

29.14 Une réduction des services contractuels a permis d'économiser 111 400 dollars au titre des fournitures et accessoires; cette économie est partiellement contrebalancée par une augmentation de 100 000 dollars au titre du mobilier et du matériel, parce qu'il a fallu acheter du matériel pour exécuter au Secrétariat certains travaux précédemment confiés à l'extérieur.

3. Administration du Département
(Augmentation : 1 356 600 dollars)

a) Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 1 156 000 dollars)

29.15 L'augmentation résulte des facteurs ci-après :

a) Une augmentation de 121 300 dollars au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel a résulté de l'écart entre les coûts effectifs et les coûts standard;

b) Sous la rubrique Personnel temporaire pour les réunions, le crédit ouvert pour l'administration du Département a été de 20 450 200 dollars, se ventilant comme suit : 12 481 700 dollars pour les sessions de l'Assemblée générale; 4 684 200 dollars pour les autres réunions (crédit demandé dans le projet de budget-programme depuis 1988-1989 en lieu et place du crédit demandé dans l'état récapitulatif du coût total des services de conférence); 3 284 300 dollars au titre de l'ensemble du personnel temporaire pour les réunions, à répartir entre les lieux d'affectation à la discrétion du Secrétaire général. Sur le crédit global, 1 722 500 dollars ont été attribués

à Vienne et 483 600 dollars à Genève. Ces sommes étant imputées sur le budget de ces centres de conférences, elles constituent ici une économie (2 206 100 dollars). Le total disponible pour New York a été de 18 244 100 dollars, dont 1 078 200 dollars provenant du crédit global; une dépense totale de 19 800 000 dollars étant prévue, il y a dépassement net de 1 555 900 dollars. Le résultat est une diminution nette de 650 200 dollars sous cette rubrique. Quant au dépassement à New York, il convient de noter que le CCQAB a autorisé à prélever sur le Fonds de roulement un montant maximal de 2 millions de dollars, dont 1 200 000 ont été attribués à New York et 800 000 à Genève;

c) Sous la rubrique Personnel temporaire, une augmentation de 711 800 dollars pour l'ensemble du Département est due au fait que les vacances de poste permanent ont obligé à recruter du personnel pour de courtes durées durant les périodes de pointe;

d) Sous la rubrique Consultants, une augmentation de 61 300 dollars pour l'ensemble du Département est due au fait que l'on a dû recourir à des compétences dont on ne disposait pas à l'intérieur du Secrétariat;

e) Sous les rubriques Heures supplémentaires et Sursalaire de nuit, il y a augmentation de 911 600 dollars pour l'ensemble du Département, parce que l'usage est de demander au personnel permanent de faire des heures supplémentaires lorsqu'il est malaisé de recruter du personnel temporaire pour de brèves durées, en particulier quand il faut assurer des services de conférence urgents et respecter de courts délais, comme dans le cas des réunions du Conseil de sécurité.

b) Services contractuels (Diminution : 300 dollars)

29.16 La diminution concernant les travaux contractuels d'imprimerie est due au fait que l'inflation a été moins élevée que prévu.

c) Autres services contractuels (Augmentation : 3 300 dollars)

29.17 L'augmentation concerne les accessoires de photo.

d) Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 6 300 dollars)

29.18 La diminution concernant la location et l'entretien du matériel de TEI tient au fait que l'inflation a été moins élevée que prévu.

e) Fournitures et accessoires (Augmentation : 203 900 dollars)

29.19 Les fournitures de TEI étaient (voir plus haut, par. 29.9) précédemment englobées dans les fournitures de reproduction interne et l'on a amélioré le matériel informatique.

C. Services de conférence et bibliothèque (Genève)
(Diminution : 1 694 500 dollars)

29.20 Le montant révisé de 245 720 700 dollars pour l'exercice 1990-1991 reflète une diminution nette de 1 694 500 dollars. Des augmentations au titre des services de bibliothèque (241 600 dollars) et des services de conférence (15 019 000 dollars) sont plus que contrebalancées par des diminutions dues à des transferts de poste et par des économies concernant, au Bureau du Directeur, les services d'appui aux programmes (16 955 100 dollars).

1. Services de conférence (Genève)
(Augmentation : 15 019 000 dollars)

29.21 Le montant révisé de 133 764 500 dollars reflète une augmentation nette de 17 074 400 dollars, dont 16 323 900 dollars au titre de transferts de poste et des divers et 2 038 300 dollars en raison d'une inflation plus élevée que prévu, ces majorations étant partiellement contrebalancées par une diminution de 1 287 800 dollars au titre des taux de change.

29.22 Le tableau ci-après indique le volume de travail pendant 1988-1989 (chiffres effectifs), les prévisions révisées pour 1990-1991, telles qu'elles figurent dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993, et les prévisions finales pour 1990-1991. Le volume de travail, pour ce qui est en particulier de la documentation, est un peu plus important que prévu, en raison surtout de l'augmentation de la documentation relative aux droits de l'homme, de l'expansion du Centre pour les droits de l'homme et des services supplémentaires fournis à des réunions spéciales comme celles du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, du Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques et du Conseil d'administration de la Commission de compensation des Nations Unies.

Production des services de conférence (Genève)

	1988-1989 (chiffres effectifs) a/	1990-1991 (prévisions révisées)	1990-1991 (prévisions finales)
Nombre de séances desservies	11 826	12 500	13 900
Interprétation : nombre de périodes de travail	54 921	59 300	59 300
Traduction/révision : milliers de mots	93 641	98 000	111 000
Dactylographie : milliers de mots	304 283	314 500	347 000
Contrôle de la rédaction : milliers de mots	24 760	27 100	28 000
Reproduction : milliers de pages tirées	523 612	552 400	595 000
Distribution : milliers de documents	46 444	47 800	49 000

a/ Figurant dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 (Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 6 (A/46/6/Rev.1), tableau 32.35).

29.23 La Division a continué de faire appel à du personnel temporaire pour les réunions afin d'assurer les services de conférence essentiels, vu le volume de travail et sa répartition inégale durant l'exercice. Pour illustrer ce dernier aspect, le tableau ci-après donne les statistiques mensuelles de l'interprétation en 1990 et 1991.

Périodes de travail d'interprète en 1990-1991

(Nombre de périodes)

	<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>	<u>Avril</u>	<u>Mai</u>	<u>Juin</u>
1990	2 213	2 470	2 438	2 028	2 816	3 082
1991	1 314	1 998	2 593	1 599	2 995	2 302
	<u>Juillet</u>	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>	<u>Octobre</u>	<u>Novembre</u>	<u>Décembre</u>
1990	3 064	3 673	2 651	2 887	2 307	1 360
1991	3 323	2 815	2 625 a/	2 900 a/	2 450 a/	1 400 a/

a/ Prévisions.

a) Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 14 538 800 dollars)

29.24 Bien qu'inscrits au budget du Bureau du Directeur, le coût du personnel temporaire pour les réunions, celui du personnel temporaire non requis pour des réunions et celui des heures supplémentaires ont été comptabilisés sous les services concernés. Il s'ensuit que les crédits en question (15 121 900 dollars, 262 000 dollars et 622 100 dollars) figurent comme économies au Bureau du Directeur (voir plus loin par. 29.38). Avec les postes permanents et les dépenses communes de personnel, ces objets de dépense accusent une augmentation nette de 14 538 800 dollars au titre des services de conférence, la ventilation étant la suivante : augmentations au titre du personnel temporaire pour les réunions (14 912 400 dollars), du personnel temporaire non requis pour des réunions (237 100 dollars) et des heures supplémentaires (580 900 dollars), ces augmentations étant partiellement contrebalancées par une diminution qui a trait aux postes permanents et aux dépenses communes de personnel (1 191 600 dollars, à savoir 452 800 dollars pour les postes permanents et 738 800 dollars pour les dépenses communes de personnel, les coûts effectifs ayant, dans chacun de ces deux cas, été inférieurs aux coûts standard).

29.25 Pour exécuter le programme de travail et remédier à la pénurie de personnel permanent durant les périodes de pointe, on a continué de faire appel à du personnel temporaire pour les réunions, mais à un coût moindre, surtout parce qu'il était facile de faire appel à un groupe de personnel de conférence travaillant à son compte à Genève. Les dépenses de 14 912 400 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions sont inférieures au crédit ouvert de 15 121 900 dollars, mais il faut aussi tenir compte des frais de voyage (voir plus loin, par. 29.27), qui se chiffrent à 2 028 000 dollars. Le total concernant le personnel temporaire pour les réunions et les dépenses connexes est donc de 16 940 450 dollars, soit un

dépassement net de 1 818 500 dollars, dont 800 000 dollars ont fait l'objet d'une autorisation d'engagement accordée par le CCQAB et mentionnée plus haut, à l'alinéa b) du paragraphe 29.15. Il convient aussi de noter que 483 600 dollars du crédit global concernant le personnel temporaire pour les réunions ont été attribués à Genève et sont inscrits au budget du Bureau du Directeur.

29.26 Les dépenses de 818 000 dollars au titre du personnel temporaire et des heures supplémentaires sont plus que contrebalancées par une diminution de 884 100 dollars concernant le Bureau du Directeur, au budget duquel figurent le coût du personnel temporaire et celui des heures supplémentaires. Le résultat est une diminution nette de 66 100 dollars, surtout parce que l'on a tenu beaucoup moins de séances le soir et le week-end et parce que l'on s'est constamment attaché à comprimer ces dépenses.

b) Frais de voyage (Augmentation : 2 028 000 dollars)

29.27 Le coût des voyages du personnel linguistique se rendant de New York et de Vienne pour assurer le service de réunions à Genève et le coût des voyages du personnel de Genève se rendant dans d'autres lieux d'affectation ont aussi été comptabilisés sous les rubriques concernées et accusent une augmentation totale de 2 028 000 dollars. Toutefois, les montants nécessaires à cette fin ont été prévus au titre du personnel temporaire pour les réunions, sous la rubrique Bureau du Directeur. Les voyages pour assurer le service de réunions en dehors de Genève ont été particulièrement nombreux par rapport à ceux des exercices précédents, du fait surtout des réunions suivantes : Conseil pour la Namibie, Windhoek, avril 1990 (180 500 dollars); Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Nairobi, août 1990 (639 400 dollars); Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques, Nairobi, septembre 1991 (403 400 dollars).

c) Services contractuels (Augmentation : 814 100 dollars)

29.28 L'augmentation est plus que contrebalancée par une diminution de 815 000 dollars sous la rubrique Bureau du Directeur, sous laquelle, pour des raisons de gestion, on avait inscrit le montant concerné.

d) Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 52 700 dollars)

29.29 La diminution est essentiellement attribuable à des taux d'inflation et de change favorables et à des besoins moindres en matière de publications.

e) Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 253 800 dollars)

29.30 La diminution se ventile comme suit : 220 200 dollars au titre des fournitures et des accessoires et 33 600 dollars au titre du mobilier et du matériel, les économies étant dues dans chaque cas à des taux d'inflation et de change favorables et à des besoins moindres en matière de publications.

2. Services de bibliothèque (Genève)
(Augmentation : 241 600 dollars)

29.31 Le montant révisé de 8 297 100 dollars reflète une augmentation nette de 241 600 dollars, due à des majorations au titre des divers (191 300 dollars) et de l'inflation (129 300 dollars), partiellement contrebalancées par une économie concernant les taux de change (79 000 dollars).

a) **Traitements et dépenses communes de personnel**
(Augmentation : 306 700 dollars)

29.32 Il y a augmentations au titre des postes permanents (248 700 dollars) et des dépenses communes de personnel (59 700 dollars), en raison de l'écart entre les coûts effectifs et les coûts standard, ces augmentations étant partiellement contrebalancées par une petite diminution (1 700 dollars) au titre du personnel temporaire.

b) **Frais de voyage** (Diminution : 2 300 dollars)

29.33 Le programme des voyages a été légèrement modifié.

c) **Autres services contractuels** (Diminution : 37 900 dollars)

29.34 L'achat et la location de bases de données ont coûté moins cher que prévu.

d) **Frais généraux de fonctionnement** (Diminution : 100 dollars)

29.35 La diminution concerne les taux de change.

e) **Fournitures, accessoires, mobilier et matériel**
(Diminution : 24 800 dollars)

29.36 Des économies ont été réalisées au titre des taux de change et d'inflation (1 900 dollars) et les besoins ont été moins grands que prévu (14 900 dollars).

3. Bureau du Directeur (Genève)
(Diminution : 16 955 100 dollars)

29.37 Le montant révisé de 3 659 100 dollars reflète une diminution nette de 16 955 100 dollars, provenant des trois rubriques ci-après : taux de change (375 400 dollars), divers (16 510 400 dollars) et inflation (69 300 dollars).

a) **Traitements et dépenses communes de personnel**
(Diminution : 15 960 100 dollars)

29.38 La diminution reflète les facteurs ci-après :

a) Augmentation de 54 600 dollars au titre des postes permanents et temporaires et dépenses communes de personnel, surtout due à l'écart entre les coûts effectifs et les coûts standard;

b) Diminution de 15 121 900 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions, les dépenses en question étant ventilées sous les rubriques concernées des services de conférence (voir plus haut, par. 29.24). Ce montant est à rapprocher de celui des frais de voyage du personnel assurant le service de réunions à Genève comme dans d'autres lieux d'affectation, ces frais étant, pour des raisons administratives, inscrites au budget du Bureau du Directeur. Il y a, pour l'ensemble des diverses rubriques concernées, augmentations de 2 028 000 dollars au titre des frais de voyage et de 14 912 400 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions;

c) Diminution de 884 100 dollars au titre du personnel temporaire non requis pour des réunions (262 000 dollars) et des heures supplémentaires (622 100 dollars), dépenses dont l'ensemble, pour des raisons administratives, est prévu au budget du Bureau du Directeur, alors que des dépenses d'un montant total de 818 000 dollars à ce titre sont inscrites sous les diverses rubriques concernées. Il y a donc diminution nette de 66 100 dollars, due à une réduction du nombre des séances de nuit et de week-end.

b) Frais de voyage (Diminution : 1 700 dollars)

29.39 Le programme des voyages du personnel du Bureau du Directeur a été légèrement modifié.

c) Services contractuels (Diminution : 815 500 dollars)

29.40 Ici encore, un montant total pour cet objet de dépense est prévu au budget du Bureau du Directeur. Il y a diminution nette de 1 400 dollars par rapport au total de 814 100 dollars dépensé sous l'ensemble des diverses rubriques (voir plus haut, par. 29.25), du fait que l'on a moins eu recours que prévu aux services contractuels.

d) Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 94 600 dollars)

29.41 La diminution concerne la location et l'entretien du matériel de TEI.

e) Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 83 200 dollars)

29.42 L'économie est due à des taux de change et d'inflation favorables.

D. Services de conférence et bibliothèque (Vienne)
(Augmentation : 5 837 800 dollars)

29.43 Le dépassement net de 5 837 800 dollars par rapport au montant revise des crédits ouverts (23 922 300 dollars) est dû à des augmentations de 86 500 dollars pour l'inflation et de 5 889 900 dollars pour les divers,

partiellement contrebalancées par une diminution de 138 600 dollars au titre des taux de change.

1. Service commun planification des séances et interprétation
(Augmentation : 1 379 900 dollars)

29.44 Dans le cadre des arrangements actuels relatifs aux services communs de conférence et bibliothèque à Vienne, l'ONU assure le fonctionnement d'un Service commun planification des séances et interprétation. L'augmentation nette de 1 411 900 dollars est due à des majorations de 43 200 dollars au titre de l'inflation et de 1 372 000 dollars pour les divers, partiellement contrebalancées par une diminution de 35 300 dollars au titre des taux de change.

29.45 L'augmentation nette de 1 379 900 dollars est due à l'augmentation du volume de travail par rapport à l'époque à laquelle on avait arrêté la base de ressources pour l'exercice biennal 1986-1987. Comparés au seul exercice précédent, le nombre des séances desservies aussi bien que celui des journées d'interprète requises ont augmenté de quelque 7 %. Les augmentations de 1 399 600 dollars au titre du personnel temporaire pour les réunions et de 10 500 dollars au titre des heures supplémentaires seront partiellement contrebalancées par une diminution de 51 800 dollars, due à un nombre plus élevé que prévu de vacances de poste. Une augmentation de 30 000 dollars est aussi requise pour les travaux d'imprimerie et de reproduction.

2. Service commun langues et documentation
(Augmentation : 4 414 000 dollars)

29.46 Dans le cadre des arrangements actuels, l'ONUDI assure le fonctionnement d'un Service commun langues et documentation à Vienne. Les coûts en sont répartis entre elle et l'ONU, en fonction de leurs parts respectives dans le volume de travail du Service. L'ONU fournit à ce dernier un certain nombre de postes permanents, pour lesquels des crédits sont inscrits au budget-programme de 1990-1991, ainsi que des ressources en vue du recrutement de personnel temporaire pour les réunions. En outre, elle rembourse à l'ONUDI, à titre de participation au financement d'activités communes, les services assurés par cette organisation, que ce soit par son personnel ou dans le cadre d'arrangements contractuels.

29.47 Le crédit ouvert pour les services linguistiques et de documentation fournis à l'ONUV par l'ONUDI demeure insuffisant, vu le volume de travail découlant des réunions, habituelles ou non, et le programme de publications assigné à l'ONUV. De ce fait, on prévoit une augmentation importante, de 4 414 000 dollars. Aux fins de référence, les statistiques du volume de travail pour l'exercice biennal 1990-1991 sont indiquées dans le tableau ci-après, avec ventilation par services du montant total du crédit révisé (19 816 100 dollars).

Volume de travail estimatif, 1990-1991

	Total	Part de l'ONU	Pourcentage de l'ONU	Coût estimatif total
				(Milliers de dollars E.-U.)
Traduction : milliers de mots	36 386,8	22 632,6	62,2	14 705,2
Référence et terminologie : milliers de mots	36 386,8	22 632,6	62,2	613,3
Correspondance : milliers de mots	1 439,0	719,5	50,0	219,1
Contrôle de la rédaction : milliers de mots	6 842,7	3 079,2	45,0	984,5
Contrôle des documents : milliers de pages	772,6	293,6	38,0	396,1
Reproduction : milliers de pages tirées	167 178,9	81 750,5	48,9	232,9
Imprimerie : heures machine	18 408,5	10 124,7	55,0	1 176,3
Distribution : documents	9 144,0	4 572,0	50,0	1 020,1
Appui administratif	-	-	55,6	468,6
Total				19 816,1

29.48 Pour le Service commun langues et documentation, une diminution (94 500 dollars) au titre des taux de change est plus que contrebalancée par des augmentations au titre de l'inflation (44 000 dollars) et des divers (4 464 500 dollars). Il y a augmentation nette au titre des traitements et dépenses communes de personnel (143 700 dollars), la diminution au titre des postes permanents (541 800 dollars) étant plus que contrebalancée par des augmentations au titre des dépenses communes de personnel (34 200 dollars) et du personnel temporaire pour les réunions (651 300 dollars). En outre, il y a augmentation de 4 320 800 dollars à titre de participation au financement d'activités communes, c'est-à-dire de remboursements faits à l'ONUDI pour services fournis par le personnel de cette dernière ou par le recours à du personnel contractuel. Il convient de noter qu'un montant de 1 722 500 dollars, qui, sur le crédit total concernant le Service commun langues et documentation, a été attribué pour couvrir une partie du dépassement concernant le personnel temporaire pour les réunions et les dépenses connexes, figure sous la rubrique Administration du Département (New York) [voir plus haut, par. 29.15 b)].

3. Service commun de bibliothèque
(Augmentation : 43 900 dollars)

29.49 L'AIEA fournit à l'ONU des services de bibliothèque à titre de services communs, conformément au Mémoire d'accord. De même, elle assure le fonctionnement d'un service d'imprimerie commun. Pour des raisons administratives, les montants servant à rembourser ces services à l'AIEA sont inscrits au budget des services de bibliothèque. Une augmentation nette de 43 900 dollars est ici nécessaire surtout parce qu'il a coûté plus cher que prévu de rembourser à l'AIEA la part de dépenses qui lui était due (42 500 dollars). En outre, une augmentation de 22 700 dollars est attribuable au coût plus élevé que prévu des achats de bibliothèque, alors qu'une économie de 21 300 dollars est réalisée au titre des travaux d'imprimerie.

TITRE IX. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

CHAPITRE 31. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Exercice biennal 1990-1991 : tableau récapitulatif des montants révisés, par chapitre et par principal facteur d'augmentation ou de diminution

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991 (1)	Augmentations ou diminutions					Total révisé pour 1990-1991 (1 à 6)
		Inflation (2)	Taux de change (3)	Décisions des organes directeurs (4)	Divers (5)	Total (2 à 5) (6)	
31. Contributions du personnel	310 460,5	498,3	(774,7)	-	20 261,8	19 977,4	330 437,9

CHAPITRE 31. CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

MONTANTS REVISES (Augmentation : 19 977 400 dollars)

31.1 Le présent chapitre porte sur les contributions prélevées sur les émoluments versées au personnel (postes permanents et temporaires, personnel temporaire, personnel temporaire pour les réunions, heures supplémentaires et paiements à la cessation de service), qui figurent pour leur montant net aux autres chapitres des dépenses.

31.2 L'augmentation nette de 19 977 400 dollars résulte d'augmentations aux rubriques Inflation (490 300 dollars) et Divers (20 261 800 dollars), en partie compensées par une diminution de l'incidence des variations des taux de change (774 700 dollars). Cette dernière, qui intéresse les agents des services généraux, dont la rémunération est versée en monnaie locale, s'explique par le raffermissement du dollar des Etats-Unis dans certains pays d'affectation par rapport aux taux de change ayant servi à calculer le montant des crédits révisés. L'augmentation enregistrée à la rubrique Divers est due en majeure partie à l'incorporation au traitement de base des administrateurs d'un montant correspondant à cinq points d'ajustement avec effet au 1er mars 1991.

TITRE X. DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE 32. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET
AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX
D'ENTRETIEN

Tableau 32.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
72 841,3	(50,7)	(125,3)	-	235,8	59,8	72 901,1

Tableau 32.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total		
A. Travaux de construction :								
1. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	17 016,1	-	-	-	-	-	17 016,1	
2. Commission économique pour l'Afrique	29 800,1	-	-	-	-	-	29 800,1	
Total partie I, A	46 816,2	-	-	-	-	-	46 816,2	

Tableau 32.2 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total 1990-1991
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Divers	Total	
B. Transformation et amélioration des locaux :							
1. Siege	9 357,3	(17,4)	-	-	183,7	166,3	9 523,6
2. Geneve	7 217,4	(10,8)	(107,2)	-	319,9	201,9	7 419,3
3. Vienne	-	-	-	-	-	-	-
4. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	290,0	-	-	-	-	-	290,9
5. Commission économique pour l'Afrique	22,3	-	-	-	-	-	22,3
Total partiel, B	16 887,9	(28,2)	(107,2)	-	503,6	368,2	17 256,1

Tableau 32.2 (suite)

Programmes	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total révisé pour 1990-1991
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes	Divers	Total		
C. Gros travaux d'entretien :								
1. Siege	4 317,9	(21,4)	-	-	(162,7)	(184,1)	4 133,8	
2. Geneve	3 114,8	(1,4)	(13,7)	-	(240,5)	(255,6)	2 859,2	
3. Vienne	175,0	-	-	-	125,0	125,0	300,0	
4. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	785,0	0,6	(1,1)	-	(211,0)	(211,5)	573,5	
5. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	146,1	-	-	-	96,0	96,0	242,1	
b. Commission économique pour l'Afrique	549,4	-	-	-	-	-	549,4	
7. Nairobi	49,0	(0,3)	(3,3)	-	125,4	121,8	170,8	
Total partiel, C	9 137,2	(22,5)	(18,1)	-	(267,8)	(308,4)	8 828,8	
Total général	72 841,3	(50,7)	(125,3)	-	235,8	59,8	72 901,1	

**CHAPITRE 32. TRAVAUX DE CONSTRUCTION, TRANSFORMATION ET
AMELIORATION DES LOCAUX ET GROS TRAVAUX
D'ENTRETIEN**

MONTANTS REVISES (Augmentation : 59 800 dollars)

32.1 L'augmentation nette de 59 800 dollars prévue à ce chapitre représente la différence entre une dépense supplémentaire de 235 800 dollars à la rubrique Divers et les économies résultant d'une inflation plus faible que prévu (50 700 dollars) et d'une évolution favorable des taux de change (125 300 dollars). Elle se décompose en une augmentation de 368 200 dollars au titre des travaux de transformation et d'amélioration des locaux et une diminution de 308 400 dollars au titre des gros travaux d'entretien.

A. Travaux de construction

32.2 Les crédits approuvés, soit 17 016 100 dollars pour la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et 29 800 100 dollars pour la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont été virés du budget ordinaire au compte Immobilisations en cours en 1990-1991 et tout solde inutilisé à la fin de l'exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

B. Transformation et amélioration des locaux
(Augmentation : 368 200 dollars)

32.3 L'augmentation nette de 368 200 dollars constatée à cette rubrique reflète une augmentation de 503 500 dollars au poste Divers, partiellement compensée par une diminution de 107 200 dollars relative aux taux de change et une autre de 28 200 dollars au titre de l'inflation qui a été plus faible que prévu. Les dépenses additionnelles, dont le détail est donné ci-après, se répartissent comme suit : 166 300 dollars pour le Siège et 201 900 dollars pour l'Office des Nations Unies à Genève.

1. Siège (Augmentation : 166 300 dollars)

32.4 L'augmentation nette de 166 300 dollars représente la différence entre des augmentations relatives aux installations générales (74 200 dollars), aux services de conférence (139 500 dollars) et aux services d'information (4 900 dollars) et une diminution de 384 900 dollars concernant les services de sécurité et de sûreté.

32.5 En ce qui concerne les installations générales, l'augmentation nette de 74 200 dollars se décompose comme suit :

a) Il a fallu dépenser 735 400 dollars supplémentaires pour des travaux urgents non inscrits au budget, tels que l'installation d'une conduite de vapeur dans la salle du compresseur, une étude technique de l'état des bâtiments se trouvant au-dessus de la voie exprès (FDR Drive), etc.;

b) La réparation et la remise en état des dalles en béton du garage ont coûté 253 900 dollars de plus que prévu en raison des travaux qui ont dû être effectués d'urgence pour remédier à des problèmes structurels imprévus, tels que la corrosion de l'ossature en acier et le mauvais état de trois travées dont la réparation n'était pas prévue;

c) En ce qui concerne les installations électriques et l'éclairage, il on a dû installer des systèmes à haut rendement énergétique pour pouvoir mener à bien la modernisation du système d'éclairage du Secrétariat, d'où une dépense additionnelle de 17 500 dollars;

d) Les engagements non réglés de l'exercice biennal 1988-1989 ayant été annulés, on a dû imputer sur l'exercice suivant 105 000 dollars de dépenses supplémentaires pour la pose de systèmes de protection contre les courts-circuits;

e) Etant donné le nombre et la fréquence des examens médicaux auxquels doit se présenter le personnel affecté à des missions de maintien de la paix ou à des missions connexes, la configuration du Service médical n'était plus adaptée aux besoins. Il a donc fallu le réaménager entièrement, ce qui a coûté 1 035 400 dollars environ.

Ces diverses augmentations, dont le total s'élève à 2 147 200 dollars, sont partiellement compensées par des économies d'un montant total de 2 073 000 dollars se décomposant comme suit :

a) La modernisation des 20 ascenseurs du Secrétariat, qui devait se terminer à la fin de l'exercice 1990-1991, se poursuivra en 1992. On prévoit à ce titre une économie de 834 700 dollars, qui tient au fait qu'un crédit de 445 000 dollars a été inscrit pour l'achèvement des travaux dans le budget-programme de l'exercice 1992-1993 et que les dépassements de devis et les modifications de commande ayant été moins importants que prévu, on a pu économiser 389 700 dollars;

b) Pour financer les travaux d'urgence et travaux prioritaires mentionnés plus haut, on a dû revoir à la baisse le programme de modernisation des systèmes de contrôle de l'humidité (125 300 dollars) et de mise en place d'un système automatisé de maîtrise de l'énergie (1 113 000 dollars).

32.6 Le budget de l'exercice 1990-1991 ne comprenait aucun crédit pour la modernisation et le remplacement systématiques et progressifs du matériel électronique des salles de conférence du Siège. Il a néanmoins fallu dépenser 139 500 dollars pour rééquiper la salle de conférence No 3.

32.7 En ce qui concerne les services d'information, on avait prévu de réaménager tout l'espace occupé par les services réservés aux visiteurs, la dépense étant estimée à 371 000 dollars. A la suite d'une étude réalisée au cours de l'exercice, on est arrivé à la conclusion que le déménagement et la réinstallation de ces services coûterait plus cher que prévu. On a donc décidé de ne rénover que la partie occupée par les bureaux, pour un coût de

171 000 dollars, soit une économie de 200 000 dollars. A l'inverse, l'installation d'un mini-ordinateur au deuxième étage pour le Département de l'information a exigé des travaux de climatisation et d'électricité qui ont coûté 204 900 dollars. Le résultat net est donc une augmentation des dépenses de 4 900 dollars.

32.8 Le programme de modernisation des ascenseurs ayant pris du retard, on n'a pas pu mettre en place le nouveau système automatisé de protection contre l'incendie et d'alarme. Le crédit ouvert à ce titre (1 590 000 dollars) a servi à financer des mesures de sécurité imprévues qui ont dû être prises au Siège en raison de la situation entre l'Iraq et le Koweït (installation d'un système de cartes ouvrant l'accès au garage, modernisation des systèmes d'alarme et pose de grillages sur les fenêtres). Le montant total de ces travaux (1 205 100 dollars) étant inférieur au crédit qui avait été prévu pour le système automatisé de protection contre l'incendie et d'alarme, on devrait économiser 384 900 dollars au cours de l'exercice.

2. Office des Nations Unies à Genève
(Augmentation : 201 900 dollars)

32.9 L'augmentation nette de 201 900 dollars se rapportant aux travaux de transformation et d'amélioration des locaux à Genève s'explique comme suit : a) la première phase du projet de remplacement du standard téléphonique a coûté 543 500 dollars de plus que prévu; b) le remplacement du système d'éclairage de la salle de conférence 1 a coûté 70 700 dollars de plus que prévu; c) on a dû régler en 1990-1991 209 800 dollars d'engagements initialement imputés sur les crédits ouverts en 1988-1989 qui avaient été annulés. Ces augmentations ont été en partie compensées par une économie totale de 622 100 dollars due au fait qu'on a reporté la rénovation des cabines d'interprétation de la salle H-3 et les travaux connexes (410 300 dollars) et que les travaux concernant les installations générales ont coûté moins cher que prévu (211 800 dollars).

C. Gros travaux d'entretien (Diminution : 308 400 dollars)

32.10 La diminution représente les économies réalisées au titre de l'inflation (22 500 dollars), des taux de change (18 100 dollars) et des divers (267 800 dollars). Cette dernière représente la différence entre, d'une part, les économies réalisées au Siège (184 100 dollars) à l'Office des Nations Unies à Genève (255 600 dollars) et à la CESAP (211 500 dollars) et, d'autre part, les dépenses supplémentaires encourues à l'Office des Nations Unies à Vienne (125 000 dollars) et l'Office des Nations Unies à Nairobi (121 800 dollars).

1. Siège (Diminution : 184 100 dollars)

32.11 Un certain nombre de travaux approuvés ont donné lieu à des dépassements, dont le total s'élève à 446 700 dollars. Il s'agit des services de planification et de conception concernant : a) la réparation du bâtiment de l'Assemblée générale (façade nord) et de la Bibliothèque (façade ouest); b) le

remplacement du dallage de l'entrée des délégués; c) la phase 3 de la mise en place d'un support en béton pour la tribune de l'Assemblée générale. Le programme de réduction des surfaces d'amiante a également entraîné une dépense supplémentaire de 112 900 dollars. On a en outre dépensé 358 400 dollars pour des travaux urgents non inscrits au budget : préparation consécutive à des ruptures de la principale conduite d'eau et des tuyaux de drainage des eaux pluviales et à des infiltrations dans le bâtiment de la bibliothèque, réparation de joints de dilatation au troisième étage du bâtiment des conférences, etc. En raison de ces travaux urgents, et des travaux supplémentaires liés à la réduction des surfaces d'amiante, les travaux de peinture ont coûté 263 600 dollars de plus que prévu. Le montant total des augmentations s'élève donc à 1 181 600 dollars.

32.12 Pour pouvoir financer ces dépenses supplémentaires, on a ralenti le rythme d'autres gros travaux d'entretien (entretien des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation, entretien des installations électriques et de la plomberie, remplacement des moquettes et tentures et travaux de tapisserie d'ameublement, menuiserie et entretien général), ce qui a permis d'économiser 1 254 400 dollars. Si l'on y ajoute l'économie de 111 300 dollars due au report des travaux de réfection du revêtement de la façade est du bâtiment de l'Assemblée générale et de l'étude technique préliminaire, le montant total des économies atteint 1 365 700 dollars.

32.13 En conséquence, on prévoit une diminution nette de 184 100 dollars.

2. Office des Nations Unies à Genève
(Diminution : 255 600 dollars)

32.14 Un certain nombre de travaux approuvés ont entraîné des dépassements, qui se chiffrent à 342 800 dollars. Il s'agit notamment du remplacement du revêtement de sol des salles de conférence XVII et XVIII (169 500 dollars), du remplacement d'un réservoir à mazout dans le pavillon II du Bocage (106 900 dollars) et de divers autres projets (66 400 dollars). Par ailleurs, on a dû régler certains travaux commencés au cours de l'exercice 1988-1989 qui ont été terminés au cours de l'exercice 1990-1991 (70 800 dollars). Enfin, des travaux urgents, entre autres la réfection de l'étanchéité du garage souterrain à la suite d'infiltrations, ont coûté 712 700 dollars. Le montant total des dépenses additionnelles est donc évalué à 1 126 300 dollars.

32.15 Pour financer ces dépenses, il a fallu différer le remplacement du revêtement de sol de la salle de conférence XX et de la chaudière No 1 (452 800 dollars). On a encore économisé 704 500 dollars en n'exécutant que partiellement certains autres travaux : a) remise en état des toits en terrasse du bâtiment; b) remplacement des câbles électriques entre le poste central et les colonnes de distribution d'électricité; c) remise en état des turbo-compresseurs des installations de réfrigération; d) remise en état du réseau d'assainissement. En outre, la rénovation et le ravalement des murs extérieurs du bâtiment de l'Assemblée a coûté 224 600 dollars de moins que prévu.

32.16 Compte tenu des dépenses additionnelles, soit 1 126 300 dollars, et des diminutions mentionnées ci-dessus, soit 1 381 900 dollars, on enregistre une économie nette de 225 600 dollars.

3. Office des Nations Unies à Vienne
(Augmentation : 125 000 dollars)

32.17 Un crédit de 175 000 dollars avait été ouvert pour l'exercice 1990-1991. Il devait couvrir : a) la contribution annuelle de l'ONU au financement des gros travaux d'entretien (25 000 dollars par an); b) la participation de l'ONU au financement des travaux supplémentaires prévus en 1989 (125 000 dollars, payables en 1990). En réalité, la part de l'ONU, y compris sa contribution annuelle fixe au fonds commun, s'est élevée à 150 000 dollars en 1989 et à 150 000 dollars en 1990. Pour les deux années, le montant de la dépense additionnelle atteint donc 125 000 dollars.

4. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
(Diminution : 211 500 dollars)

32.18 On estime que tous les gros travaux d'entretien de la CESAP auront été entièrement réalisés, à l'exception de la restauration des revêtements en marbre des façades est et ouest du bâtiment du Secrétariat. Il devrait en résulter une économie de 211 500 dollars.

5. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
(Augmentation : 96 000 dollars)

32.19 L'augmentation de 96 000 dollars tient au fait que l'on avait sous-estimé le coût du remplacement progressif des cloisons dans le complexe de la Commission.

6. Office des Nations Unies à Nairobi
(Augmentation : 121 800 dollars)

32.20 Un crédit de 49 000 dollars avait été ouvert pour financer le remplacement des moquettes et l'entretien des voies d'accès dans le complexe Gigiri. Cependant, au cours du premier trimestre de l'exercice, on a dû réparer à la suite d'infiltrations, le toit des bâtiments abritant les services de conférence, ce qui s'est traduit par une dépense additionnelle de 121 800 dollars.

CHAPITRES DES RECETTES

CHAPITRE PREMIER DES RECETTES. RECETTES PROVENANT DES
CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Tableau IS1.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Diminution	Montant total des prévisions révisées
315 433,5	19 741,1	335 174,6

CHAPITRE PREMIER DES RECETTES. RECETTES PROVENANT DES
CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

MONTANTS REVISES (Augmentation : 19 741 100 dollars)

IS1.1 L'augmentation de 19 741 100 dollars correspond à l'augmentation nette de 19 977 400 dollars indiquée au paragraphe 31.2 du chapitre 31 (Contributions du personnel), moins une diminution de 236 300 dollars au titre des recettes provenant des contributions du personnel imputées aux activités productrices de recettes au chapitre 3 des recettes.

CHAPITRE 2 DES RECETTES. RECETTES GENERALES

Tableau IS2.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Origine	Montants approuvés 1990-1991	Augmentation (diminution)	Montants révisés 1990-1991
A. Recettes provenant de loyers	14 904,4	(2 004,3)	12 900,1
B. Remboursement au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes	20 063,6	(1 763,6)	18 300,0
C. Intérêts bancaires	6 743,9	(5 167,2)	1 576,7
D. Vente de matériel usagé	206,6	1 066,5	1 273,1
E. Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs	1 508,5	937,8	2 446,3
F. Contributions d'Etats non membres	3 994,0	2 678,7	6 672,7
G. Services de télévision et services analogues	810,0	35,6	845,6
H. Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale qui est à leur charge	5 668,6	(266,4)	5 402,2
I. Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses du Corps commun d'inspection qui est à leur charge	4 491,7	30,5	4 522,2
J. Recettes accessoires	1 034,0	470,7	1 504,7
K. Remboursement à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	-	(1,2)	(1,2)
Total	59 425,3	(3 982,9)	55 442,4

CHAPITRE 2 DES RECETTES. RECETTES GENERALES**MONTANTS REVISES (Diminution : 3 982 900 dollars)****A. Recettes provenant de loyers (Diminution : 2 004 300 dollars)**

IS2.1 Cette diminution concerne l'Office des Nations Unies à Genève (2 829 000 dollars) et résulte d'une révision des loyers demandés pour les locaux à usage de bureau du Petit Saconnex et des Feuillantines, en application d'une décision prise après l'établissement du projet de budget-programme de 1990-1991; selon cette décision, le loyer demandé représenterait l'équivalent de 70 % du loyer demandé au Palais des Nations. En revanche, il y a eu une augmentation des recettes qui ont été perçues au titre des loyers au Siège (419 600 dollars), à la CEA (310 100 dollars) et à la CESAP (95 000 dollars).

B. Remboursement au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes (Diminution : 1 763 600 dollars)

IS2.2 Le détail de cette diminution nette est indiqué dans le tableau IS2.2 ci-après :

Tableau IS2.2

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Origine	Montants approuvés 1990-1991	Augmentation (diminution)	Montants révisés 1990-1991
Siège (New York) :			
Services de télécommunications	1 314,9	(328,0)	986,9
Services de deux opérateurs radio fournis à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)	134,9	-	134,9
Services fournis par le Service de calcul de New York	1 085,0	(409,1)	675,9
Office des Nations Unies à Genève :			
Reproduction et distribution de documents	310,1	19,9	330,0
Cours de langues	1 020,9	(470,9)	550,0
Centre international de Vienne :			
Part du coût des services communs qui est remboursée par l'ONUDI, l'AIEA et l'UNRWA	12 207,1	(378,5)	11 828,6
Commission économique pour l'Afrique :	40,2	0,0	40,2
Avances :			
Fonds commun pour les produits de base	1 750,5	-	1 750,5
ONUDI	2 000,0	0	2 000,0
UNITAF	200,0	(200,0)	
Total:	20 063,6	(1 763,6)	18 300,0

IS2.3 La diminution de 737 100 dollars enregistrée pour le Siège s'explique par les facteurs ci-après : diminution au titre des télécommunications (328 000 dollars), le trafic ayant été moins important que prévu; diminution au titre des services fournis par le Service de calcul de New York (409 100 dollars), le PNUD ayant moins utilisé ces services en 1990-1991 après avoir développé ses propres installations informatiques.

IS2.4 La diminution nette (451 000 dollars) enregistrée pour l'ONUG correspond à une diminution des remboursements (470 900 dollars) obtenus (organisations et particuliers) pour les cours de langues payants en raison d'un taux de fréquentation plus faible que prévu et d'une modification du système de facturation, les recettes étant à présent enregistrées à la fin de chaque trimestre et non au début du trimestre comme on l'avait fait au commencement de l'exercice biennal 1990-1991; cette diminution devrait être compensée par une augmentation des remboursements (19 900 dollars) effectués par les institutions spécialisées.

IS2.5 La diminution nette enregistrée pour le Centre international de Vienne (378 500 dollars) se décompose comme suit : a) diminution de 656 700 dollars au titre des remboursements pour des services administratifs inscrits au chapitre 28I du budget-programme et qui sont fournis à des institutions spécialisées (il s'agit principalement des services liés à la sécurité et à la sûreté, et aux communications); b) augmentation des recettes (278 200 dollars) provenant des remboursements pour les services de conférence à Vienne (chap. 29) qui s'explique principalement par une augmentation du volume de travail.

IS2.6 Pour ce qui est de la réduction des recettes provenant de l'UNITAR, le Secrétaire général a recommandé dans son rapport (A/44/611) que l'Institut rembourse les sommes actuellement dues à l'ONU après avoir vendu l'immeuble qui abrite ses locaux. Au moment de l'établissement du présent rapport, cet immeuble n'avait pas encore été vendu; l'UNITAR n'est donc pas en mesure de rembourser la somme dont il est redevable.

- C. Intérêts bancaires; vente de matériel usagé; remboursement de dépenses d'exercices antérieurs; contributions d'Etats non membres; services de télévision et services analogues
(Diminution : 448 600 dollars)

IS2.7 Les prévisions de recettes approuvées pour ces activités avaient été calculées sur la base des tendances enregistrées dans le passé, tandis que les montants révisés actuels se fondent sur la situation réelle à la date de l'établissement du présent rapport, ainsi que sur les projections concernant la fin de l'exercice biennal.

- D. Remboursement par les institutions spécialisées de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale et du Corps commun d'inspection qui est à leur charge (Diminution : 235 900 dollars)

IS2.8 Les prévisions de recettes révisées sont conformes aux prévisions de dépenses pour la CFPI et le Corps commun d'inspection qui figurent au chapitre 28H.

- E. Recettes accessoires e remboursement à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (Augmentation : 469 500 dollars)

IS2.9 L'augmentation correspondant aux recettes accessoires (470 700 dollars) est tirée d'une projection établie sur la base des recettes effectivement perçues telles qu'elles ont été comptabilisées à la date de l'établissement du présent rapport et d'une projection couvrant la fin de l'exercice biennal. Le montant révisé (1 200 dollars) correspondant au remboursement à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies concerne le remboursement de cotisations versées par l'Organisation à la Caisse à l'occasion du retrait de certains participants.

CHAPITRE 3 DES RECETTES. ACTIVITES PRODUCTRICES DE RECETTES

Tableau IS3.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Montant approuvé	Augmentation (diminution)	Recettes effectives prévues
6 895,0	3 144,2	10 039,2

Tableau IS3.2

Budget ordinaire : tableau récapitulatif de recettes nettes
 par programme et élément de programme : prévision de recettes
 (montant net)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme et élément de programme	Montants approuvés 1990-1991	Augmentation (diminution)	Recettes effectives prévues pour 1990-1991
-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------	---

A. Activités placées sous la
 direction du Bureau des
 services généraux :

1. Administration postale
 de l'ONU :

Recettes brutes	26 813,3	2 869,7	29 683,0
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	21 447,1	(294,2)	21 152,9
Recettes nettes	5 366,2	3 163,9	8 530,1

2. Médailles commémoratives :

Recettes brutes	400,0	487,0	887,0
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	96,9	43,2	140,1
Recettes nettes	303,1	443,8	746,9

Tableau IS3.2 (suite)

Programme et élément de programme	Montants approuvés 1990-1991	Augmentation (diminution)	Recettes effectives prévues pour 1990-1991
3. Kiosque à journaux :			
Recettes	110,0	-	110,0
4. Boutique-cadeaux de l'ONU (New York) :			
Recettes brutes	6 800,0	250,0	7 050,0
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	4 298,6	52,6	4 351,2
Recettes nettes	2 501,4	197,4	2 698,8
5. Exploitation des garages :			
Recettes brutes	2 124,6	0,9	2 125,5
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	1 123,7	(35,6)	1 088,1
Recettes nettes	1 000,9	36,5	1 037,4
6. A déduire : dépenses de personnel (supervision et administration) à imputer sur les recettes			
	747,4	(137,7)	609,7
Recettes nettes, A	8 534,2	3 979,3	12 513,5
B. Vente et publications des Nations Unies :			
Recettes brutes	10 088,5	3 477,3	13 565,8
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	10 486,1	1 760,0	12 246,1
Recettes nettes, B	(397,6)	1 717,3	1 319,7

Tableau IS3.2 (suite)

Programme et élément de programme	Montants approuvés 1990-1991	Augmentation (diminution)	Recettes effectives prévues pour 1990-1991
C. Services destinés aux visiteurs (New York, Genève et Vienne) :			
Recettes brutes	5 833,6	(489,6)	5 344,0
A déduire : dépenses imputées sur les recettes	7 075,2	(1 037,2)	6 038,0
Recettes nettes, C	(1 241,6)	547,6	(694,0)
RECAPITULATION (A, B et C)			
TOTAL, RECETTES BRUTES	52 170,0	6 595,3	58 765,3
A déduire : total des dépenses imputées sur les recettes	45 275,0	351,1	45 626,1
TOTAL, RECETTES NETTES	6 895,0	6 244,2	13 139,2
A déduire : coût des travaux de rénovation du 1er sous-sol	-	3 100,0	3 100,0
Excédent des recettes sur les dépenses	6 895,0	3 144,2	10 039,2

Tableau 153.3

Budget ordinaire : dépenses imputées sur les recettes :
répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant		Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total révisé pour 1990-1991
	révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	1991	Inflation	change	Taux de des organes directeurs	Divers	Total	
A. Activités placées sous la direction du Bureau des services généraux :								
1. Administration postale de l'ONU	21 447,1	87,5	(84,8)	-	(296,9)	(294,2)	21 152,9	
2. Médailles commémoratives	96,9	0,1	-	-	43,1	43,2	140,1	
3. Kiosque à journaux	-	-	-	-	-	-	-	
4. Boutique-cadeaux de l'ONU (New York)	4 298,6	(37,7)	-	-	90,3	52,6	4 351,2	
5. Exploitation des garages	1 123,7	8,4	(3,2)	-	(40,8)	(35,6)	1 088,1	
6. Personnel de supervision et d'administration	747,4	-	-	-	(137,7)	(137,7)	609,7	
Total partiel. A	27 713,7	58,3	(88,0)	-	(342,0)	(371,7)	27 342,0	

Tableau FS3.3 (suite)

Programmes	Montant estimatif des dépenses additionnelles						
	Montant révisé des crédits ouverts pour 1990-1991	Inflation	Taux de change	Decisions des organes	Divers	Total	Total révisé pour 1990-1991
B Vente de publications	10 486,1	26,3	(39,8)	-	1 773,5	1 760,0	12 246,1
C Services destinés aux visiteurs	7 075,2	(19,1)	(18,2)	-	(999,9)	(1 037,2)	6 038,0
D Renovation du 1er sous-sol	-	-	-	-	3 100,0	3 100,0	3 100,0
Total general	45 275,0	65,5	(146,0)	-	3 531,6	3 451,1	48 726,1

Tableau IS3.4

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
 par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Traitements	Frais de	Autres	Frais	Fournitures,	Total
	et dépenses communes de personnel	voyage	services contractuels	généraux de fonc- tionnement	accessoires, mobilier et matériel	
A. Activités placées sous la direction du Bureau des services généraux :						
1. Administration postale de l'ONU	276,2	56,0	(58,9)	(15,2)	(52,3)	- (294,2)
2. Médailles commémoratives	30,8	-	-	-	-	12,4 43,2
3. Kiosque à journaux	-	-	-	-	-	-
4. Boutique-cadeaux de l'ONU (New York)	(333,1)	-	(39,8)	21,8	(7,8)	411,5 52,6
5. Exploitation des garages	66,5	-	-	-	(95,2)	(6,9) (35,6)
6. Personnel de supervision et d'administration	(128,2)	-	-	-	-	(9,5) (137,7)
Total partie, A	(87,8)	56,0	(598,7)	6,6	(155,3)	407,5 (371,7)

Tableau IS3.4 (suite)

Programmes	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Impression	Autres services contractuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
	B. Vente de publications	233,3	2,9	-	157,0	158,4	63,9	1 144,5
C. Services destinés aux visiteurs	(900,5)	2,8	-	53,3	(0,1)	12,1	(204,8)	(1 037,2)
D. Rénovation du 1er sous-sol	-	-	-	-	-	-	3 100,0	3 100,0
Total général	(755,0)	61,7	-	(388,4)	164,9	(79,3)	4 447,2	3 451,1

CHAPITRE 3 DES RECETTES. ACTIVITES PRODUCTRICES DE RECETTES

MONTANTS REVISES (Augmentation : 3 144 200 dollars)

IS3.1 Le 28 octobre 1991, sur la base d'un rapport du Secrétaire général, le CCQAB a examiné un projet de rénovation du premier sous-sol de l'Assemblée générale, dont le montant s'élevait à 5 500 000 dollars. Ce niveau, où sont regroupées la plupart des activités commerciales de l'ONU au Siège, abrite la boutique-cadeaux, la librairie, un comptoir de vente des timbres-poste émis par l'Administration postale de l'ONU et un buffet. Dans son rapport, le Secrétaire général proposait d'ouvrir pour ce projet un compte pluriannuel d'immobilisations en cours et de le créditer de l'excédent de 3 100 000 dollars enregistré par rapport au montant révisé des recettes nettes attendues (6 895 000 dollars) mentionné dans le premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 1990-1991. Il proposait en outre de financer le solde, soit 2 400 000 dollars, à l'aide des recettes de l'exercice 1992-1993. Le montant net des recettes de l'exercice 1990-1991 est estimé à 6 244 200 dollars (voir tableau IS3.2). Conformément aux recommandations du Comité consultatif, les travaux seraient effectués en plusieurs tranches. La première, dont le coût ne pouvait dépasser 3 100 000 dollars, pourrait démarrer au printemps de 1992 et consisterait à remodeler la plus grande partie du hall, de la librairie, de la boutique-cadeaux et du comptoir de l'Administration postale. Avec l'accord du CCQAB, il est proposé de prélever 3 100 000 dollars sur l'excédent net enregistré en 1990-1991 (tableau IS3.2) pour financer la première tranche et de transférer ce montant à un compte pluriannuel d'immobilisations en cours.

A. Activités placées sous la direction du Bureau des services généraux

1. Administration postale de l'ONU

IS3.2 Les recettes brutes devraient passer de 26 813 300 dollars à 29 683 000 dollars, soit une augmentation de 2 869 700 dollars. Compte tenu des dépenses, qui s'élèvent à 21 152 900 dollars (soit une diminution de 294 200 dollars), l'augmentation des recettes nettes est évaluée à 3 163 900 dollars. Elle est en grande partie le fruit de la vaste campagne de promotion qui a été menée en Europe au cours de l'exercice. La réduction des dépenses est expliquée ci-après.

a) Traitements et dépenses communes de personnel (Augmentation : 276 200 dollars)

IS3.3 Cette augmentation est due à l'accroissement des besoins en personnel temporaire (617 500 dollars) résultant de l'augmentation du volume de travail liée aux activités de promotion et de commercialisation et à l'exécution des commandes des nouveaux clients. En compensation, on a réalisé des économies au titre des postes permanents (109 900 dollars) et des dépenses communes de personnel (204 100 dollars) du fait que des postes sont restés vacants et que

les coûts effectifs ont été inférieurs aux coûts standard. L'amélioration des procédures opérationnelles a également permis une économie ponctuelle de 27 300 dollars.

b) Frais de voyage (Augmentation : 56 000 dollars)

IS3.4 Cette augmentation tient au fait que le nombre des employés de l'Administration postale ayant à assister à des expositions philatéliques et le nombre d'expositions ont été plus élevés que prévu.

c) Autres services contractuels (Diminution : 558 900 dollars)

IS3.5 Cette diminution s'explique comme suit : a) réduction du nombre de timbres émis par l'Administration postale à Genève et à Vienne et utilisation de techniques d'impression moins complexes (674 400 dollars); b) diminution du volume des services d'appui informatique fournis par l'AIEA (29 000 dollars); c) diminution des honoraires, versés en raison de retards dans la présentation de maquettes (43 900 dollars). Ces économies ont été partiellement absorbées par l'augmentation des frais de publicité et de promotion (188 400 dollars) consécutive à l'organisation d'une campagne de promotion de grande ampleur en Europe.

d) Frais généraux de fonctionnement (Diminution : 15 200 dollars)

IS3.6 L'économie de 92 200 dollars réalisée grâce à la diminution du nombre de liaisons par valise diplomatique entre les bureaux de l'Administration postale a été presque entièrement contrebalancée par les augmentations constatées au titre des dépenses de représentation (15 300 dollars), des services divers (42 700 dollars) et des frais de location et d'entretien de matériel (19 000 dollars).

e) Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Diminution : 52 300 dollars)

IS3.7 L'économie de 52 300 dollars réalisée à cette rubrique concerne les fournitures et les accessoires.

2. Kiosque à journaux (Siège)

IS3.8 Un nouveau concessionnaire a été choisi à l'issue d'un appel d'offres. En vertu du contrat qui est entré en vigueur le 1er avril 1989 et qui expire le 31 mars 1992, il doit verser 110 000 dollars à l'ONU par exercice biennal.

3. Boutique-cadeaux de l'ONU (Siège)

IS3.9 L'augmentation des recettes nettes de la boutique-cadeaux s'explique par une augmentation des recettes brutes (250 000 dollars), due principalement à une modification de la gamme des articles proposés, et partiellement compensée par une augmentation du coût direct des ventes (52 600 dollars).

4. Vente de médailles

IS3.10 Lorsque le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 a été élaboré, on était en train de reconsidérer le programme de vente de médailles, notamment le projet d'émission de médailles en 1989. On a décidé ultérieurement de frapper ces médailles, dont la vente a permis d'augmenter sensiblement les recettes brutes, qui ont progressé de 487 000 dollars. L'augmentation des dépenses (43 200 dollars) tient au fait que les agents des services généraux affectés à ce programme se trouvent aux échelons les plus élevés de leur catégorie (autres classes).

5. Exploitation des garages

IS3.11 L'exploitation des garages devrait se solder par une augmentation de 36 500 dollars des recettes nettes. A New York, les recettes brutes ont augmenté de 48 000 dollars, mais elles ont diminué de 47 100 dollars à Genève. La progression observée à New York est due au fait que le garage est utilisé de façon optimale. La raison de la diminution observée à Genève est que la redevance est restée fixée à 65 francs suisses par mois alors que dans le projet de budget-programme, il était prévu de la porter à 72 francs suisses.

IS3.12 On estime que les dépenses auront baissé de 35 600 dollars. A New York, où la diminution nette est de 8 100 dollars, les réductions concernent les heures supplémentaires (12 400 dollars) et les fournitures (95 200 dollars). Ces économies sont cependant largement compensées par les augmentations du coût des postes permanents (45 000 dollars), des dépenses communes de personnel (26 000 dollars) et des contributions du personnel (28 500 dollars), les coûts salariaux ayant été supérieurs aux coûts standard. Le reste de la diminution (27 500 dollars) concerne Genève où le détachement d'un fonctionnaire, avec prise en charge, pendant la plus grande partie de l'exercice a permis d'économiser 81 000 dollars au titre des postes permanents, 6 700 dollars au titre des dépenses communes de personnel et 35 400 dollars au titre des contributions du personnel. Les réductions sont partiellement compensées par des augmentations au titre du personnel temporaire (85 000 dollars) et des heures supplémentaires (10 600 dollars) effectuées par le personnel qui a dû assurer le service de conférences et de réunions à des heures tardives.

6. Personnel de supervision d'administration

IS3.13 Les dépenses d'administration sont inférieures de 137 700 dollars aux prévisions, ce chiffre se décomposant comme suit : postes permanents (126 900 dollars), dépenses communes de personnel (1 300 dollars) et contributions du personnel (9 500 dollars). En effet, un poste d'administrateur a été pourvu à un niveau inférieur à la classe prévue.

B. Vente de publications

IS3.14 L'augmentation de 3 477 300 dollars des recettes brutes s'explique par la vaste campagne de promotion qui a été menée au cours de l'exercice.

IS3.15 L'augmentation des coûts directs (1 760 000 dollars) est justifiée ci-après.

1. Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 233 300 dollars)

IS3.16 L'augmentation nette de 233 300 dollars recouvre une augmentation des dépenses communes de personnel (94 700 dollars), représentant essentiellement la compensation versée aux employés de la librairie pour financer leur participation à un fonds de prévoyance (Provident Fund), et une augmentation du coût du personnel temporaire (280 700 dollars) due à l'accroissement du volume de travail résultant d'une très forte demande pour les publications. En revanche, les besoins effectifs ayant été inférieurs aux prévisions, on a enregistré des économies au titre des postes permanents (12 200 dollars), des heures supplémentaires (10 200 dollars) et des postes temporaires (119 700 dollars).

2. Frais de voyage (Augmentation : 2 900 dollars)

IS3.17 L'augmentation de 2 900 dollars est due au fait que, pour promouvoir plusieurs publications nouvelles, il a fallu assister à un plus grand nombre de salons et d'expositions que prévu initialement.

3. Autres services contractuels (Augmentation : 157 000 dollars)

IS3.18 L'augmentation de 157 000 dollars s'explique entièrement par un effort de publicité plus soutenu que prévu.

4. Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 158 400 dollars)

IS3.19 L'augmentation de 158 400 dollars reflète un accroissement des dépenses de communication (52 300 dollars) - on a fait un usage intensif de la télécopie pour informer les agents et les clients des nouvelles publications et on a augmenté le nombre d'expéditions par valise diplomatique ou autres moyens d'acheminement pour accélérer la livraison des publications - et une dépense additionnelle de 177 500 dollars au titre des services divers, imputable à l'augmentation des dépenses de fret. En revanche, on a dépensé moins que prévu pour la location des locaux (62 000 dollars) et la location et l'entretien de matériel (9 400 dollars).

5. Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 63 900 dollars)

IS3.20 L'achat de logiciels spécialisés et perfectionnés destinés à améliorer le contrôle des inventaires et de la qualité a entraîné une dépense additionnelle de 64 200 dollars, qui n'a été que très faiblement compensée par une économie au titre des fournitures de bureautique (300 dollars).

6. Divers (Augmentation : 1 144 500 dollars)

IS3.21 Cette augmentation est imputable essentiellement à l'augmentation des frais de production des ouvrages de l'Organisation.

C. Services destinés aux visiteurs

IS3.22 Le déficit global des services destinés aux visiteurs devrait augmenter de 547 600 dollars (montant net).

1. Siège

IS3.23 Au cours de l'exercice biennal 1990-1991, 973 800 visiteurs auront visité le Siège, soit 46 200 de moins que prévu initialement. La diminution a plusieurs causes : récession économique, annulation de visites de groupes pendant la crise du golfe Persique et fermeture du bâtiment aux visiteurs pour permettre son entretien et pour des raisons de sécurité. Les recettes brutes devraient être inférieures de 288 500 dollars au montant révisé approuvé (4 579 500 dollars). Les dépenses devraient s'élever à 3 963 900 dollars, soit 890 700 dollars de moins que les prévisions révisées (4 854 600 dollars).

IS3.24 La diminution des dépenses de 890 700 dollars concerne les postes permanents (297 100 dollars), les dépenses communes de personnel (77 100 dollars), le traitement et les dépenses communes de personnel relatifs aux assistants d'information (432 900 dollars), les heures supplémentaires (4 600 dollars), les frais généraux de fonctionnement (2 800 dollars), les fournitures et accessoires, le mobilier et le matériel (7 200 dollars) et les contributions du personnel (166 600 dollars), une augmentation ayant en revanche été enregistrée à trois autres rubriques : frais de voyage du personnel (2 800 dollars), publicité et promotion (7 200 dollars) et services contractuels (87 600 dollars). En ce qui concerne les postes permanents, la diminution s'explique par un taux de vacance de poste plus élevé que prévu. Pour ce qui est des traitements des assistants d'information, la réduction tient au fait qu'on a laissé vacants plusieurs postes de guide à plein temps, en recourant davantage à des guides à temps partiel engagés pour des périodes de courte durée.

2. Genève

IS3.25 Pour l'exercice biennal 1990-1991, le nombre de visiteurs est estimé à 268 000, soit un peu plus que l'estimation initiale (267 000), et ce, en dépit de la baisse du tourisme observée à Genève pendant la crise du golfe Persique. Les recettes devraient cependant diminuer de 63 500 dollars car les visiteurs ont été admis gratuitement à l'occasion de manifestations ou de journées spéciales organisées dans le cadre d'une campagne de promotion. Le montant total des dépenses déductibles des recettes est estimé à 1 170 500 dollars, contre 1 305 800 dollars dans les prévisions révisées, soit une diminution de 135 300 dollars.

IS3.26 Ce chiffre de 135 300 dollars reflète les diminutions suivantes : 14 900 dollars au titre des dépenses communes de personnel et 30 200 dollars au titre des contributions du personnel, les coûts salariaux effectifs ayant été inférieurs aux coûts standard, 100 500 dollars au titre du personnel temporaire (on a eu recours le plus souvent possible à des guides rémunérés à l'heure et on a adopté de nouvelles procédures pour les visites guidées), 17 600 dollars au titre des fournitures et accessoires et 8 800 dollars au titre du mobilier et du matériel. En revanche, les coûts ont été plus élevés que prévu en ce qui concerne les postes permanents (10 500 dollars) et les activités de publicité et de promotion (26 200 dollars).

3. Vienne

IS3.27 On estime qu'il y aura eu 136 100 visiteurs, soit 28 900 de moins que les 165 000 initialement prévus. Cette diminution, s'ajoutant au fait que les groupes - pour lesquels le droit d'admission est moindre - sont de plus en plus nombreux, explique que les recettes brutes aient diminué de 137 600 dollars. Les dépenses sont estimées à 903 600 dollars, soit 11 200 dollars de moins que les prévisions révisées approuvées (914 800 dollars).

IS3.28 Cette diminution de 11 200 dollars s'explique par les économies réalisées au titre des dépenses communes de personnel (13 700 dollars), des contributions du personnel (1 400 dollars), du personnel temporaire (13 400 dollars), des heures supplémentaires (3 300 dollars), des fournitures et des accessoires (6 300 dollars) et de la participation au financement des services communs d'impression et de reproduction (6 600 dollars). Ces économies ont été partiellement absorbées par les augmentations concernant les postes permanents (10 900 dollars), la publicité et la promotion (19 900 dollars) et les services divers (2 700 dollars).
